

TABLE ALPHABÉTIQUE DES ORATEURS ET AUTEURS

B

Barnich, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Déclaration du gouvernement van Zeeland; pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Commence par faire remarquer que le débat qui va s'ouvrir au parlement peut être considéré comme le plus grave de tous ceux qui se sont déroulés depuis la guerre; pose la question des responsabilités et développe les arguments pour lesquels il a confiance en M. van Zeeland; exprime le vœu qu'il se trouve au Sénat, pour le plus grand bien du pays, la même majorité démocratique qui s'est dégagée la veille à la Chambre, p. 339 à 341.

Beauduin, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Budget des recettes et des dépenses extraordinaires pour 1935. Rapport n° 74.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 192, 193.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 302, 309.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer, en sa qualité de rapporteur, que la commission a constaté, à grand regret, que de nombreux crédits portés au budget extraordinaire auraient dû figurer au budget ordinaire; cependant, comprenant la situation, la commission a admis exceptionnellement le budget tel qu'il est dressé; rappelle que tout crédit, non inscrit au budget, doit, préalablement à l'engagement de la dépense, être voté par le parlement, l'article 115 de la Constitution étant formel et les pleins pouvoirs ne pouvant permettre d'aller à l'encontre de la Constitution; proteste donc contre les dérogations faites à cette règle et à l'inscription de certaines dépenses dans des demandes de crédits supplémentaires, alors que la dépense était faite. Souligne ensuite les regrets exprimés par le rapporteur du budget des travaux publics devant la maigreur des crédits qui sont inscrits à ce budget, puis parle de certains travaux dans la région d'Anvers et du Brabant, p. 457, 458.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 658.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Propose de remettre toute la discussion au mardi, p. 688. — Discussion générale. Discours : Examine particulièrement la partie des conventions qui concerne les alcools; termine ses observations en déclarant que, malgré les critiques qu'il a émises, il fait confiance au ministre luxembourgeois et au premier ministre et qu'il émettra un vote affirmatif, p. 693. — Observations, p. 696.

Becelaere, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 227, 228.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (Cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Interpelle, avec M. de Spot, le ministre des postes, télégraphes et téléphones au sujet de la démission imposée par l'I. N. R. à M. Paul Gilson. Développe l'interpellation pendant la discussion du projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936, p. 564, 565.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Traite la question des charges fiscales qui grèvent la petite industrie et l'obligent à renoncer à toutes ses entreprises, p. 580.

Becelaere (suite)

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Développe succinctement trois points concernant : 1° les programmes des écoles primaires; 2° la question de la diminution des traitements (arrêté-loi n° 77); 3° la nécessité de mettre le personnel des écoles adoptables et des écoles frœbeliennes sur un pied d'égalité avec le personnel des autres écoles en ce qui concerne les pensions, p. 602, 603.

Beosier, sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Bernard, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 67. — Observations à l'occasion du discours de M. Van Belle, qui motive le vote de son groupe, p. 72.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 203 à 206. — Observations, p. 207, 215.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 301.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention sur les tarifs pour les sous-produits de carrière et en particulier les moellons et les moellonets; demande aussi au ministre d'examiner la situation faite à certaines localités entre Rivage et Jemelle, par la suppression d'un train, p. 399.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion. Observations, p. 438.

Budget du travail et prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 620. — Discours : Traite la question des allocations familiales et demande que l'on remédie aux effets rétroactifs de l'arrêté-loi du 31 mai 1933; termine en traitant brièvement la question de la journée de huit heures, p. 630, 631.

Berryer (vicomte), sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — Projet de loi modifiant la loi du 21 juillet 1924 assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics. Rapport, n° 29.

Ann. — Déclaration du gouvernement van Zeeland (pouvoirs spéciaux et loi monétaire). Discussion d'ensemble. Discours : Indique à la Haute Assemblée pourquoi il donne avec confiance son vote d'approbation au cabinet présidé par M. van Zeeland, p. 350. — Observations, p. 350.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Traite la question de la transfusion de sang et de la nécessité de prendre des mesures pour que cette méthode de guérison puisse être plus aisément et efficacement appliquée, p. 454.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 472.

Boël (baron), sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 220.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que M. Van Isacker, m. t. p., au moment de la discussion de ce budget, s'était engagé à répondre aux questions qui lui avaient été posées par certains membres de la commission des travaux publics, lors de la discussion des

Boël (baron) (suite)

grands travaux et qu'aucune réponse n'a encore été faite et exprime le vœu que ces réponses soient prochainement données, p. 459.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Bologne, sénateur coopté.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 26, 33.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Observations, p. 51. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi fixant le contingent pour 1935. Discussion générale. Discours : Motive l'attitude du groupe socialiste en ce qui concerne le contingent, p. 94.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Observations, p. 98. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 186.

Fixation de l'ordre du jour : séance du 12 mars. M. le président faisant diverses observations et propositions au sujet de la marche des débats, proteste contre la précipitation avec laquelle M. le président veut faire travailler le Sénat; estime que, de cette manière, ce ne serait plus un débat sérieux mais un semblant de discussion, p. 243.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 244, 245, 248. — Demande à ne parler que le lendemain matin, p. 252. — Reprise du débat. Discours : Commence par faire un bref examen du budget, puis traite la question de la politique que le gouvernement compte suivre pour résoudre la crise, p. 264 à 267. — Observations, p. 272.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 300, 309.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 346.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Discours : Demande que les administrations des chemins de fer : Société nationale des Chemins de fer vicinaux, autobus et tramways prennent des mesures en faveur des employés et voyageurs de commerce qui sont particulièrement atteints par la crise, p. 402.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Observations, p. 438, 441, 445.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles, Art. 3, Observations au sujet de l'exactitude de la contre-épreuve en ce qui concerne le vote sur un amendement de la commission, p. 514. Art. 7. Observations, p. 722.

Projet de loi relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour des dernières séances de la session, rappelle ce projet qu'il considère comme extrêmement urgent, p. 704.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 725.

Bossuyt, sénateur de l'arrondissement de Courtrai et Ypres.

Ann. — Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 301.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la journée des huit heures. Discussion. Discours : Commence par déclarer qu'il est d'accord avec M. Mertens pour dire que l'on ne doit pas demander des miracles au nouveau ministre et qu'il n'en exigera pas plus de lui que de son prédécesseur, puis insiste pour que la loi des huit heures soit strictement observée; parle du fonds des mutilés, des pensions de vieillesse et termine en traitant brièvement la question de la colombophilie, p. 621.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Signale au ministre l'état d'excitation dans lequel se trouvent les ouvriers frontaliers belges et fait remarquer que cet état d'esprit est dû à deux faits d'ordre différent : 1° le renouvellement de la carte d'ouvrier frontalier; 2° la diminution de 20 p. c. de leur salaire, et prie le gouvernement de prendre tout spécialement en considération les revendications de ces ouvriers, p. 675 à 677.

Bovesse, ministre de la justice, déchargé de ces fonctions par arrêté royal du 25 mars 1935 et nommé ministre de l'instruction publique par arrêté royal de la même date.

Ann. — Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 37. — Discours : Répond à M. Rolin et estime que celui-ci vient, dans son discours, de démontrer la légalité des arrêtés-lois et leur opportunité, p. 40 à 42.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 101. — Discours : Répond au discours de M. Rolin et fait remarquer que le projet en discussion est un projet de pouvoirs spéciaux, ce qui fait tomber l'argumentation de M. Rolin; déclare en terminant que M. Rolin restera seul avec les questions de droit qu'il a invoquées, parce qu'il faut avant tout que la Belgique soit sauvée, p. 102. — Observations, p. 105, 106. — Discours. En réponse à un discours du R. P. Rutten, qui pose une question au sujet de certains abus signalés dans un journal, déclare qu'il conviendrait d'examiner à la lumière des faits précis, de quoi il s'agit; que, s'il y a délit, il appartiendrait au parquet de provoquer des poursuites et que s'il y a des abus, il appartient aux citoyens de faire valoir leurs intérêts, le ministre de la justice ne pouvant intervenir dans ces conflits, p. 106.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. M. Lebon ayant rappelé que lui-même et ses amis avaient demandé que l'on retarde la discussion du budget de la justice afin d'y joindre la discussion de ce projet, estime que le Sénat doit comprendre qu'il était impossible au gouvernement de subordonner la discussion du budget à l'examen préalable du projet sur l'emploi des langues en justice; déclare que le gouvernement souhaite vivement voir, dans le plus bref délai possible, cette question délicate résolue; s'engage, en ce qui le concerne personnellement, à prendre connaissance du rapport dans la huitaine qui suivra sa distribution, afin d'être ensuite à la disposition du Sénat en vue d'arriver à une solution d'apaisement, p. 223, 224. — A la suite d'observations de M. Van Fleteren, s'étonne que cette discussion continue alors qu'il vient de faire une déclaration précise; fait remarquer qu'il n'est ni sénateur ni membre de la commission et que, en conséquence, il ne pourra intervenir efficacement que lorsqu'il sera en possession du rapport, p. 224.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 226, 229. Discours. Répond brièvement à quelques points des discours qui ont été prononcés, notamment en ce qui concerne la révision de la loi de 1891, les critiques sur les arrêtés-lois, la situation des agents temporaires, la question des commissions d'assistance; parle également du procès que lui a fait M. Orban au sujet de l'emploi des langues en justice, des bibliothèques de prisons, de l'Œuvre nationale des orphelins du travail, etc., puis répond aux critiques développées par le baron Meyers dans son rapport et dans son discours, p. 235 à 238.

Projet de loi instituant des sociétés privées. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Estime que l'indication « notaire » au 11^e est excessive, et se déclare d'accord avec M. Rolin, rapp., qui propose la suppression du 11^e, p. 257. — Tout en reconnaissant l'intérêt que présente l'amendement de M. Raport, déclare ne pouvoir s'y rallier; fait valoir brièvement, à cet effet, une considération de droit et saisit cette occasion pour rendre hommage au travail accompli par la commission et particulièrement par M. Rolin, rapp., p. 257, 258. — Observations, p. 258.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 587, 591. — Discours : Plutôt que d'employer la formule ordinaire lorsqu'on se trouve dans la nécessité d'abréger les débats, répond succinctement aux nombreux discours qui viennent d'être prononcés et expose sa politique en matière scolaire et linguistique, points qui ont trop divisé les partis et devraient être résolus de manière à ce que la paix règne; politique qui visera à ce que la concorde règne en Belgique, terre de bonne volonté, p. 606.

Braconnier, sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Discours : Parle des critiques émises contre l'augmentation du nombre des fonctionnaires dans les administrations communales et fait remarquer que de nombreux travaux qui leur incombent sont imposés par les pouvoirs supérieurs; fait ensuite diverses observations concernant les finances communales, l'établissement des budgets et termine en exprimant un doute sur la supériorité du nouveau régime sur celui qui, pendant un siècle, a fait la prospérité des communes belges et la grandeur du pays, p. 443, 444.

Braconnier (suite)

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur le mécontentement provoqué dans le personnel enseignant par la diminution de son standard de vie; parle du réajustement des pensions, de l'amélioration des pensions des veuves et de la suppression des retenues extraordinaires, p. 603-604.

Branquart, sénateur provincial du Hainaut.

Doc. — Projet de loi portant approbation de la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à La Haye, le 12 avril 1933. Rapport, n° 122.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 197.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 230, 231.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Discours. Développe certaines critiques à l'égard de la S. N. des chemins de fer belges et se plaint notamment que celle-ci fasse aussi peu de choses pour la province, proteste contre la suppression de l'arsenal de Luttre et exprime ses hésitations au sujet de la jonction Nord-Midi, p. 382. — Observations, p. 404, 405. — S'abstient au vote sur la proposition de loi relative à la jonction Nord-Midi, p. 413.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 502.

Discours : Déclare ne pas prendre la parole par hostilité pour les Flamands, rappelle qu'il a, pendant sa carrière parlementaire assez longue, voté certains projets qui accordaient aux Flamands des prérogatives qu'ils réclamaient légitimement; estime que la thèse des Wallons est une thèse de liberté, que la thèse de ses frères du Nord est une thèse d'autorité et même de contrainte; développe les motifs pour lesquels il votera l'amendement des Bruxellois, mais annonce qu'il lui sera impossible de voter le projet tel qu'il est transmis par la Chambre, estimant que celui-ci provoque un profond mécontentement dans la partie française du pays, cette partie craignant la germanisation qu'on lui impose, p. 503, 504.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 685, 686.

Breugelmans, sénateur des arrondissements de Malines et Turnhout.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 219.

Broekx, sénateur coopté.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1935. Estime que l'on devrait demander l'avis du gouvernement au sujet de l'opportunité de remettre jusqu'après les vacances de Pâques la discussion de ce budget, p. 636.

C**Calonne, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 135 à 138.

Carnoy, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — Budget de l'instruction publique pour 1935. Rapport, n° 88. Projet de loi approuvant l'arrangement de l'Union postale universelle, signé au Caire, le 20 mars 1934, concernant les colis postaux et son règlement d'exécution. Rapport, n° 121.

Ann. — Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Estime que l'on a attaché trop d'importance à la dévaluation, qui est devenue un fait, puis développe dans un autre ordre d'idées les motifs pour lesquels il donnera sa confiance au gouvernement van Zeeland, p. 359, 360.

Carnoy (suite)

Budget de l'instruction publique pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 468. — Discussion générale. Discours : En réponse à des observations qui ont été présentées, traite la question de la formation des intellectuels, ayant déjà longuement parlé de ce point dans son rapport, p. 591 à 593. — Discours : Appuie les observations faites par M. Verbist en ce qui concerne le mauvais résultat obtenu par la fâcheuse application des lois linguistiques en ce qui concerne l'enseignement dans l'agglomération bruxelloise, p. 595, 596. — Observations, p. 607.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Discours : Estime que le bilinguisme belge pourrait être une belle chose s'il avait été et s'il pouvait être un véritable bilinguisme; développe certaines considérations sur le bilinguisme tel qu'il existe en réalité; estime que la loi en discussion permettra à la Flandre de prendre toute l'extension dont elle est capable, d'être elle-même dans cette Belgique qui doit être pour elle une maison accueillante en non pas une geole, empêchant son extension; termine en déclarant que c'est comme Belge qu'il prie le Sénat de voter la loi, afin de mettre fin à une longue injustice, p. 499, 500.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Discussion générale. Pose une question, estimant que le projet laisse une grande élasticité et suppose une grande équité chez les juges; demande si ceux-ci devront tenir compte de l'époque à laquelle l'indemnité a été fixée, p. 637.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations au sujet de la suite du débat, p. 718. — Reprise de la discussion d'ensemble. Discours : Traite la question de l'agriculture, au point de vue des produits destinés à l'industrie comme au point de vue des produits alimentaires; signale certaines choses qui, selon lui, sont à encourager ou à éviter; termine en demandant s'il est vrai qu'au Congo, on s'applique à adapter le plus vite possible les prix des vivres et des salaires à la valeur nouvelle du franc belge, alors que la politique en Belgique est que la dévaluation n'ait qu'une influence modérée et graduelle sur les prix, p. 718, 719. — M. Rubbens, m. c., déclarant que ce dernier point est inexact, se déclare extrêmement heureux de l'affirmation du ministre, p. 719.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Observations, p. 747, 749.

Carpentier, sénateur coopté.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 200.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Appuie une proposition de M. Catteau tendant à disjoindre la proposition relative à la jonction, p. 293. — Fait encore diverses observations à ce sujet, p. 293, 294.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des artistes et des académies, signale notamment la misère du musée de Gand, puis parle de l'école industrielle de Gand; termine en appuyant les observations de M. Huisman Van den Nest en ce qui concerne l'enseignement primaire et insiste sur le tort que les arrêtés royaux récents occasionnent aux instituteurs, p. 586 à 588.

Cartuyvels (chevalier), sénateur des arrondissements de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Ann. — Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Casterman, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 67, 69, 70.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion générale. Observations, p. 382.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 640.

Catteau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 103.

Catteau (suite)

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 169.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 222, 223.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249.

Budgets des transports et des P. T. T. ; projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 290, 292. — Par motion d'ordre, propose la disjonction de la proposition relative à la jonction Nord-Midi, p. 293. — Reprise du débat. Observations, p. 381, 385. — Discours : Traite la question de la jonction, demande que cette question soit examinée par une commission technique et termine en demandant au ministre, qui n'est pas effrayé par les idées neuves, de diriger cette étude avec des vues plus larges que celles auxquelles on avait auparavant borné son horizon, p. 399 à 401. — Observations, p. 403, 404. — Discussion des articles de la proposition de loi relative à la jonction Nord-Midi. Art. 1^{er}. Observations, p. 411. — S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 413. — Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas vouloir se cantonner dans l'opposition, mais indique au ministre son point de vue, lui apportant éventuellement sa collaboration s'il accepte ses suggestions, p. 746 à 749. — Observations, p. 754, 755, 757. — Discussion des articles. Art. 6. Pose une question au ministre au sujet du montant élevé du crédit inscrit à cet article, p. 759.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Discours : Fait remarquer que les Chambres ayant siégé pendant la période des pouvoirs spéciaux, les membres des deux assemblées avaient le droit d'interpeller, mais que dès le premier arrêté qui a été pris en vertu des pleins pouvoirs, l'insuffisance des pouvoirs accordés a été démontrée; fait encore diverses observations concernant les crédits accordés et termine en demandant au gouvernement de développer davantage ces crédits, p. 307, 308.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Traite la question de la protection de la population civile contre l'éventualité d'attaques par les gaz toxiques, p. 417, 418.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 488. — Discours : Tient à faire entendre encore la voix d'un Bruxellois avec l'espoir que tous ensemble l'on votera une loi d'apaisement qui fasse droit aux légitimes revendications des Flamands; commente la situation de l'arrondissement de Bruxelles, indique les points sur lesquels il estime qu'il faut se faire des concessions mutuelles, concessions qui amèneraient par un effort loyal et par un souci de rapprochement, le vote d'une loi qui serait conforme aux désirs des justiciables, p. 497 à 499. — Discussion des articles. Art. 3. Discours : S'en rapporte au discours qu'il a prononcé pendant la discussion générale, mais fait encore certains commentaires au sujet de son amendement, p. 512. — Art. 4. Observations : Demande que M. Lebon soit rappelé à l'ordre, p. 517. — Discours : Fait remarquer que la discussion a été caractérisée par le souci qu'ont montré les orateurs d'arriver à un terrain d'entente, mais prie M. le président d'insister auprès de certains sénateurs pour que ceux-ci n'emploient pas des expressions qui, dans leur esprit, ont un caractère agressif pour ne pas dire injurieux, p. 517. — Art. 41. Insiste pour que l'amendement qu'il présente soit admis, p. 534. — Art. 54. Appuie les observations de M. Rolin, p. 540.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 607.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes, au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Discours : Exprime le vœu que le gouvernement poursuive une politique impitoyable de compressions et d'économies et demande encore si, en dehors du ministre des transports, le gouvernement est d'accord pour engager 400 millions dans les travaux de la jonction Nord-Midi, p. 781.

Claessens (Edmond), sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Rappele que lui et ses amis ont déposé un amendement à l'article 7, pour le cas où l'amendement de la commission serait admis à l'article 4 et fait remarquer que cet amendement est proposé en faveur des habitants de La Calamine qui ne parlent presque exclusivement que l'allemand, p. 519.

Claessens (Edouard), sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Claessens (Edouard) (suite)

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Fait certaines observations pour critiquer les arrêtés-lois concernant la distribution des allocations de chômage et les allocations aux estropiés. p. 635, 636.

Clesse, sénateur provincial du Luxembourg.

Ann. — Déclaration du gouvernement : Cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 18, 30.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 70.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 149.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 166, 168. — Au moment où le président lui donne la parole, demande si le Sénat pourra terminer l'examen du budget pendant la séance en cours, p. 180. — Déclare préférer ne prendre la parole que le lendemain matin, p. 180. — Reprise du débat. Discours, p. 182. — Proteste contre les observations du président, qui lui fait remarquer qu'il dépasse son temps de parole; fait remarquer que les orateurs qui l'ont précédé n'ont pas été limités, p. 182. — Fait encore des observations à ce sujet puis renonce à terminer son discours, p. 183.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 300.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 347.

Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 413.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 614.

Projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que l'on désire rester en bons termes avec les voisins grands-ducaux, mais que ce désir ne doit pas conduire trop loin et arriver à ce que les intérêts belges soient lésés; fait remarquer qu'il en était ainsi au point de vue agricole et, après avoir signalé certains faits, souhaite que les nouvelles conventions portent de bons fruits et prie en tous cas le gouvernement belge d'être vigilant, p. 690, 691. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 669.

Coenen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — Projet de loi portant modification de l'article 1^{er} de la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages, modifié par l'article 2 de la loi du 23 juin 1924. Rapport, n° 78.

Ann. — Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Coolle, sénateur des arrondissements de Courtrai et Ypres.

Ann. — Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 66. — Discours : Combat la question préalable et les discours de M. Rubbens, m. t., p. 70, 71.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels lui et ses amis n'ont plus confiance dans les promesses du gouvernement, celui-ci n'ayant pas tenu celles qu'il avait faites; termine en déclarant qu'il leur sera impossible de voter la prorogation demandée, p. 305 à 307.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi de huit heures. Discussion. Observations, p. 615, 616, 621, 623. — Discours : Traite la question de la mauvaise application de la loi des huit heures; attire l'attention du ministre sur la situation des ouvriers frontaliers et termine en parlant de la question du chômage, p. 629.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du gouvernement sur trois questions qui sont de nature à nuire à la résorption du chômage et à la politique suivie à cet effet par le gouvernement : 1° la convention franco-belge relative à la carte des ouvriers frontaliers; 2° la diminution de 20 p. c. sur les salaires des

Coole (suite)

ouvriers frontaliers; 3° la situation des Belges résidant dans le nord de la France, p. 649 à 652. — Reprise de la discussion de ce budget auquel a été joint le projet de loi relatif aux conventions conclues entre la Belgique et le Grand-Duché. Observations, p. 674.

Criquelion, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Ann. — Déclaration du gouvernement (cabinet présidé par M. Theunis). Discours : Prie le gouvernement de lui donner tous ces apaisements au sujet de sa décision de protéger efficacement les produits agricoles belges, p. 24, 25.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 172, 173.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation de M. Van Belle relative à des violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Traite la question du paiement des cotisations pour allocations familiales pour le personnel logé et nourri chez le patron, p. 631, 632.

Crokaert, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Déclaration du gouvernement présidé par M. Theunis. Discours : Développe les motifs pour lesquels, malgré la grande sympathie qu'il éprouve pour certains des membres du nouveau gouvernement, il n'accordera pas sa confiance à celui-ci, estimant que la confiance entraînerait l'admission des pouvoirs spéciaux qu'il désapprouve et indique les motifs pour lesquels ils ne sont conformes ni à l'esprit ni à la lettre de la Constitution, p. 33.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Projet de loi concernant le commerce et la production du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi fixant le contingent pour 1935. Discussion générale. Discours : Attire l'attention sur deux points qu'il considère comme très importants : 1° celui de la formation militaire des miliciens; 2° celui du ravitaillement de la population civile et de l'armée en temps de guerre, p. 93, 94.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours : Exprime le vœu que le gouvernement opère un redressement général; estime que M. Theunis, p. m., a eu d'excellentes idées et souhaite qu'il puisse les réaliser; pose certaines questions, notamment en ce qui concerne la construction automobile; déclare en terminant que le pays demande que l'on soit sévère pour toutes défaillances individuelles et déclare que, si le gouvernement donne confiance aux classes moyennes, il votera le projet, p. 104 à 106.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 140.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 313.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare qu'il votera les pleins pouvoirs, le gouvernement qui vient d'être formé ayant déclaré le péril national, p. 360, 361.

Prix de vente : hausse de ces prix après la dévaluation du franc belge : Par motion d'ordre, rappelle qu'il est intervenu, pendant la discussion du projet sur la dévaluation notamment, pour inviter le pays à garder son sang-froid et à ne pas augmenter les prix et pour encourager le gouvernement à y veiller; attire l'attention sur le fait que des grands magasins ont haussé leurs prix, déclare que le groupe parlementaire des classes moyennes, dont il est président, n'a pas manqué d'attirer l'attention du gouvernement sur cette question et sur les problèmes complexes qu'elle soulève; déclare que son groupe aidera de toute sa force le gouvernement à apporter à la situation les solutions les plus opportunes, p. 451.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Discours : Estime que la solution serait que le sens du pays pénétre davantage l'ensemble des citoyens dans le sens et l'originalité du peuple belge, c'est-à-dire de celui des vieux Pays-Bas et des liens profonds d'affinité noués entre toutes les provinces belges; estime qu'il ne saurait y avoir une zone douanière entre les parties flamandes et wallonne, puis exprime ses préférences pour les amendements présentés par la commission, ceux-ci apportant des assouplissements au texte admis par la Chambre; indique surtout les arguments qui l'amènent à prier le Sénat d'adopter les amendements concernant l'arrondissement de Bruxelles, demande que l'on fasse une œuvre modérée qui amènerait la pacification, estimant qu'avant tout l'on doit assurer la chose essentielle, c'est-à-dire une bonne administration de la justice, p. 491 à 493. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet de loi, p. 545.

SÉNAT. — TABLE DE LA SESSION ORDINAIRE 1934-1935.

Crokaert (suite)

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Commence par exprimer le regret des classes moyennes d'avoir vu supprimer leur nom dans la nouvelle terminologie du ministère, tout en faisant confiance au ministre en fonctions; défend les intérêts des classes moyennes en attirant l'attention sur la nécessité de les soutenir pour la plus grande prospérité du pays; fait certaines suggestions à cet effet, attire en terminant l'attention du gouvernement tout spécialement sur la protection à donner aux sabotiers et à la batellerie, p. 555.

Croquet, sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Souhaite que le nouveau gouvernement trouve une nouvelle formule de politique économique; fait diverses observations à ce sujet et termine en déclarant que la composition du nouveau cabinet lui donne de l'espoir et qu'il lui accordera sa confiance, p. 33.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 313.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Cuelenaere, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

Ann. — Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 367.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 797.

D**Danhier, sénateur provincial du Hainaut.**

Ann. — Projet de loi relatif à la production et au commerce du charbon. (Pouvoirs.) Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique*, celui-ci le renseignant comme ayant émis un vote affirmatif, alors qu'il s'est abstenu sur l'ensemble du projet, p. 59.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Debersé, sénateur provincial du Hainaut.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 179-180.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces projets, p. 367.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Discours : A l'occasion du budget extraordinaire, appelle la bienveillante attention du ministre sur de nombreux travaux rendus nécessaires par des affaissements miniers dans l'arrondissement de Mons (vallée de la Haine), p. 457.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 623. — Discours : Parle de l'ensemble des lois sociales, mais particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations familiales; parle également des habitations à bon marché et des primes aux familles nombreuses, p. 629, 630. — Observations, p. 639.

de Broqueville (comte), sénateur coopté, premier ministre, démissionnaire de ses fonctions de premier ministre, le 20 novembre 1934.

Ann. — Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.

Budget des voies et moyens pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.

Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.

Budget de la dette publique pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : Examine rapidement le chemin parcouru sur le terrain de la politique internationale depuis la dernière discussion du budget des affaires étrangères, puis tire quelques conclusions suggérées par l'état actuel de l'Europe; déclare qu'il serait heureux de voir le gouvernement tenir compte, dans l'orientation de sa politique extérieure, de ses constatations ou suggestions, p. 659 à 662. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 685.

de Brouchoven de Bergeyck (comte), sénateur des arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. observations, p. 229.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Ne voulant pas prendre position contre la volonté énergique du gouvernement de sauver le pays, mais étant pourtant adversaire absolu de la dévaluation, déclare qu'il s'abstiendra, p. 361, 362. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et du projet de loi monétaire, p. 367.

Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux. Discussion générale. Observations, p. 452.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458.

Fixation de l'ordre du jour : Demande si l'on siègera matin et après-midi, les 15, 16 et 17 avril, p. 461.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 470, 473. — Discours : Estime que le projet en discussion, qui a réalisé une forte majorité à la Chambre, constitue une œuvre de justice et motive l'adhésion complète qu'il donne à ce projet, p. 474. — Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 722.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

De Bruyn, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts du personnel de l'État, qui est très ému des nouvelles diminutions de salaires qui ont été annoncées, p. 44.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours, Pose une question au ministre, p. 120. — Fait remarquer que le ministre n'a pas répondu à la question qu'il vient de lui poser et estime que le ministre ne l'a pas compris parce qu'il a parlé en flamand; formule à nouveau sa demande en français, p. 120. — Observations, p. 120, 121.

Interpelle M. le ministre des transports sur la suppression de la ligne de chemin de fer de Dixmude à Nieuport. Discours : Développe son interpellation, p. 127, 128. — Discussion de son interpellation, à laquelle a été jointe une interpellation similaire de M. de Spof. Déclare qu'il aurait voulu répondre, point par point, à l'argumentation du ministre, mais renonce à le faire afin de ne pas abuser du temps de parole; donne rendez-vous au ministre à l'occasion de la discussion de son budget; déclare qu'il renonce également à déposer un ordre du jour, estimant que l'on se comptera au moment de la discussion du budget, p. 130.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 215.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Une proposition étant faite par M. Catteau tendant à disjoindre la proposition relative à la jonction, fait remarquer que c'est la commission des transports, dont il est président, qui, unanimement, l'a chargé de s'entendre avec le président du Sénat pour joindre la discussion de ces quatre objets; rappelle que le problème de la jonction n'est pas nouveau et que celle-ci doit être faite ou abandonnée, Bruxelles ne pouvant pas rester dans l'état où il est, p. 293. — Reprise de l'ensemble du débat. Discours : Parle du service des postes et de la question des transports, p. 294 à 296. — Observations, p. 384.

Budget des voies et moyens pour 1935. Discussion des articles. Art. 5. Déclare qu'il se proposait de déposer un amendement tendant à la réduction de la taxe sur les permis de pêche, qu'il y a renoncé, mais prie le ministre nouvellement en fonctions de tenir compte de sa demande, p. 372.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 473, 506.

Projet relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 565. — Discours : Bien qu'il ait déjà, à l'occasion du budget des P. T. T. présenté certaines observations, déclare qu'il reprend la parole dans la discussion en cours, afin d'exposer et d'appuyer les revendications du personnel, p. 566.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la journée des huit heures. Discussion. Observations, p. 614, 637.

De Bruyn (suite)

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes et au règlement du budget de 1925. Discussion générale. Discours : Remercie le gouvernement des mesures heureuses qu'il a prises en matière de salaires et de traitements, puis indique les points qui restent à régler et termine en estimant qu'il semble juste, puisqu'on adapte les traitements aux fluctuations de l'index, que la réduction opérée à un certain chiffre soit supprimée maintenant que ce chiffre est dépassé, p. 777. — Discours : Prend acte de la déclaration du ministre, tout en affirmant que celle-ci ne lui donne pas satisfaction et demande que l'on étudie la question du paiement du personnel, qui ne demande pas un avantage, mais le paiement d'après les fluctuations de l'index, p. 781.

De Clercq (J.-J.), sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 25 octobre 1919 sur le crédit professionnel. Développements et proposition de loi, n° 72.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Rapport, n° 99.

Ann. — Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 139.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 223.

Proposition de loi modifiant l'article 21 de la loi du 26 octobre 1919 sur le crédit professionnel. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 313.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 565.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 618, 623, 624, 638 à 640.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Donne lecture de son rapport qui conclut à l'adoption du projet, p. 636.

Fixation de l'ordre du jour de la fin de la session : M. le président ayant fait diverses propositions en vue de hâter et d'ordonner la suite des travaux, tout en déclarant qu'il ne rend pas le président responsable de la proposition qui a recueilli l'unanimité du bureau, déclare qu'il regrette cette unanimité, fait remarquer que lorsque le Sénat tient des séances du matin les membres du bureau ne sont pas toujours présents et déclare qu'il parle d'expérience étant personnellement toujours présent à ces séances; développe ses observations et termine en demandant que l'on n'impose pas au Sénat des séances du matin, p. 705.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 724, 725.

De Clercq (Jos.), sénateur des arrondissements d'Audenarde et Alost, questeur du Sénat.

Doc. — Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Rapport, n° 12.

Dotation sénatoriale pour l'exercice 1935. Rapport, n° 22.

Budget des recettes et des dépenses pour l'exercice 1935. Rapport, n° 45.

Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1935. Rapport, n° 66.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Rapport, n° 86.

Budget des dotations pour 1935. Rapport, n° 92.

Projet de loi autorisant des régularisations et des transferts et allouant des crédits supplémentaires se rapportant aux exercices 1933 et antérieurs, à l'exercice 1934 et à l'exercice 1935. Rapport, n° 118.

Ann. — Elu, par acclamations, questeur du Sénat, p. 4.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 21.

Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Donne lecture de son rapport sur ce projet de loi, p. 45.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 226.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 265.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Fait remarquer par voie d'interpellation que, parmi les abstentions à la Chambre, il y avait un grand nombre de mandataires qui s'étaient abstenus parce que le projet, à leur avis, n'était pas assez radical au point de vue flamand, p. 474. — Observations, p. 476, 480, 483, 488, 490, 498. — Discours. Commence par déclarer qu'il comptait faire un exposé de l'économie du projet, mais estime

De Clercq (Jos.) (suite)

ceci inutile par suite des discours qui ont été prononcés; rappelle loyalement qu'il a voté, en commission, contre tous les amendements proposés par celle-ci; qu'il n'est donc pas le porte-parole de la commission, et, en son nom personnel, prie le Sénat de tenir compte de trois considérations de fait : 1° que le projet, tel qu'il a été transmis par la Chambre, est le résultat d'une transaction; 2° que des abus incontestables dont ont été et sont encore victimes les humbles, ont créé en pays flamand un état d'esprit dont il y a lieu de tenir compte; 3° que le vote du projet est instamment réclamé par la partie flamande du pays; demande donc au Sénat que chacun sacrifie ses préférences personnelles pour que la paix linguistique soit enfin réalisée en Belgique, pour le plus grand bien du pays, p. 502, 503. — Observations, p. 507. — Discussion des articles. Art. 3. Discours : Combat l'amendement de la commission, p. 513. — Art. 4. Discours : En réponse aux observations développées par M. Rolin, estime que M. Rolin n'a compris ni la loi ni l'amendement qu'il a lui-même présenté, p. 517, 518. — Observations, p. 518. — Art. 22. Déclare que tout le monde est d'accord pour accepter la rédaction proposée par la commission pour le troisième alinéa, p. 528. — Art. 22bis proposé par la commission. Pose une question au sujet de l'interprétation positive de cet amendement, p. 529. — Art. 32. Déclare que le rapport est formel dans son acceptation de l'amendement de la commission, p. 530. — Art. 40. Au moment du vote sur l'article, fait remarquer qu'il ne s'agit réellement dans l'amendement de la commission que d'une partie de l'article, que du second paragraphe, p. 533. — Art. 45. Déclare que la commission accepte volontiers l'amendement, celui-ci ne faisant que consacrer la situation existante, p. 536. — Art. 50. Déclare que le gouvernement estime que l'amendement de la commission enfonce une porte ouverte, p. 538. — Art. 51. Amendement de la commission : Déclare qu'il s'agit d'une simple question de forme, p. 539.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Discussion générale du texte amendé par la Chambre. Observations, p. 749, 751.

Projet de loi sur les sociétés de personnes à responsabilité limitée. Observations au sujet de la fixation du débat sur le texte amendé par la Chambre, p. 758.

de Dorlodot (baron), sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Développe les motifs pour lesquels il votera contre la confiance et contre les pouvoirs spéciaux, pouvoirs dont il est cependant partisan en principe, p. 14 à 16. — Observations, p. 24.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Pose deux questions au gouvernement au sujet du nouvel emprunt conclu en Hollande, p. 43. — Fait des observations en réponse à M. Gutt, m. f., p. 44. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Interpelle M. le ministre des affaires étrangères sur les mesures qu'il compte prendre pour que ne soient pas affaiblies les garanties de sécurité qui résultent pour la Belgique de la partie V du Traité de Versailles. Demande la parole pour fixer la date de son interpellation et, M. le président lui faisant remarquer que M. le ministre des affaires étrangères n'est pas en séance, déclare que son interpellation est urgente et qu'il priera le Sénat de l'entendre si M. le ministre des affaires étrangères n'assistait pas à la séance en cours, p. 113. — Développe brièvement les motifs de sa demande d'interpellation et demande que celle-ci soit fixée au 19 mars, p. 114, 115. — A la fin de la séance du 14 mars, rappelle que son interpellation avait été fixée au mardi suivant, 19 mars, mais déclare que, d'accord avec le ministre des affaires étrangères, cette discussion est remise à huitaine, p. 313.

Interpelle M. le ministre des finances sur la nécessité d'opérer au plus tôt la conversion libre des rentes de l'Etat. M. le président estimant que cette interpellation pourrait être jointe au budget des voies et moyens, déclare être d'accord, mais demande, étant retenu le mardi, à ce que l'interpellation ne soit discutée que le mercredi, p. 180. — Pendant la discussion des budgets financiers, développe son interpellation, p. 267 à 270. — Reprise de l'ensemble du débat. Observations, p. 273, 277, 278, 280, 281.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 305. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 313.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 319 à 321. — Estime que l'on pourrait suspendre immédiatement la séance pour une réunion des groupes et insiste à ce sujet, p. 324. — Répond aux observations de M. le président en insistant à nouveau sur sa

de Dorlodot (baron) (suite)

demande, p. 324. — Reprise de la discussion de la déclaration ministérielle à laquelle sont joints le projet relatif aux pouvoirs spéciaux et le projet monétaire. Observations, p. 344, 345. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il demande à l'assemblée de l'aider à renverser le gouvernement qui vient d'être constitué, p. 345 à 347. — Observations, p. 354, 357. — Observations à l'occasion de la proposition de limitation du temps de parole, p. 358.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours de M. le baron de Dorlodot, qui traite la question du réarmement de l'Allemagne, rappelle ses anciens avertissements, puis reproduit la demande faite par un membre de l'extrême gauche de la Chambre et tendant à savoir si, lors du voyage des ministres belges à Paris, à la fin de mars, ceux-ci ont demandé à la France quelque chose de précis et d'étudié; en posant cette question, s'en réfère à la déclaration de M. van Zeeland, p. m., au Sénat, le 30 mars; déclare que s'il pose cette question, ce n'est pas pour revenir sur le passé, mais dans le but de réduire à néant un argument injuste dont une dangereuse propagande antifranaise et anti-alliée se sert à l'étranger, p. 685, 686. — M. le président lui faisant remarquer qu'il sort de l'objet en discussion, déclare qu'il est de tradition de poser certaines questions à l'occasion de l'article 1^{er}, p. 686. — Art. 2. Discours : Commence par constater que M. van Zeeland, p. m., m. a. ét. et c. e., n'a pas répondu à la question qu'il lui a posée à l'article 1^{er}, puis défend les intérêts des agents diplomatiques et consulaires à l'étranger qui ont vu subitement les traitements qui leur sont payés en échange de leurs services, perdre 30 à 40 p. c. de leur pouvoir d'achat, p. 686. — M. Rolin, rapp., estimant que sa question ne concerne en rien l'article 2, fait remarquer que cet article porte : « Traitements des consuls et fonctionnaires à l'étranger » et que, par conséquent, il a le droit de développer ses observations, p. 687. — M. Rolin ayant fait observer qu'il a répondu en commission à cette question, rappelle qu'il a été empêché d'assister à la réunion de commission à laquelle il est fait allusion et qu'il s'est excusé de son absence, puis achève le développement de ses observations, p. 687. — Remercie le ministre, qui déclare que la péréquation réclamée a été faite, p. 687. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 688.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes, au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 781. — S'abstient au vote sur l'ensemble des projets de loi : 1° relatif à la fiscalité provinciale et communale; 2° contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1925; 3° relatif aux crédits supplémentaires, p. 800.

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi modifiant la loi sur les sociétés coopératives et instituant des sociétés de personnes à responsabilité limitée (texte amendé par la Chambre). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 26 octobre 1934 ordonnant des virements de crédits au budget ordinaire du Congo belge pour 1933. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi arrêtant le compte général de la colonie de l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de 1927. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi arrêtant le compte général du Ruanda-Urundi pour l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1927. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 800.

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1934 (texte amendé par la Chambre). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi portant approbation de la convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel, signée à Londres, le 8 novembre 1933. S'abstient au vote l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi portant approbation de la convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne, signée à La Haye, le 12 avril 1933. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi approuvant l'arrangement de l'Union postale universelle, signée au Caire, le 20 mars 1934 concernant les colis postaux et son règlement d'exécution. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

de Dorlodot (baron) (suite)

Projet de loi instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi relatif au calcul de la pension d'ancienneté des militaires rémunérés par une solde bonifiée. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi portant création d'une subvention au profit des veuves et orphelins du personnel subalterne de la gendarmerie. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

De Graeve, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo, décédé le 8 août 1934.

Ann. — Annonce de son décès, p. 4.

de Kerchove d'Exaerde (baron), sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.

Ann. — Vérification complémentaire des pouvoirs de M. De Roo, appelé à succéder à M. De Graeve, décédé, à titre de sénateur de Gand-Eecloo. Donne lecture de son rapport sur cette validation de pouvoirs, p. 3.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 177, 178.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Fait ressortir la situation précaire du personnel comme aussi de l'école industrielle supérieure de Gand, p. 601, 602. — Observations, p. 607.

Dépose le rapport sur la vérification des pouvoirs de M. Rogister, appelé à faire partie du Sénat en qualité de sénateur de Liège, en remplacement de M. Hénault, décédé, p. 649. — Donne lecture de son rapport, qui conclut à l'admission de M. Rogister, p. 649.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 801.

Delattre, nommé ministre du travail et de la prévoyance sociale le 25 mars 1935.

Ann. — Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : En répondant aux observations présentées, fait remarquer que dans les discours qui ont été prononcés on a exigé beaucoup de choses, mais prie le Sénat de mesurer les moyens qu'il devrait avoir à sa disposition pour donner satisfaction à ces nombreuses revendications, cite quelques chiffres en rappelant que la déclaration ministérielle annonçait que les budgets devaient être adoptés tels qu'ils avaient été préparés par le gouvernement précédent, puis traite les différents points qui ont été soulevés; répond notamment à l'interpellation de M. Van Belle sur les violations de la loi des huit heures et de la semaine de quarante-huit heures du 14 juin 1921, dans les travaux exécutés pour compte du département de la défense nationale; déclare que, en tout cas, il fera tout ce qu'il est possible pour remédier aux défauts qui lui ont été signalés, p. 637 à 643. — Déclare, en réponse à une protestation de M. Van Overbergh, que M. Devèze, m. d. n., lui a communiqué certains documents, qu'il l'a autorisé à communiquer ces documents aux sénateurs; fait remarquer que, en ce qui le concerne, il ne peut donner une réponse plus complète, mais que l'on peut évidemment s'adresser directement au ministre de la défense nationale; estime personnellement qu'il est souhaitable que les abus signalés soient supprimés et déclare qu'il priera M. Devèze, m. d. n., de s'y employer le mieux possible, p. 642.

de la Barre d'Erquelines (comte), sénateur des arrondissements de Mons et Soignies.

Doc. — Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 812 millions de francs. Rapport, n° 64.

Projets de loi accordant la naturalisation. Rapport, n° 73. — Rapport complémentaire sur certaines demandes de naturalisation, n° 110.

Demandes de naturalisation. Rapport, n° 111.

Demandes de naturalisation. Rapport, n° 131.

Ann. — Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : Expose au Sénat l'importance vitale, pour l'avenir commercial et industriel de la Flandre orientale, du port industriel de Gand, p. 656, 657.

Projet de loi autorisant la Société nationale des chemins de fer belges à contracter un emprunt de 812 millions. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 227. — Discussion générale de ce projet, des budgets des transports et des P. T. T., ainsi que de la proposition de loi relative à la jonction Nord-

de la Barre d'Erquelines (comte) (suite)

Midi. S'oppose à la proposition de M. Catteau tendant à la disjonction de la proposition relative à la jonction, p. 293. — Reprise de l'ensemble du débat. Discours : Traite particulièrement la situation de la Société nationale des Chemins de fer belges et termine en rappelant la conclusion de son rapport : la solution du problème suggérée par la commission, c'est-à-dire la formule déjà antérieurement préconisée par elle et connue sous le nom de « Métropolitain électrique de Belgique », p. 379 à 382. — Observations, p. 384, 400, 401. — Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Observations, p. 750, 751, 755.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249. — Discussion des articles du projet de loi contenant le budget des voies et moyens. Art. 1^{er}. Discours : Justifie, en son nom et au nom de M. Waucquez, le vote affirmatif qu'ils vont émettre sur le budget des voies et moyens, p. 372.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 357. — Discours : Développe les motifs pour lesquels il ne peut accepter de partager les responsabilités du gouvernement, p. 361.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 457.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 4. S'abstient au vote sur l'amendement de la commission, p. 518. — Art. 7. S'abstient au vote sur le texte proposé par la commission, p. 524. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Projet de loi déterminant les effets de la loi du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Delvaux de Fenffe (baron), sénateur provincial du Luxembourg, questeur du Sénat.

Doc. — Dotation sénatoriale pour l'exercice 1935. Rapport, n° 22. Budget de l'intérieur pour 1935. Rapport, n° 70.

Ann. — Elu, par acclamations, questeur du Sénat, p. 4.

Projet de loi établissant la servitude de débroussaillage le long des voies ferrées. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que la question en discussion devrait avoir une solution rapide; communique au Sénat certaines statistiques à ce sujet, préconise, par le dépôt d'amendements, certains moyens qu'il considère comme efficaces et termine en déclarant qu'il est convaincu que M. du Bus de Warnaffe, m. t., résoudra le problème de la façon la meilleure, soit dans le sens qu'il vient d'indiquer, soit sous une forme qu'il jugera meilleure, p. 61 à 63. — Répond au ministre et termine en annonçant qu'il retire son second amendement, mais maintient le premier, pour les motifs qu'il indique, p. 64.

Budget de l'intérieur pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 292. — Discussion générale. Demande, n'ayant pas avec lui les documents qui doivent étayer son discours et le budget n'étant inscrit qu'à l'ordre du jour du lendemain, à céder son tour de parole à M. Vinck qui désire parler immédiatement, p. 414. — Reprise du débat auquel est jointe une interpellation de M. Moyersoën. Discours : Fait remarquer que le département de l'intérieur est en pleine évolution, que l'honneur en revient à M. Pierlot, qui s'est passagèrement retiré mais que, après les nombreux changements dans la direction de ce ministère, l'on s'est trouvé en présence d'un programme méthodique et d'une volonté qui entendait assurer la restauration administrative et la politique du département; esquisse les réformes déjà accomplies et celles qui doivent encore être élaborées, fait l'éloge des mandataires communaux, des fonctionnaires qui ont élaboré les arrêtés-lois, mais demande que l'intérêt demandé par le crédit communal soit abaissé, celui qui est réclamé constituant une charge trop lourde pour les communes; fait diverses observations concernant l'ensemble des finances communales et termine en s'adressant à Mme Spaak qu'il convie à présenter une proposition de loi donnant le vote aux femmes auxquelles, en ce faisant, elle rendrait un grand service, p. 438 à 442.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland), et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Demets (Ad.), sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Demets (Fernand), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — Projets de loi : 1° concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre; 2° concernant les citoyens appelés par engagements volontaires ou par réquisition à assurer le fonctionnement des services publics en temps de guerre; 3° concernant l'exécution des contrats différés. Rapport, n° 23.

Demets (Fernand) (suite)

- Budget des affaires économiques pour 1935. Rapport, n° 87.
 Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi et la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes, en vue d'accorder certains droits aux voyageurs ou représentants de commerce. Rapport, n° 97.
 Projet de loi instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée. Rapport, n° 132.
 Projet de loi portant création d'une subvention au profit des veuves et orphelins du personnel subalterne de la gendarmerie. Rapport, n° 133.
 Projet de loi relatif au calcul de la pension d'ancienneté des militaires rémunérés par une solde bonifiée. Rapport, n° 134.

- Ann.** — Déclaration du gouvernement (cabinet présidé par M. Theunis). Discours : Indique les motifs qui, selon lui, ont fait tomber le cabinet précédent et annonce qu'il votera la confiance, p. 19.
 Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Justifie brièvement le vote affirmatif qu'il émettra, obéissant à des considérations plus élevées plutôt qu'à ses sentiments personnels qui sont nettement hostiles à la dévaluation, p. 358, 359.
 Budget des voies et moyens pour 1935. Discussion des articles du projet de loi. Art. 9. Question de la pension des agents frappés de mesures disciplinaires pour actes d'incivisme pendant la guerre. Pose trois questions au ministre afin que la portée du texte de cet article soit nettement définie et prie le ministre, s'il est d'accord avec l'interprétation qu'il en donne, de marquer simplement son accord, p. 374.
 Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 413.
 Proposition de loi tendant à modifier ou à compléter certains articles de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi, ainsi que certains articles de la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926 en vue d'accorder certains droits aux voyageurs ou représentants de commerce. Dépose cette proposition de loi, p. 464.
 Budget des affaires économiques pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 464. — Discussion de ce budget auquel a été jointe une interpellation de M. Van Berckelaer, relative à l'industrie diamantaire. Observations, p. 551. — Discours : Prie les orateurs qui comptent encore prendre la parole de ne pas poser au ministre des questions qui ne ressortissent pas à son département, tout en estimant qu'il est difficile de ne pas se méprendre sur les attributions du département des affaires économiques par suite des multiples remaniements récemment subis par ce département, p. 553. — Observations, p. 557.
 Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 568.
 Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Plaide la cause des inspecteurs de l'enseignement primaire, p. 605.
 Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Attire l'attention sur la question du recrutement des agents coloniaux, fait remarquer que de grandes puissances coloniales telles que la Grande-Bretagne et la France ne recrutent que des éléments ayant reçu un enseignement supérieur, mais que le ministre des colonies continue, nonobstant les desiderata exprimés à maintes reprises par le parlement, à recruter pour son administration territoriale des éléments dépourvus d'instruction supérieure et développe cette question tout en estimant qu'il faut tenir compte des situations acquises; puis pose certaines questions au ministre au sujet des traitements des fonctionnaires du ministère des colonies et du nombre des fonctionnaires qui ont obtenu une délégation, soit dans un établissement d'enseignement colonial, soit dans un organisme ou société coloniale; estime que si l'on remédiait à cette situation, le problème des cumuls serait à peu près résolu, p. 719, 720.
 Projet de loi instituant l'octroi de grades par voie de commissionnement dans les cadres de réserve de l'armée. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 736.
 Projet de loi relatif au calcul de la pension d'ancienneté des militaires rémunérés par une solde bonifiée. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 736.
 Projet de loi portant création d'une subvention au profit des veuves et orphelins du personnel subalterne de la gendarmerie. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 736.

de Mévius (baron), sénateur des arrondissements de Namur et de Dinant-Philippeville.

Doc. — Budget de la dette publique pour 1935. Rapport, n° 60.

Ann. — Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 577.

de Moffarts (baron), sénateur des arrondissements Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 164 à 168. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations au sujet d'un amendement de la commission, p. 194.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Discours : Tout en formulant des réserves et en annonçant que, s'il n'écouterait que ses préférences, il voterait contre le projet, estimant que le pouvoir législatif ne doit pas tout abandonner à l'exécutif, déclare cependant qu'il votera le projet pour trois motifs : 1° parce qu'il estime que le gouvernement doit pouvoir corriger certaines parties des arrêtés qu'il a pris; 2° parce qu'il a confiance dans le premier ministre, M. Theunis; 3° parce qu'il fait de la discipline de parti, p. 305.

Projet de loi prorogeant et complétant les lois des 31 juillet et 7 décembre 1934 et du 15 mars 1935 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Après la lecture de la déclaration du nouveau gouvernement présidé par M. van Zeeland, propose, ce projet contenant d'autres choses que des questions financières, de nommer une commission spéciale pour son examen, commission qui serait composée des membres de la commission de la justice et de ceux de la commission des finances, p. 324. — Dépose le rapport sur ce projet de loi et sur le projet de loi monétaire qui a été renvoyé aux mêmes commissions, p. 333. — Donne lecture, en français et en flamand, du rapport sur ces deux projets, p. 338. — Discussion d'ensemble sur la déclaration gouvernementale et sur les deux projets. Proteste contre la limitation du temps de parole qui vient d'être proposée, estimant qu'il faut laisser aux sénateurs le temps de motiver leur vote sur les questions essentielles, p. 358. — Reprise du débat. Discours : Motive son opposition, critique la composition du nouveau cabinet et surtout l'absence des Wallons dans son sein, en regrettant notamment le départ de M. Pierlot, puis demande des éclaircissements sur la question du contingentement et demande que, dans la question du notariat, l'on n'oublie pas les intérêts de l'agriculture, p. 360.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Au moment où l'ordre du jour appelle la reprise de ce débat, après la chute du cabinet présidé par M. Theunis et la formation du nouveau cabinet sous la présidence de M. van Zeeland, demande l'ajournement du débat jusqu'au moment où le Sénat aura voté la confiance au nouveau gouvernement, p. 325.

Budget des transports pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 413.

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 812 millions. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 413.

Projet de loi portant approbation de diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Prie le Sénat de ne pas décider l'urgence, ainsi qu'il est proposé, fait remarquer que l'on veut substituer à la liberté de commerce existant entre la Belgique et le Grand-Duché un régime très différent et, tout en estimant que le projet doit être voté pendant la session en cours, estime, également, qu'il ne serait pas de la dignité du Sénat ni conforme à l'importance de la question, que la Haute Assemblée se prononce sans pouvoir le faire en connaissance de cause, p. 666. — Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il se rallie aux observations développées par M. Mullie pendant la discussion du budget des affaires étrangères, observations tendant à faire remarquer combien l'agriculture belge a été lésée dans certains accords commerciaux, applique ensuite cet avis aux nouvelles conventions avec le grand-duché de Luxembourg et développe ses critiques en estimant que c'est non seulement son droit, mais aussi son devoir d'exprimer son sentiment; termine en faisant certaines suggestions et déclare que son vote dépendra de la réponse que lui fera le ministre, p. 691 à 693.

Demoulin, sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Déclare ne pas vouloir reproduire en séance publique les questions qu'il a posées en commission concernant la silicose et les affections qui atteignent les mineurs et remercie le ministre de la réponse qu'il lui a donnée; affirme qu'il ne profite pas, en cette circonstance, de la présence de M. Delattre au ministère; traite ensuite la question des mutualités des régions minières, p. 626.

De Nauw, sénateur des arrondissements d'Audenaerde et Alost.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Dens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — Projet de loi portant approbation : a) de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signée à Londres, le 31 mai 1929, et du règlement y annexé; b) de la convention internationale sur les lignes de charge, signée à Londres, le 5 juillet 1930, du protocole final et des règles pour la détermination des lignes de charge maxima des navires de commerce. Rapport, n° 61.

Budget des affaires étrangères et du commerce extérieur. Rapport, n° 94.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Indique quelques moyens qui, selon lui, seraient efficaces pour combattre la crise et termine en déclarant qu'il se trouve dans le nouveau gouvernement des hommes dont il connaît la valeur et le désintéressent et que, convaincu que leur seul souci sera de bien faire, il votera la confiance, p. 19, 20.

Projet de loi instituant un office central de la petite épargne. S'abstient au vote sur l'ensemble, p. 55.

Projet de loi portant approbation : a) de la convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, signée à Londres, le 31 mai 1929, et du règlement y annexé; b) de la convention internationale sur les lignes de charge, signée à Londres, le 5 juillet 1930, du protocole final et des règles pour la détermination des lignes de charge maxima des navires de commerce. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 225.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Se borne à faire au nom de la gauche libérale une courte déclaration afin d'annoncer que, tout en n'étant pas personnellement favorable aux pouvoirs spéciaux, lui et son groupe émettront un vote affirmatif devant ce qu'ils considèrent comme une impérieuse nécessité; traite notamment dans sa déclaration la question de la déflation, p. 300.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Discours : Traite particulièrement la question de la marine marchande dont il estime que la situation angoissante est dangereuse pour le pays, p. 377 à 379.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Ajournement du Sénat pour les vacances de Pâques : Au nom de la gauche libérale, s'associe aux paroles qui viennent d'être prononcées par M. Van Roosbroeck dans le but de remercier M. le président Lippens pour la manière dont il a dirigé les débats, p. 645.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à des conventions entre la Belgique et le grand duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Déclare que, après les discours qui ont déjà été prononcés, il pourra se permettre d'être très bref, mais tient pourtant, son rapport ayant été rédigé très rapidement dans la pensée que le budget devait être discuté avant les vacances de Pâques, à revenir sur certaines considérations et fait remarquer que son rapport s'arrête à la conférence de Stresa, puis indique les principaux faits qui se sont présentés depuis au point de vue international; estime que tout le monde est d'accord sur la matérialité des faits et que seules certaines divergences de vue existent sur les moyens à employer pour y faire face; termine en déclarant que c'est un truisme de parler du pacifisme belge et qu'il ne faut perdre aucune occasion pour consolider la paix, mais que le pays ne sera satisfait que si l'assistance mutuelle garantit sa sécurité, p. 669, 670.

Depontieu, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 247.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

De Roo, sénateur suppléant de l'arrondissement de Gand-Ecclou, appelé à faire partie du Sénat comme membre effectif, le 13 novembre 1934, en remplacement de M. De Graeve, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 3. — Prête serment, p. 3.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 208.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations jointes. Discours, p. 328, 329.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 706.

de Savoye, sénateur des arrondissements de Mons et Soignies.

Doc. — Budget de la défense nationale pour l'exercice 1935. Rapport, n° 40.

Budget de la gendarmerie. Rapport, n° 41.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 215.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 589.

de Sélys Longchamps, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Observations, p. 47. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Son tour de parole étant arrivé, déclare préférer prendre la parole le lendemain matin, p. 180. — Reprise du débat. Observations, p. 182, 186, 189.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 218.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 273.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 351. — Déclare renoncer à la parole, p. 358.

Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 413.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 422. — Reprise de ce débat auquel est jointe une interpellation de M. Moyersoen. Observations, p. 440.

Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux. Discussion générale. Observations, p. 452.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 467, 489. — Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 523.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 568.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 640.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Se contente de faire une brève déclaration afin de ne pas retarder l'exposé de M. van Zeeland, p. m.; traite donc brièvement la question de la rénovation économique, parle de deux résolutions qui ont été votées à l'unanimité à l'union interparlementaire de Genève : 1° concernant la stabilisation de la monnaie; 2° au sujet de la reprise de la vie économique dans le monde; demande au président de faire paraître ces deux résolutions en annexe au *Annales*; déclare apporter son adhésion sans réserve au discours prononcé la veille par le R. P. Rutten au sujet de la politique des armements et termine en déclarant avoir foi dans la réussite de M. van Zeeland si on ne lui porte pas un coup bas et s'il a derrière lui le pays et le parlement, p. 674, 675.

de Spot, sénateur de l'arrondissement Furnes-Dixmude-Ostende.

Doc. — Budget des postes, télégraphes et téléphones pour 1935. Rapport, n° 52.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1935-1936. Rapport, n° 90.

Ann. — Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 103.

Budget des postes, télégraphes et téléphones pour l'exercice 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 114.

Interpelle M. le ministre des transports sur la suppression de la ligne de chemin de fer de Dixmude à Nieupoort. Discours : commence par déclarer qu'il fait siennes toutes les observations qui seront présentées par M. De Bruyn, ainsi que par la ville de Nieupoort, en tant qu'ils militent pour le maintien de la ligne Nieupoort-Dixmude, puis développe son interpellation, en français, estimant que le ministra ne parle ni ne comprend le flamand, p. 126, 127.

Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces projets, p. 367.

de Soot (suite)

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'exercice financier 1935-1936. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 468. — Discussion de ce projet de loi, auquel a été jointe l'interpellation qu'il adresse au ministre des P. T. T. relativement à l'I. N. R. Observations, Interpelle, avec M. Becelaere, le ministre des P. T. T. au sujet de la démission imposée par l'I. N. R. à M. Paul Gilson. Développe son interpellation pendant la discussion du projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour l'année 1935-1936, p. 564, 566 à 568.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Observations au sujet de la discussion du projet, p. 636.

Dessain (chevalier), sénateur des arrondissements de Malines et Turnhout.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 15, 18.

Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Discours : Estime qu'il devrait exister un recours contre les décisions prises quant au placement des enfants, p. 123. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 139.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 347, 352.

Budget des voies et moyens pour 1935. Discussion des articles. Art. 5. Observations, p. 372.

Budgets des transports, des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges et jonction Nord-Midi: Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du ministre sur la question de la nouvelle ligne électrique Bruxelles-Anvers et des horaires insuffisants qui semblent avoir été arrêtés, notamment en ce qui concerne Malines, puis traite brièvement la question de l'électrification, p. 401, 402.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Parle de la nouvelle disposition adoptée par les budgets communaux et demande quelques modifications aux dispositions qui ont été prises à cet égard, p. 418 à 420. — Reprise de cette discussion à laquelle est jointe une interpellation de M. Moyersoen. Observations, p. 440.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458. — Discours : Déclare sentir une certaine gêne à parler après le discours de M. Beauduin et traite pourtant la question de l'établissement du canal de jonction du Rupel à défaut de la solution idéale qu'il défend avec M. Beauduin, c'est-à-dire le raccordement du bassin de la Campine aux canaux brabançons, p. 458, 459.

Budget des affaires économiques pour 1935. Discussion des articles. Art. 32. Observations, p. 562.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 640.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale. Discussion générale de ce projet et de projets qui y sont joints : crédits supplémentaires, tarif des douanes et règlement définitif du budget de 1925. Discours : A l'occasion du projet sur la fiscalité provinciale et communale, et sans en discuter le fond, signale la situation des communes, fait remarquer que le projet a pour but de ne pas compromettre, en cours d'exercice, les budgets des provinces et des communes; tient, sans revenir sur le passé, à faire remarquer que toute la fiscalité communale a été rendue difficile depuis la guerre; signale les complications existantes et les anomalies extraordinaires et estime qu'une entente devrait intervenir entre les ministres de l'intérieur et des finances, p. 776.

de Steenaault de Waerbeek (baron), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 231.

Devèze, ministre de la défense nationale.

Ann. — Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Répond à M. Moyersoen, mais estime ne pouvoir que répéter les explications qu'il a données à la Chambre, p. 98, 99. — Observations, p. 99. — Discours : Répond à M. Van Belle, p. 99, 100.

Suspension de séance : Au début de la séance du 27 février, plusieurs projets intéressant la défense nationale venant en ordre utile, mais peu de membres étant présents, déclare être à la disposition du Sénat, mais estime qu'il serait préférable de suspendre la séance pendant quelques instants, p. 132.

Devèze (suite)

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 134. — Discours : Déclare, vu le caractère limité des observations qui ont été présentées, se borner à donner à ces observations une brève réponse, p. 140 à 143. — Combat la remise du débat à une prochaine séance, ainsi que le propose M. Renard, p. 143.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 144 à 147. — Discours : Répond à M. Disière, notamment au sujet des régiments légers, p. 147. — Observations, p. 148, 149. — Discours : Répond aux dernières observations présentées, p. 149.

Projet de loi relatif aux devoirs des fonctionnaires en temps de guerre. Avant le vote sur l'ensemble, M. Van Belle faisant remarquer que, dans l'exposé des motifs de ce projet, les bourgmestres et échevins sont assimilés à des fonctionnaires et déclarant que, s'il en était réellement ainsi, il devrait refuser son assentiment au projet, en réponse à ces observations et à d'autres observations faites par M. Vinck, déclare que si cette assimilation se trouve indiquée dans l'exposé des motifs, c'est par suite d'une erreur, p. 159.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il fera part à ses collègues des finances et des travaux publics des observations qui les concernent et affirme que le gouvernement tout entier est résolu à poursuivre l'exécution d'un programme d'ensemble de travaux qui répondra certainement à la pensée générale des membres du Sénat, p. 459. — Discussion des articles. Art. 60. Déclare que: comme ministre de la guerre, il ne peut que déclarer que le gouvernement s'oppose à un amendement de M. Lebon, p. 459. — M. Lebon demandant si cette déclaration concorde bien avec les vues du ministre des travaux publics, déclare qu'il en est bien ainsi, p. 459.

Dewaele, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

d'Huart (baron), sénateur des arrondissements de Namur et Dinant-Philippeville, troisième vice-président du Sénat.

Ann. — Proclamé, par acclamation, troisième vice-président du Sénat, p. 4.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 174. — Observations, p. 188, 189.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 209.

Ajournement du Sénat pour les vacances de Pâques : S'associe aux paroles qui viennent d'être prononcées par MM. Van Roosbroeck et Dens, lesquels remercient le président Lippens, de la manière dont il a dirigé les débats; se charge avec plaisir de la mission dont on l'a chargé auprès de M. le président Lippens, à qui il transmettra les remerciements de l'assemblée; remercie également le personnel du Sénat qui s'est acquitté, avec bonne humeur et bonne grâce de la lourde tâche qui lui a été récemment imposée et souhaite à tous ses collègues de bonnes vacances, p. 645.

Dierckx, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, ministre des transports et des postes, télégraphes et téléphones, démissionnaire le 20 novembre 1935.

Ann. — Projet de loi instituant un office central de la petite épargne. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels, lui-même, et ses collègues sénateurs libéraux de l'arrondissement de Bruxelles, regrettent de devoir émettre un vote négatif, p. 46, 47.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Bien qu'adversaire des longs discours dans les circonstances où l'on se trouve, tient à motiver son vote affirmatif et sa confiance en la droiture, le courage et l'activité de M. Theunis, p. m., p. 303, 304.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 348, 353.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 499, 502.

Digneffe, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Ann. — Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 196.

Budget de l'intérieur et interpellation de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Discours : Fait remarquer l'utilité éventuelle d'une modification dans la législation en ce qui concerne les administrations communales et provinciales, le régime qui les régit datant de plus d'un siècle; donne à ses observations certains développements afin de préciser sa pensée, p. 437, 438.

Digneffe (suite)

Budget des affaires étrangères pour 1935. A la suite d'une motion de M. Gillon proposant la remise de la discussion jusqu'après les vacances de Pâques, déclare, en sa qualité de président de la commission et en réponse à des observations de M. le président Lippens, que celle-ci a été saisie la veille d'un budget non encore transmis par la Chambre et a approuvé le rapport rédigé, avec une rapidité méritoire, par M. Dens, en s'excusant de n'avoir pas pu étudier les problèmes de la politique étrangère; fait remarquer que tous les membres de la commission ont eu le sentiment que la discussion fixée au lendemain ne pouvait avoir de portée sérieuse, mais que pourtant la commission s'est inclinée à l'unanimité devant le désir de M. van Zeeland, p. m., celui-ci lui ayant fait annoncer qu'il désirait reprendre prochainement contact avec la commission, p. 583.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Projet de loi portant approbation de diverses conventions conclues, le 23 mai 1935, entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Au moment du dépôt de ce projet, demande à pouvoir réunir à 15 h. 30 m. les membres de la commission des affaires étrangères, en vue de l'examen immédiat de ce projet, p. 649. — Au moment où ce débat devrait être repris, fait remarquer que le premier ministre a annoncé qu'il serait à la disposition du Sénat le mardi et que certainement d'autres de ses collègues désireront prendre la parole; propose donc la remise au mardi suivant, p. 688.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Texte amendé par la Chambre. M. le président proposant de discuter cet objet au cours d'une séance du matin, proteste contre cette proposition estimant que la question est trop importante pour être examinée pendant une séance du matin, p. 705. — Insiste sur sa protestation, estimant que le Sénat doit examiner sérieusement le côté financier de la question, p. 705, 706. — Discussion générale. Discours : Estime que, si le nouveau projet présenté par M. Waucquez a été adopté par la Chambre, on peut considérer cette adoption comme un vote de résignation; fait siennes ensuite les critiques et suggestions de M. Catteau et déclare qu'il ne demande pas au Sénat le rejet de la proposition, mais bien que l'interprétation qui sera donnée aboutisse à une étude préliminaire d'ensemble, avant de commencer les travaux de la jonction, p. 749, 750. — Observations, p. 754.

Dirken, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 187. — Discours, p. 190, 191.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 220.

Disière, sénateur des arrondissements de Namur et Dinant-Philippeville.

Doc. — Projet de loi modifiant l'article 298 du Code civil (texte réamendé). Rapport, n° 54.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Déclare qu'il avait été désigné par son groupe pour parler dans la discussion de ce budget, mais que, étant donné que cet objet ne devait venir en discussion que le lendemain, il n'est pas muni de ses dossiers; déclare pourtant que, si l'assemblée désire aborder le budget ce même jour, il improvisera ses observations, p. 143. — Discussion générale. Discours, p. 144 à 147. — Observations, p. 147. — Discours, p. 148, 149. — Observations, p. 149.

du Bus de Warnaffe, nommé ministre des transports et ministre des postes, télégraphes et téléphones le 20 novembre 1934, déchargé de ces fonctions le 25 mars 1935 et nommé ministre de l'intérieur par arrêté royal de la même date.

Ann. — Projet de loi établissant la servitude de débroussaillage le long des voies ferrées. Discussion générale. Discours : Répond au baron Delvaux de Fenffe et tout en s. déclarant d'accord sur l'interprétation qu'il a donnée, prie le Sénat de ne pas admettre les amendements qu'il a proposés, mais déclare qu'il mettra sa meilleure volonté en ce qui concerne l'étude d'un dispositif plus perfectionné pour éviter l'échappement des flamèches, p. 63, 64. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare accepter un amendement présenté par le baron Delvaux de Fenffe, p. 64.

du Bud de Warnaffe (suite)

Interpellations jointes de M. de Spot et de M. De Bruyn sur la suppression de la ligne de chemin de fer de Dixmude à Nicuport. Pendant le discours de M. de Spot, qui parle en français, supposant que le ministre ne comprend pas le flamand, déclare, en flamand, qu'il comprend fort bien cette langue, p. 126. — Discours : Répond aux interpellations, p. 128 à 130.

Projet de loi modifiant l'article 298 du Code civil. Texte réamendé par la Chambre. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il ne comptait pas prendre la parole dans ce débat, estimant que celui-ci avait été précédemment épuisé mais s'y trouve contraint afin de répondre à M. Hanquet; déclare qu'il comprend les scrupules de conscience et même les scrupules religieux de celui-ci mais fait remarquer que le but du projet n'est nullement d'avantager le dévergondage, mais, en modifiant l'article 298, de supprimer les conséquences malheureuses et immorales qu'il crée; développe les arguments à l'appui de sa thèse et termine en souhaitant que M. Hanquet se rende à ces arguments, puis exprime le souhait de voir M. le ministre de la justice et le Sénat se rallier également au texte de la Chambre, p. 435, 436.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation de M. Moyer-soen au sujet du pourcentage exagéré d'intervention de la Flandre orientale dans les dépenses du Fonds national de crise. Discussion d'ensemble de ces deux objets. Discours : Commence par prier le Sénat de ne pas s'attendre, devant un nouveau titulaire du département dont il n'a pris la direction que peu de jours auparavant, à un exposé général de la politique qu'il compte suivre, puis répond, dans leur ordre, aux différents discours qui ont été prononcés ainsi qu'à l'interpellation de M. Moyer-soen et déclare qu'il tient à remercier le rapporteur, M. le baron Delvaux de Fenffe, en exprimant combien il lui est reconnaissant du travail si intéressant qu'il a présenté à la Haute Assemblée, p. 444 à 447.

Projet de loi relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. Discussion générale. Discours : Commence par apporter au Sénat certains apaisements désirés par la commission et que le rapport de M. Mullie a fait escompter; déclare ensuite qu'il n'entre pas dans les intentions du gouvernement d'exercer ses droits jusqu'à la rascasserie et que les mesures utiles qui seront prises, le seront dans un esprit très large, puis fait encore certaines déclarations qu'il estime être de nature à répondre aux préoccupations de la commission, p. 770.

Projet de loi portant ratification d'un certain nombre d'arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 31 juillet 1934 modificative de la loi du 30 juin 1931 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises. Dépose ce projet de loi, p. 781.

du Four (baron), sénateur des arrondissements de Malines et Turnhout.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 174, 175.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 226.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Observations à l'occasion d'une proposition tendant à disjoindre la proposition relative à la jonction, p. 293.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Pose une question au ministre relativement à la question des impôts après la dévaluation du belga, p. 361.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Commence par rendre hommage au ministre pour l'impulsion qu'il a donnée à son département dans le sens du commerce extérieur; fait alors plusieurs suggestions, notamment en ce qui concerne la nécessité d'encourager les échanges, la nécessité pour les légations belges à l'étranger de rendre tous les services possibles à leurs nationaux, etc.; termine en faisant remarquer que ses suggestions ne sont pas formulées dans un esprit critique, mais parce qu'il estime que tous les Belges doivent en ce moment coordonner leurs efforts pour que la Belgique puisse reprendre son essor vers la prospérité d'antan, p. 671, 672.

Dujardin, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 182, 186.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 215.

Dujardin (suite)

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249.
Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

d'Ursel (duc), sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi concernant l'érection d'un mémorial du règne du Roi Albert. Discussion générale. Discours, p. 115.
Budget des voies et moyens pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.
Budget des non-valeurs et des remboursements pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble de ce budget, p. 377.
Budget des recettes et des dépenses pour ordre pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.
Budget de la dette publique pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 377.
Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Discours : Cite un fait dû à la sagacité de l'administration des télégraphes au sujet d'une dépêche envoyée de Washington, afin de rendre un hommage public au ministre comme à l'administration qu'il dirige, p. 402.
Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Prononce un bref discours touchant une question extrêmement importante, la condition essentielle de la sauvegarde du pays : la confiance; termine en déclarant qu'il faut se serrer autour des chefs et, étant en pleine action, ne pas laisser enfoncer la seconde ligne de défense, p. 679.

E**Eylenbosch, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eecloo.**

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Donne lecture du texte flamand du rapport de M. Henricot, p. 49.

F**Ferminne, sénateur coopté.**

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 19.
Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Discours : Insiste pour obtenir une promesse quant à la réparation des injustices signalées par M. Mullie, p. 91.
Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 191, 192.
Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 220.
Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion : Observations, p. 621.
Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours. Prie le ministre d'affirmer, autrement que par l'expression d'un désir, que des compensations seront données à l'agriculture en échange des sacrifices qui lui sont imposés, p. 698.

Forthomme, sénateur provincial de Liège, ministre des travaux publics, démissionnaire de ses fonctions de ministre des travaux publics, le 20 novembre 1934.

Ann. — Démission du gouvernement : A la suite d'observations de M. Van Belle, et bien qu'il n'ait pas été chargé de cette mission, répond au vœu exprimé par M. Van Belle et déclare que le comte de Broqueville, p. m., vient d'annoncer la démission du gouvernement, p. 8.
Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : déclare que, au point de vue de sa composition comme au point de vue de son programme économique, il fait confiance au nouveau gouvernement, mais qu'au point de vue financier il doit faire des réserves; développe les arguments à l'appui de son opinion et demande au gouvernement de le rassurer, lui et certains de ses amis qui comme lui-même attendent cette réponse avant de se prononcer définitivement, p. 353, 354.

Forthomme (suite)

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Traite particulièrement la question du commerce extérieur et estime qu'il a à peine besoin de rappeler au Sénat ce qu'est la grande pitié de ce commerce international, p. 666 à 669.

François, sénateur des arrondissements de Charleroi et Thum.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 231.
Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Discours : Traite la question délicate de la monnaie, p. 252 à 254. — Observations, p. 327.
Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 336. — Discussion d'ensemble de cette déclaration, du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et de la loi monétaire. Discours : Déclare qu'il donnera sa confiance au gouvernement croyant ainsi répondre au désir de ses mandants et sans être partisan de la dévaluation qu'il considère pourtant comme inévitable, p. 359.
Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Observations, p. 753.
Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 578.
Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes, au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 780.

Gérard (Max-Léo), nommé ministre des finances, le 25 mars 1935.

Ann. — Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. M. Rolin déclarant retirer un amendement qu'il avait présenté, sous réserve que le gouvernement soit d'accord sur la portée du vote qui sera émis sur l'objet auquel son amendement se rattachait, affirme que le gouvernement est entièrement d'accord sur la déclaration qui vient d'être faite, p. 327. — Discussion des articles du budget des voies et moyens. Art. 5. M. De Bruyn rappelant la question de la réduction de la taxe sur les permis de pêche, rappelle que M. Jaspas avait promis d'examiner la question avec bienveillance et déclare à son tour qu'il l'examinera avec sympathie, p. 372. — Articles du projet de loi : art. 9 (question de la pension des agents frappés de mesures disciplinaires pour actes d'incivisme pendant la guerre). Déclare être d'accord au sujet de l'interprétation donnée par M. F. Demets, p. 374.
Budget de la dette publique pour 1935. Discussion des articles. La question des intérêts de l'emprunt dit américain ayant été soulevée, déclare qu'il ne s'attendait pas à un débat de cette ampleur et déclare que, avant comme après la loi monétaire du 30 mars 1935, le service des emprunts visés par M. Moyer-soen a été et continuera à être pavé sur le pied de 35 fr. 60 c., p. 375. — En réponse à M. Huysmans, déclare que son affirmation ne vise que le budget de 1935, p. 375.
Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Déclare que le gouvernement, à peine constitué depuis quelques jours, ne s'engage pas à accepter la formule inscrite dans l'article 6, mais qu'il est évident que le gouvernement désire que la question de la jonction, à l'étude depuis trente ans, reçoive une solution le plus promptement possible, p. 410, 411.
Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer combien il sent le poids de la responsabilité qu'il a assumée et rend hommage à certaines grandes personnalités qui ont été, avant lui, ministre des finances, notamment à M. C. Gutt; salue ensuite le rapporteur M. Van Overbergh et lui rend hommage; répond aux diverses observations présentées et termine en assurant au Sénat que le dévouement du ministre des finances est entièrement acquis au pays, p. 577 à 580.
Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes et au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Discours : Commence par répondre aux observations de détail, mais importantes, de MM. le chevalier Dessain et Moyer-soen, au sujet de la fiscalité provinciale et communale; tout en remerciant M. De Bruyn d'avoir bien voulu constater que les mesures prises les derniers temps ont apporté des satisfactions au personnel si dévoué de l'Etat, déclare, en réponse à sa demande, que la déclaration ministérielle qui lie les membres du gouvernement ne contient pas la promesse de modifier la relation existant en ce moment entre les traitements et les fluctuations de l'index; que, le jour où l'index montera jusqu'au point où, en vertu des

Gérard (Max-Léo) (suite)

règlements en vigueur, une adaptation sera nécessaire, celle-ci se fera conformément à ce règlement, mais ne peut être faite plus tôt; répond à une observation qui se trouve dans le rapport de M. Laboulle relativement à la nécessité qu'il y aurait, pour les provinces et les communes, de savoir sur quelles bases elles pourront asséoir leurs taxes foncières pour équilibrer leurs budgets, en 1935; répond ensuite à une question qui a été posée dès l'origine du gouvernement auquel il appartient et qui est relative aux conditions dans lesquelles s'exécute le budget de 1935 et termine en priant le Sénat de soutenir le gouvernement dans sa volonté d'une politique de travail et d'économie, p. 777 à 781.

Gillès de Pélichy (baron), sénateur de l'arrondissement de Roulers-Thielt.

Ann. — Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 139.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 191.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces projets, p. 367.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Parle en faveur de l'apprentissage et termine son discours en demandant que le subsidé à l'Institut international des classes moyennes soit liquidé sans plus de retard, p. 550. — Observations, p. 557.

Gillon, sénateur coopté.

Ann. — Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Procédure parlementaire : Appuie la motion de M. Volckaert, qui proteste contre le dépôt tardif des rapports, alors que l'objet auquel ils se rapportent est inscrit à l'ordre du jour, p. 196.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 224, 225. — Observations, p. 235.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 250. — Discours : Justifie son vote et celui de ses amis libéraux sur l'ordre du jour proposé par MM. Wauters et consorts et termine en proposant, au nom du groupe libéral, un amendement à cet ordre du jour, p. 270, 271.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour après la formation du cabinet présidé par M. van Zeeland, appuie les observations faites par M. Van Belle au sujet du peu de temps que l'on voudrait consacrer à la discussion de ce projet et demande que le droit d'amendement du Sénat reste entier, p. 371. — Discussion générale. Discours : Fait une esquisse historique de la question flamande, estime que le principe de la liberté est sans aucun doute celui qui doit avoir l'approbation de tous, cite diverses opinions et discours sur la question en discussion et résume son discours en déclarant qu'il ne faut pas augmenter la brisure entre les provinces du Nord et celles du Sud, que la Belgique doit rester elle-même et qu'il ne faut pas se prêter à sa destruction, mais s'efforcer, au contraire, pour le plus grand bien des communes belges, à assurer le libre essor de deux civilisations qui continueraient ainsi à se compléter, p. 464 à 471. — Observations, p. 482, 488, 489, 502, 504 à 506. — Discussion des articles. Art. 7. Observations, p. 523. — Avant le vote sur l'ensemble du projet motive son vote négatif, ainsi que le vote négatif de la plupart de ses amis du groupe de la gauche libérale, ceux-ci estimant, comme lui, que le Sénat a systématiquement écarté les dispositions qui, à leur avis, rendaient la loi acceptable, p. 544.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Par motion d'ordre, rappelle celle faite la semaine précédente par M. Rolin qui déjà avait fait remarquer que, le gouvernement ayant obtenu les pleins pouvoirs, il n'y avait aucune nécessité de hâter la discussion des budgets; propose formellement la remise jusqu'après les vacances de Pâques de l'examen du budget des affaires étrangères, estimant que, ce budget touchant à des questions extrêmement importantes et délicates, ne peut être discuté dans l'atmosphère de fièvre dans laquelle le Sénat siège à ce moment et estimant que la dignité du Sénat en souffrirait, p. 583. — Devant les explications fournies par M. le président Lippens et par M. Digneffe, estime qu'il aurait mauvaise grâce à insister, mais qu'il doit être entendu que le débat du lendemain aura une allure purement académique et que les membres de la Haute Assemblée pourront formuler leurs observations ultérieurement devant la commission des affaires étrangères, p. 583.

Giloz (suite)

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Discussion générale. Motive son abstention afin d'avoir l'occasion d'exprimer au Sénat toute son inquiétude à la suite de la publication de l'arrêté-loi du 11 avril 1935 relatif à la validité de la clause-or et déclare que cette inquiétude résulte de la fréquence avec laquelle le législateur porte atteinte au respect dû aux conventions librement consenties, p. 637. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Godding, sénateur de la province d'Anvers.

Doc. — Projet de loi accordant la naturalisation. Rapport, n° 73.

Projet de loi contenant le budget des dépenses et des recettes extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1934. (Texte amendé par la Chambre. Rapport, n° 107.

Projet de loi contenant le budget des dépenses et des recettes extraordinaires du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1935. Rapport, n° 109.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Discours : Estime que le projet en discussion constitue la plus vaste entreprise d'économie dirigée à laquelle l'on ait jamais songé en Belgique; déclare qu'il est hostile par principe à toute tentative d'économie dirigée ou contrôlée; estime que ce projet est un projet essentiellement socialiste, puis développe les motifs pour lesquels il est également hostile au projet, en pratique; déclare en conséquence qu'il votera contre ce projet, p. 49 à 51.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Discours : Demande au ministre pourquoi les communes de moins de 30,000 habitants sont exclues de la nouvelle péréquation cadastrale qui vient d'être annoncée par le ministre, p. 91. — Remercie le ministre de sa réponse, p. 91.

Proposition de loi instituant une Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble de cette proposition de loi, p. 413.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 3. S'abstient au vote sur un amendement de la commission, p. 514.

Budget des affaires économiques pour 1935. Discussion des articles du tableau. Art. 32. Observations, p. 561.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Discours : Se déclare assuré d'être l'interprète de nombreux auditeurs des émissions de l'I. N. R. en critiquant la façon dont cet institut remplit sa mission, surtout en ce qui concerne le journal parlé, celui-ci répandant parfois dans le public des informations inexactes, qui ébranlent le crédit public; estime que l'I. N. R. sort de son rôle en se substituant à la presse, p. 565. — Observations, p. 567.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Défend les intérêts du commerce anversois, si gravement atteint par la crise, bien que se débattant vaillamment contre elle; fait remarquer que ce commerce n'a jamais demandé aucune aide, mais prie le gouvernement de reporter maintenant de ce côté une partie de la grande sollicitude qu'il témoigne à l'agriculture et à l'industrie, p. 575, 576. — Observations, p. 579.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : Tout en s'associant aux félicitations que l'on adresse au rapporteur, dont le travail constitue une précieuse collaboration pour le ministre, déclare qu'il lui reproche cependant de trop s'attacher aux critiques à émettre et de ne pas mettre en lumière l'œuvre immense accomplie depuis cinquante ans, au moment où la Belgique coloniale s'appête à célébrer le cinquantième anniversaire de la création de l'Etat indépendant du Congo; commente ensuite le rapport de M. Leyniers et termine en faisant remarquer qu'il est reconfortant de constater les signes certains de relèvement de la colonie, qui permettent de considérer l'œuvre accomplie avec une juste fierté, sans qu'il s'y mêle des inquiétudes pour l'avenir, p. 709 à 713. — Observations : Proteste notamment contre une imputation dirigée contre lui par M. Volckaert, p. 716.

Gutt (Camille), nommé ministre des finances le 20 novembre 1934; démissionnaire de ces fonctions le 25 mars 1935.

Ann. — Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Répond aux observations de M. le baron de Dorlodot au sujet du nouvel emprunt qui vient d'être conclu en Hollande, p. 44.

Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Discours : Indique au Sénat l'économie générale du projet et répond aux questions qui viennent de lui être posées par M. Ingenbleek, p. 46, 47.

Gutt (Camille) (suite)

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Discours : Déclare ne pas vouloir faire perdre son temps au Sénat en revenant sur le rapport de M. Moyersoen, rapport si parfaitement complet, et à l'occasion d'un projet essentiellement provisoire; se borne donc à répondre aux observations de M. Mullie relativement à l'impôt foncier, où il y a d'incontestables injustices, p. 90. — Déclare, en réponse à M. Godding, que les communes de moins de 30.000 habitants ne seront pas exclues de la revision cadastrales qu'il a annoncée, mais qu'il est impossible d'y procéder rapidement, p. 91. — Discours : En réponse aux reproches de M. Labouille, quant au retard du dépôt des budgets, fait remarquer que le gouvernement en fonctions n'a été constitué qu'un mois auparavant, qu'il n'est investi que depuis quinze jours de pouvoirs spéciaux; estime qu'il ne pouvait, dans ce court délai, établir un budget répartissant également entre tous les différentes charges fiscales et déclare que le budget sera déposé vers la mi-janvier; termine en répondant à MM. Mullie et Labouille qu'il est d'accord avec eux sur la nécessité de diminuer le coût de la vie, p. 92.

Projet de loi relatif à la protection contre l'alcoolisme. Dépose des amendements du gouvernement à ce projet, p. 200.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 269. — Discours : Commence par féliciter M. Ingenbleek de son rapport, qui est exceptionnellement, sous une forme ramassée, riche en substance et nourri d'idées; estime que les critiques que ce rapport contient sont constructives et faciliteront sa tâche; saisit cette occasion pour féliciter l'administration des finances et particulièrement la direction du budget, qui, après la laborieuse préparation du budget, a fourni à M. Ingenbleek une grande partie de sa volumineuse documentation; apporte ensuite certaines précisions à divers points du rapport; fait un exposé général de la situation, répond à M. Rolin ainsi qu'aux interpellations de M. Wauters et de M. le baron de Dorlodot et aux autres discours qui ont été prononcés et déclare se rallier à l'ordre du jour présenté par MM. Gillon et consorts; développe enfin le programme qui, selon lui, pourrait améliorer grandement la situation et termine en faisant appel à tous les hommes de bonne volonté, p. 275 à 285.

H**Hanquet, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

Doc. — Projet de loi relatif aux recours en cassation contre les arrêts des Cours d'appel du Congo belge en matière d'impôts personnels et d'impôts sur les revenus. Rapport, n° 21.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Déclare renoncer à la parole, p. 34.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines (texte réamendé par la Chambre). Discussion générale. Discute le vote de la Chambre, déclare qu'il ne votera pas l'amendement relatif au taux du dernier ressort, mais qu'il est d'accord au sujet du délai à impartir aux experts, p. 60.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 229. — Discours, p. 230, 231.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Justifie son abstention et celle d'un certain nombre de ses amis et critique particulièrement la dévaluation, p. 360. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et sur le projet de loi monétaire, p. 367.

Projet de loi modifiant l'article 298 du Code civil (texte réamendé par la Chambre). Discussion générale. Discours : Déclare qu'il votera contre le projet et développe les motifs de son opposition, ayant en sa qualité de président d'un bureau de consultations gratuites depuis près de vingt ans, pu juger du nombre de plus en plus grand de demandeurs en divorce, pour les motifs les plus inattendus et les plus fous; estime donc qu'il manquerait à son devoir, non confessionnel mais social, en donnant son adhésion au projet, p. 434, 435. — Observations, p. 435, 436.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 470 à 474. — Discours : Estime que le devoir du parlement est d'élaborer une loi d'apaisement et développe les considérations pour lesquelles il met en doute qu'il en soit ainsi dans le texte admis par la Chambre, considérant, d'accord avec de nombreux Wallons, que cette loi constitue une loi de représailles; défend ensuite les amendements qu'il présente et exprime le vœu que, dans la liberté, l'élite du pays wallon devienne capable de posséder les deux langues et que les avocats wallons arrivent, sinon à parler, tout au moins à comprendre la langue flamande; termine en exprimant l'espoir que l'on en arrive à un régionalisme sain, et, au sens de la liberté qui,

Hanquet (suite)

avec les sacrifices nécessaires et le respect des droits assurerait la pérennité de la patrie, p. 480 à 483. — Observations, p. 485, 487, 488, 490, 495, 496, 501 à 505. — Discussion des articles. Art. 3. Observations, p. 513. — Art. 4. Observations. Proteste contre le manque de courtoisie de M. Lebon, p. 516. — Art. 7. Discours : Fait remarquer que l'on est arrivé au point névralgique du débat, rappelle que quelques jours auparavant, on a demandé au parlement de voter d'urgence la dévaluation pour le salut de la patrie; que maintenant on fait valoir les mêmes raisons pour une loi technique qui pourtant a été longuement étudiée par la commission dans laquelle étaient représentés tous les groupes du Sénat; fait remarquer que M. Soudan, m. j., s'est fait l'avocat d'une cause qu'il ne considérerait pourtant pas comme excellente; prie donc ses collègues de dire, avec toute la déférence qu'il doit au ministre : nous ne marcherons pas, afin de prouver que le Sénat ne peut faire abdication de ses convictions, devenir une Chambre à entériner et souhaite que l'on puisse arriver, d'accord avec la Chambre des représentants, à une solution d'entente nationale, p. 521. — Art. 32. Amendement de la commission : M. Orban déclarant être d'accord pourvu que le terme de la commission ait la même signification, estime dans ces conditions que l'amendement est inutile, p. 530. — Art. 35. Amendement de la commission : Devant l'opposition de M. Lebon, demande comment l'on s'en tirera lorsque le défendeur sera incapable d'écrire et même de signer, p. 531. — Art. 42. Pose une question au gouvernement en ce qui concerne l'amendement du gouvernement, estimant que le texte de l'amendement de la commission était infiniment plus clair, p. 535. — Art. 50. Demande quelle est l'attitude du gouvernement en ce qui concerne l'amendement de la commission, p. 538. — Observation, p. 538.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Commence par prier M. van Zeeland, premier ministre et ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, de ne pas se froisser des réserves qu'il va formuler; déclare que ses amis et lui sont obligés de s'abstenir, ne voulant pas émettre un vote négatif parce qu'il leur en coûterait de prendre cette attitude envers le ministre des affaires étrangères, mais afin de protester contre la reprise des relations avec les Soviets, politique imprudente et peu noble, selon lui, et au sujet de laquelle il formule les plus expresses réserves, p. 672.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 724.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Discours. En son nom comme au nom de ses collègues de la région wallonne, indique les motifs pour lesquels ils ne peuvent s'associer à une entreprise qui est en suspens depuis trente ans et dont un récent gouvernement proclamait qu'il ne fallait pas englober, à fonds perdus, des sommes que l'on estime à peu près à un demi-milliard et qui dépasseront probablement ce chiffre, p. 753-754.

Hans, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Ann. — Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 149.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 218.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 292.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations jointes. Discours, p. 329, 330.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 417. — Reprise de cette discussion à laquelle est jointe une interpellation de M. Moyersoen. Observations, p. 446.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 642.

Hebbinckhuys, sénateur des arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 313.

Hénault, sénateur de l'arrondissement de Liège, décédé le 17 mai 1935.

Ann. — Annonce de son décès, p. 648.

Hennejonck, sénateur des arrondissements de Courtrai et Ypres.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Henricot, sénateur provincial du Brabant.

Doc. — Projet de loi complétant les dispositions de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques (charbon). Rapport, n° 14.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935. Rapport, n° 93.

Recevabilité de la proposition de loi de M. F. Demets modifiant et complétant la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi et la loi du 9 juillet 1926, organique des conseils de prud'hommes, en vue d'accorder certains droits aux voyageurs ou représentants de commerce. Rapport, n° 95.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport sur ce projet, p. 49. — Discussion générale. Observations, p. 50, 51, 53.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 67.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 250.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 290, 291. — Observations à l'occasion d'une proposition tendant à disjoindre le projet relatif à la jonction, p. 293. — Reprise de l'ensemble du débat. Observations, p. 380, 381. — Discours : Fait une proposition d'ajournement formelle en ce qui concerne la jonction Nord-Midi et demande que le projet qui fait l'objet des délibérations du Sénat soit soumis à la Société nationale, dont on demanderait officiellement l'avis, p. 383, 384. — Observations, p. 385. — Discussion des articles de la proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Art. 1^{er}. Discours : Fait remarquer au Sénat que l'adoption de la proposition de loi de M. Waucquez entraîne l'électrification de tout le réseau de 500 kilomètres, estime que la question doit être étudiée et que le coût de ce travail entraînera une dépense de plus d'un milliard et demi, p. 412. — Texte amendé par la Chambre : Discussion générale. Discours : Estime que, contrairement à l'avis du rapporteur, le Sénat n'a pas connaissance de cause pour que chacun prenne ses responsabilités; estime que l'on ne peut entraîner la Belgique dans un aussi formidable travail dont la réalisation doit entraîner un autre plus formidable encore, la réalisation du métropolitain électrique de Belgique, sans aucune étude préalable, puis complète et développe les arguments à l'appui de son opinion, p. 750 à 753. — M. Van Overbergh protestant contre des paroles qu'il a prononcées, déclare qu'il n'a voulu viser aucun de ses collègues du parlement, p. 753. — Reprise du débat. Observations, p. 753, 756 à 758.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 471.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 556. — Discussion générale du budget et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet des violations à la loi des huit heures. Discours : Prononce quelques mots afin de déclarer qu'il est entièrement d'accord avec les suggestions faites par M. Jaumiaux en ce qui concerne la répartition du solde disponible des bénéfices de la tombola de l'exposition de Bruxelles, p. 615. — Observations, p. 639.

Proposition de loi tendant à modifier ou à compléter certains articles de la loi du 7 août 1922 relative au contrat d'emploi, ainsi que certains articles de la loi organique des conseils de prud'hommes du 9 juillet 1926 en vue d'accorder certains droits aux voyageurs ou représentants de commerce. Dépose le rapport sur la recevabilité de cette proposition de loi, p. 583.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Hicguet, sénateur des arrondissements de Namur et Dinant-Philippeville, questeur du Sénat.

Doc. — Dotation sénatoriale pour 1935. Rapport, n° 22.

Ann. — Président du Sénat : Au nom de la gauche libérale, propose aux suffrages du Sénat la candidature de M. Lippens, ancien ministre et ministre d'Etat, p. 3.

Bureau définitif : Propose, selon l'usage, de réélire par acclamations, les membres sortants du bureau, p. 4.

Elu, par acclamations, questeur du Sénat, p. 4.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Par motion d'ordre, propose de limiter le temps de parole à dix minutes pour la suite du débat, p. 29.

Hicguet (suite)

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Annonce que la gauche libérale sera unanime à voter le projet en discussion, comme elle a été unanime à donner sa confiance au gouvernement, puis développe les motifs pour lesquels son groupe se rallie à l'avis de la commission qui propose au Sénat l'adoption du projet, p. 43.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Observations, p. 90.

Suspension de séance : au début de la séance du 27 février, M. le président s'excusant auprès du ministre de la défense nationale du peu de membres en séance, fait remarquer qu'il y a des réunions de groupes, p. 132.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 142.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 182 à 184, 192. — Discussion des articles du tableau : Art. 1^{er}. Fait des observations au sujet d'un amendement de la commission, p. 194.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Observations au sujet de l'examen du vote de ce projet, p. 224. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Fleteren relative à la discussion des articles, p. 512. — Discussion des articles. Art. 3. Observations à l'occasion du vote sur un amendement de la commission, p. 514.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Observations à l'occasion d'une proposition tendant à disjoindre le projet relatif à la jonction, p. 293.

Fixation de l'ordre du jour : 2 avril. Observations, p. 371.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 568.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet relatif à diverses conventions entre le grand-duché de Luxembourg et la Belgique. Discussion générale. Observations, p. 666. — Estime qu'il faut réserver toute décision au sujet du moment où la discussion générale relative aux projets de convention sera reprise, jusqu'au moment où le budget des affaires étrangères sera terminé, p. 685.

Projet de loi portant approbation de diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Observations au sujet de la suite du débat, p. 685. — M. le président annonçant que la discussion va être reprise, fait des observations à ce sujet et estime que le baron de Mofarts désirera parler; qu'en conséquence il serait préférable de remettre la discussion au mardi, p. 688.

Projet de loi modifiant la loi sur les sociétés coopératives et instituant des sociétés de personnes à responsabilité limitée (texte amendé par la Chambre). Annonce qu'il émettra un vote négatif, p. 799.

Hiernaux, nommé ministre de l'instruction publique, le 20 novembre 1934.

Ann. — Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. Discussion générale. Discours, p. 117.

Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Développe devant le Sénat l'utilité et le but du projet, p. 120. — Passe à M. G. Rutten les chiffres dont il a besoin pour pouvoir faire les observations qu'il désire présenter, p. 120. — Répond à la question de M. De Bruyn en ce qui concerne le rôle de l'instituteur en chef dans la distribution des fournitures classiques, p. 120, 121. — Discours : En réponse au R. P. Rutten, fait remarquer que le principe de la gratuité des fournitures scolaires figure dans la loi organique de l'enseignement primaire et déclare que les charges resteront les mêmes que précédemment, p. 121.

Houtart (baron), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1925. Rapport, n° 120.

Huisman Van den Nest, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Rapport, n° 50.

Ann. — Elu par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 250.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 357.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Observations, p. 385. — Discussion des articles

Huisman Van den Nest (suite)

de la proposition de loi relative à la jonction Nord-Midi. Art. 1^{er}. Discours : Constate que, dans le discours prononcé par le ministre pendant la discussion générale, celui-ci s'est déclaré partisan de la proposition de loi de M. Waucquez et demande si la déclaration de M. Spaak, m. t. et m. p. t. t., engage le gouvernement et si celui-ci accepte dans son intégralité l'article 6 et la garantie qu'il comporte, p. 410. — Estime que la réponse du ministre ne satisfera aucun des membres du Sénat; déclare qu'il est, en ce qui le concerne, animé d'un grand esprit de conciliation, mais insiste pour que le gouvernement accepte la formule de garantie, puis fait diverses observations, afin de défendre les intérêts de la ville de Bruxelles, qu'il estime qu'on ne peut détériorer, p. 410, 411. — Observations diverses. Proteste contre la façon dont le ministre traite la question et estime qu'il faut aboutir : exécuter ou ne pas exécuter, p. 412. — S'abstient au vote sur l'ensemble de la proposition de loi, p. 413.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 482, 489, 490.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 575.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Déclare s'associer à ceux qui estiment que la restauration économique et financière du pays commande une trêve politique et exige la solidarité de tous les partis; se borne donc à s'en référer aux réserves qu'il a faites en matière d'instruction publique lors de la discussion des budgets de 1933 et de 1934, mais se trouve dans la nécessité de demander que cette trêve scolaire soit réciproque; cite quelques exemples fâcheux à cet égard en ce qui concerne l'enseignement libre; demande au ministre d'apporter quelques tempéraments aux restrictions financières en matière d'instruction publique, notamment en ce qui est relatif aux institutrices et en ce qui concerne les instituteurs malades et les pensions; termine en demandant que l'office de l'enseignement technique ne continue pas à compliquer certaines réglementations mais s'efforce au contraire à simplifier, p. 583 à 586. — Discours : Proteste contre les affirmations erronées de M. Verbist en ce qui concerne l'enseignement du flamand dans les écoles de Bruxelles et proteste contre ses accusations injustifiées, p. 605, 606. — Observations, p. 607.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. Discussion générale. Observations, p. 798.

Huysmans (Arm.), sénateur provincial du Brabant.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Annonce que la gauche libérale du Sénat se rend parfaitement compte, en apportant au gouvernement sa confiance, de la situation économique et financière dans laquelle se trouve le pays, mais estime que les périls de l'heure ne doivent pas être exagérés; termine en déclarant que la confiance que son groupe apporte au nouveau gouvernement n'implique pas une approbation sans réserve des arrêtés-lois du gouvernement précédent, p. 16, 17.

Proposition de loi qu'il a présentée, assurant le paiement des pensions dès la mise à la retraite des anciens serviteurs de l'Etat. Discussion. Discours : Indique les buts de sa proposition de loi et déclare que, le ministre des finances ayant exprimé l'intention de régler, par arrêté royal, la situation qui a motivé le dépôt de cette proposition, il estime pouvoir retirer celle-ci, p. 59.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 149.

Budgets financiers. Discussion générale et discussion des interpellations jointes. Par motion d'ordre, désirant intervenir dans la discussion de l'amendement qui vient d'être présenté par M. Rolin au budget de la dette publique, demande, une dizaine d'orateurs étant encore inscrits, si le débat sera continué pendant la séance en cours ou s'il sera repris le mardi suivant, p. 275. — Discussion. Discours : Donne, au nom de la gauche libérale, lecture d'une déclaration relative à l'objet visé par l'amendement présenté par M. Rolin au budget de la dette publique, p. 327. — Observations, p. 327. — Déclare être d'accord avec M. Van Overbergh, qui demande qu'aucune décision ne soit prise avant que l'on ne connaisse la politique générale de la rente qui sera adoptée, p. 327, 328.

Déclaration du gouvernement van Zeeland; pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 342. — Discours : Déclare avoir scruté le problème posé et déclare que c'est en pleine conscience de son devoir de mandataire de la nation et en dehors de toute question de parti qu'il lui est impossible d'apporter son adhésion au programme du nouveau gouvernement, p. 343 à 345. — Observations, p. 362.

Budget de la dette publique pour 1935. Discussion des articles. Discours : précise la position de la question en ce qui concerne le taux des coupons des emprunts dits américains, p. 375. — Demande si la déclaration du ministre engage, selon lui,

Huysmans (Arm.) (suite)

l'avenir d'une façon définitive, p. 375. — Le ministre des finances déclarant qu'il ne vise que le budget de 1935, déclare, dans ces conditions, être d'accord, p. 375.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 3. Observations au sujet de l'exactitude de la contre-épreuve en ce qui concerne le vote sur un amendement de la commission, p. 514.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Discussion générale. Motive son vote négatif auquel il donne la portée d'une nouvelle protestation contre la dévaluation et estime que, d'autre part, en supposant que celle-ci puisse se justifier dans une certaine mesure, il faut remarquer que le texte imprécis du projet comme la latitude donnée aux tribunaux donneront lieu à des difficultés d'application et à des divergences dans la jurisprudence, incompatibles avec l'administration d'une bonne justice, p. 637.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes et au règlement du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 779.

Hymans, nommé ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur, le 20 novembre 1934, démissionnaire de ces fonctions le 25 mars 1935. Nommé membre du conseil des ministres par arrêté royal de la même date.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Donne lecture au Sénat de la déclaration du gouvernement, p. 10, 11.

Interpellation de M. le baron de Dorlodot sur les mesures que le ministre des affaires étrangères compte prendre pour que ne soient pas affaiblies les garanties de sécurité qui résultent pour la Belgique de la partie V du traité de Versailles. Observations au sujet de la fixation de l'interpellation, p. 114. — Déclare ne pas désirer répondre au commencement de développement de l'interpellation que vient de faire le baron de Dorlodot, mais accepte la fixation au 19 mars, p. 115.

Projet de loi prorogeant et complétant les lois des 31 juillet et 7 décembre 1934 et du 15 mars 1935 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Estime que ce projet et le projet monétaire forment un tout et qu'il serait préférable de confier l'étude des deux projets à une même commission, p. 324.

I

Ingenbleek, sénateur coopté, nommé membre du conseil des ministres, le 12 juin 1934, démissionnaire de ses fonctions de membre du conseil des ministres, le 20 novembre 1934.

Doc. — Projet de loi contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1934 et diverses dispositions d'ordre financier. Rapport, n° 28.

Projet de loi donnant au Roi les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer la réorganisation et le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Rapport, n° 32.

Budget des voies et moyens pour 1935. Rapport, n° 59.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Fait personnel en réponse à la partie du discours de M. Wauters, qui a rappelé un mot se trouvant dans un de ses rapports relativement à la question des bons du trésor, p. 29.

Projet de loi instituant un office central de la petite épargne. Discussion générale. Discours : Estime que le projet ne répond pas aux contingences présentes et que le problème aurait dû être repris dans son entièreté afin d'arriver à l'organisation d'un véritable statut de la petite épargne; pose quelques questions au gouvernement et déclare que la réponse que celui-ci lui donnera dictera son vote, p. 45-46. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.

Projet de loi donnant au Roi les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer la réorganisation et le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 100. — Discussion générale. Observations, p. 102 à 104.

Projets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations : Joint ses félicitations personnelles à celles que le ministre vient d'adresser à l'administration des finances, p. 275. — Observations, p. 276, 277.

Déclaration du gouvernement van Zeeland; pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Déclare que, lorsqu'il a appris que le gouvernement présidé par M. van Zeeland envisageait la dévaluation du franc, il a été à la fois surpris et indigné, mais que, se souvenant que M. van Zeeland partageait précédemment ses idées et après avoir examiné la

Ingenbleek (suite)

situation, il lui accorde sa confiance pour réaliser l'œuvre de salut public qu'il va entreprendre avec un courage et une abnégation dont il est impressionné, p. 349, 350.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Observations, p. 384. — S'abstient au vote sur la proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi, p. 413.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes et au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 780. — Discours : Remercie le ministre des précisions qu'il a données au Sénat; constate que, malgré la dévaluation, il existe un important déficit, puis, ne voulant pas élever l'action du gouvernement, ne commente pas les chiffres, mais déclare compter que, à bref délai, des actes importants interviendront pour la réalisation des promesses faites par le gouvernement au parlement, p. 781.

J

Janssens, sénateur provincial du Limbourg.

Ann. — Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Jaspar (H.), ministre des affaires étrangères, démissionnaire de ces fonctions le 20 novembre 1934.

Ann. — Décès de S. M. le roi Alexandre de Yougoslavie et de MM. Barthou et Poincaré : S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage qui vient d'être rendu par M. le président S. M. le roi Alexandre, ainsi qu'à MM. Barthou et Poincaré, et prononce un discours à cette occasion, p. 5, 6.

Jauniaux, sénateur coopté.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 11.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Observations, p. 123.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 167.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 205.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation de M. Van Belle au sujet de violations à la loi des huit heures. Discussion d'ensemble. Discours : Commence par déclarer qu'il faut reconnaître que le nouveau ministre au pouvoir n'est pas responsable du budget tel qu'il est présenté au parlement, puis développe particulièrement en ce qui concerne la mutualité, ce que la classe ouvrière attend de M. Delattre, m. t. p. s., p. 612 à 615. — Observations, p. 638.

Joachim, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

L

Laboulle, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — Projet de loi modifiant certaines dispositions qui intéressent la fiscalité provinciale et communale. Rapport, n° 117.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Appuie la demande de M. Van Belle, qui insiste pour obtenir la parole, alors que la discussion est déjà close, p. 72.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Discours : Critique la politique du gouvernement en matière d'impôts indirects et en matière d'emprunts, p. 90, 91. — Prend à nouveau la parole et prononce un discours afin de faire remarquer que, malgré les promesses faites par le gouvernement précédent, le parlement n'est pas encore saisi des budgets de 1935 et déclare que son groupe y trouve un motif péremptoire pour refuser de voter les crédits provisoires demandés par le gouvernement en fonctions, p. 91, 92.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Discours : Traite en ordre principal la question des impôts, p. 244 à 248.

Lalemand, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 207.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 292. — Discours : Formule à nouveau la demande de réduction de tarifs qu'il a faite en faveur des grands mutilés du travail et des infirmes congénitaux, p. 297, 298. — Observations, p. 404. — Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Observations, p. 757. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 797.

Projets de lois relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : Attire l'attention du ministre sur une situation créée aux œuvres en faveur des aveugles par la modification du règlement de la loterie coloniale, p. 715.

Lammertijn, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 173, 174.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle, au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Adresse une prière au ministre au sujet de la colombophilie et des secours aux chômeurs, p. 621.

Lantmeeters, sénateur provincial du Limbourg.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.

Lebon, sénateur provincial d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — Budget des travaux publics pour 1935. Rapport, n° 46.

Ann. — Elu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Projet de loi concernant les pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 41.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale : Discours. Déclare que, hostile au projet, les assurances que le ministre a données l'amènent à émettre un vote affirmatif; termine en exprimant le vœu que M. Van Isacker conserve le culte de la parole donnée, p. 53.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 69.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Discours, p. p. 134-135. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 169.

Budget de la gendarmerie pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 169.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 215 à 217. — Observations, p. 220.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Par motion d'ordre, annonce que lui et ses amis avaient prié M. Bovesse, m. j., de retarder la discussion du budget de la justice afin d'y joindre la discussion du projet sur l'emploi des langues en matière judiciaire, ayant constaté les nombreux retards subis par ce projet; déclare ne pas insister si le gouvernement en fonctions veut bien continuer les promesses faites par ses prédécesseurs et s'efforcer de faire adopter prochainement cette loi avec un texte pleinement acceptable pour les Flamands, amenant ainsi le complet apaisement dans les régions flamandes du pays, p. 223. — Observations, p. 224. — Discussion générale. Discours : Estime que le projet en discussion est d'une haute importance aux yeux des flamands, qu'il est donc d'une portée à la fois culturelle et nationale, puis développe les arguments pour lesquels il estime que chacune des parties du pays doit rester maîtresse chez elle et que par ce moyen l'on peut avoir foi dans les destinées de la Belgique et dans la réconciliation des deux races; répond ensuite aux objections qu'il a entendu formuler et combat le bilinguisme; termine en déclarant que, quoiqu'il arrive, le Sénat doit prendre ses responsabilités en se souvenant que si, le lendemain, le peuple flamand devait recommencer la lutte, celle-ci ne pourrait jamais cesser que par la victoire, p. 471 à 474. — Observations, p. 480 à 482, 484 à 490, 504. — Discussion des articles Art. 3. Déclare renoncer à la parole, p. 513. — Demande l'appel nominal sur l'amendement de la commission, p. 514. — Insiste sur sa demande, p. 514. — Fait des observations au sujet de l'exacritude de la contre-épreuve qui vient d'avoir lieu, p. 514. — Art. 4. Observations, p. 515. — Discours : Combat le texte de la commission et réfute le discours de M. Rolin : défend le texte de la Chambre, p. 516, 517. — Art. 5. Discours : Prie le Sénat d'admettre le texte de la Chambre sans modification, et rappelle que ce texte a été

Lebon (suite)

l'objet de longs débats à la Chambre, p. 519. — Art. 7. Observations, p. 722. — Discours : tout en rendant hommage au discours qui vient d'être prononcé par M. Tschoffen, estime que les droits des avocats sont grandement respectés et que l'on n'a jamais connu une loi plus tolérante malgré l'urgent besoin de la réforme poursuivie; termine donc en priant le Sénat d'adopter le texte transmis par la Chambre, p. 523. — Art. 23. Demande si M. Soudan, m. j., accepte l'amendement de la commission, p. 529. — Déclare être d'accord pour accepter l'amendement de la commission avec la signification qui vient d'être donnée par le ministre, p. 529. — Art. 25. Déclare accepter des amendements proposés par la commission au 1^{er} et 2^e alinéa, p. 529. — Art. 32. Déclare ne pas admettre un amendement de la commission, p. 530. — Déclare que, si l'on est d'accord sur l'interprétation donnée par M. Orban et dans le rapport, il accepte l'amendement, p. 530. — Art. 35. Combat l'amendement de la commission, estimant qu'il renverse le système adopté de mettre le client en avant et l'avocat derrière, p. 531. — Observations, p. 531. — A la suite d'observations de M. Soudan, m. j., déclare céder et estime que tout le monde admettra l'observation du ministre, p. 531. — Art. 39. Amendement de la commission : Déclare qu'il ne peut accepter l'amendement estimant que l'on ne peut admettre que les lois linguistiques continuent à être transgressées par une révolte silencieuse et occulte mais agissante; estime que l'on ne peut en vouloir aux Flamands de cette opposition, étant donnée la tendance qu'il a signalée, tendance qui est même parfois avouée avec humour, p. 533. — Art. 40 dont la commission propose la suppression : Fait des observations en faveur de ce texte, p. 533. — Art. 45. Observations au sujet du texte qui doit être mis aux voix, p. 536. — Art. 54. Demande le maintien de la disposition dont la suppression est proposée par la commission, p. 540. — Observations, p. 540. — Art. 59. Combat l'amendement proposé par la commission, p. 542.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Par motion d'ordre, à l'occasion du discours de M. Lindekens, tient à faire part au Sénat des motifs pour lesquels les sénateurs flamands avaient décidé de donner leur appui au gouvernement et déclare qu'il leur a été promis par M. le premier ministre et par le ministre de la justice que le projet de loi sur le régime linguistique en matière judiciaire serait voté malgré les pouvoirs spéciaux et que le gouvernement soutiendrait le texte approuvé par la Chambre des représentants, p. 356.

Budgets des transports et des postes, télégraphes, téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Discours : Attire l'attention du Sénat sur la situation déplorable de la navigation intérieure, exprime sa surprise que la navigation maritime et la navigation intérieure soient rattachées à deux départements différents et demande que l'Etat vienne en aide à la navigation intérieure, si importante pour le pays, p. 388.

Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les éléments et les anormaux. Discussion générale. Discours : Répond au ministre, qui combat l'amendement de la commission et, bien que n'ayant pas pris part à la naissance de l'amendement, au sein de la commission, déclare qu'il ne partage pas l'avis du ministre et ne pourrait voter contre cet amendement, p. 452.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion des articles. Art. 60. Défend un amendement qu'il présente et fait remarquer qu'il ne tendait pas à une augmentation de dépenses, ayant proposé le transfert de 5 millions de crédit prévus pour la navigation maritime à celui prévu pour la batellerie; exprime sa crainte que, le ministre intéressé n'étant pas présent, il n'obtienne aucun succès, p. 459. — A la suite de la réponse donnée par M. Devèze, m. d. n., demande si la déclaration de M. Devèze, m. d. n., concorde bien avec les vues du ministre des travaux publics, puis M. Devèze, m. d. n., déclarant qu'il en est bien ainsi, déclare dans ces conditions retirer son amendement, p. 459. — Art. 77. A la suite d'une demande de M. le président, déclare renoncer pour les mêmes motifs qu'à l'article 60 à l'amendement qu'il avait présenté, p. 460.

Legrand, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 473, 483. — Discours : Développe devant le Sénat le côté du problème qui, dans ce moment d'effervescence linguistique a amené des discussions passionnées et des commentaires injustes de l'un comme de l'autre côté; commente ensuite les exagérations auxquelles l'unilinguisme dans le domaine administratif a mené et défend les amendements de la commission, convaincu que ceux-ci amènent la question dans la bonne voie, p. 493 à 496. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 516. — Art. 7. Discours : Après le magnifique appel qui vient d'être adressé à nos Flamands par M. Tschoffen, renonce

Legrand (suite)

à prononcer un discours, mais estime que devant les concessions faites par les Wallons, il serait bien malheureux que, du côté flamand, on réponde que l'on ne veut plus de français en Flandre; déclare en terminant qu'il estime qu'un pareil régime doit se développer en toute liberté, p. 523.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne pourra voter le projet, ne pouvant donner son adhésion à la convention concernant les alcools, et développe ses critiques à ce sujet, p. 693, 694. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Leyniers, sénateur provincial du Brabant, secrétaire du Sénat.

Doc. — Projet de loi approuvant une ordonnance du gouverneur général opérant un virement de crédit au budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1930 et réalisant des transferts de crédits des budgets extraordinaires du Congo belge des exercices 1929 et 1930 au profit du budget des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1932. Rapport, n° 20.

Budget des colonies (dépenses métropolitaines) pour 1935. Rapport, n° 91.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du vice-gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1935. Rapport, n° 108.

Projet de loi arrêtant le compte général de la colonie de l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1927. Rapport, n° 113.

Projet de loi arrêtant le compte général du Ruanda-Urundi de l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1927. Rapport, n° 114.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 26 octobre 1934 ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo belge pour l'exercice 1933. Rapport, n° 115.

Projet de loi amendant les articles 18 et 18bis de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Rapport, n° 130.

Ann. — Elu par acclamations secrétaire du Sénat, p. 4.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Discours : Motive son vote affirmatif, p. 54.

Budget des colonies pour 1935. (Dépenses métropolitaines.) Dépose le rapport sur ce budget, p. 468.

Projet de loi amendant les articles 18 et 18bis de la loi sur le gouvernement du Congo belge. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 705.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : En dehors des questions traitées dans les rapports et auxquelles la commission estime avoir apporté des développements suffisants, tient, à titre personnel, à attirer l'attention du ministre sur quelques points particuliers de la politique indigène, de la politique agricole, de l'amélioration des conditions morales d'existence des indigènes et, enfin, de l'épineuse question du colonat blanc, p. 705 à 709. — Observations au sujet de la suite de la discussion, p. 718. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 724, 730, 733, 734. — Pendant le discours du ministre, fait, sous forme d'interruptions, certaines observations en faveur de l'établissement au Congo de budgets par province ou par district, p. 734.

Ligy, sénateur coopté, secrétaire du Sénat.

Doc. — Recevabilité de la proposition de M. Orban sur la protection contre l'alcoolisme. Rapport, n° 62.

Ann. — Elu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Limage, sénateur coopté.

Doc. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Rapport, n° 47.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 183, 184. — Observations, p. 188, 189.

Lindekens, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maeseyck.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Estime que la composition du nouveau gouvernement est un défi, notamment au peuple flamand, puis développe les motifs d'opposition du groupe nationaliste flamand, p. 30, 31.

Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Déclare qu'il émettra un vote affirmatif, pour les raisons indiquées par M. Borginon, à la Chambre, p. 47.

Linckens (suite)

- Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours. Fait une déclaration de principe au nom des démocrates nationalistes flamands, p. 44. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 55.
- Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Au cours de la discussion d'un autre projet, déclare qu'il a renoncé, vu le peu de temps dont le Sénat dispose, à motiver l'attitude du groupe nationaliste flamand et s'en réfère aux déclarations faites à ce sujet par ses amis nationalistes flamands à la Chambre, p. 94.
- Projet de loi fixant le contingent pour 1935. Discussion générale. Discours : Déclare renoncer à prononcer un discours pour motiver l'attitude des nationalistes flamands et renvoie donc à l'opinion développée par son groupe à la Chambre, p. 94.
- Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.
- Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.
- Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Fait le procès du gouvernement présidé par M. van Zeeland, p. m., et termine en déclarant que lui et ses amis estiment que la politique de parti est incapable de sauver la Flandre et qu'il est impossible que l'injustice faite à la Flandre par le sabotage des lois sur l'emploi des langues perdure encore, p. 354 à 356. — A la suite d'une motion d'ordre de M. Lebon, prend acte des déclarations de celui-ci en ce qui est relatif aux promesses faites par le premier ministre et par le ministre de la justice concernant le vote de la loi sur l'emploi des langues en matière judiciaire, p. 356.
- Budget des postes et télégraphes pour 1935. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Se plaint notamment du nombre insuffisant des perceptions des postes dans la partie flamande du pays; estime que, au point de vue administratif, les Flamands sont toujours sacrifiés et que c'est le régime belge qui est responsable de cet état de choses; parle également de la question linguistique, en ce qui concerne le service des chèques postaux, p. 407 à 409.
- Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter un emprunt de 812 millions. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 413.
- Budget des transports pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 413.
- Budget de l'intérieur pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 456.
- Budget extraordinaire pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 469.
- Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il considère que, colonie de la Belgique, la Flandre poursuit toujours son calvaire; indique certains exemples de la témérité fransquillonne et termine en déclarant qu'il faut que la Flandre modifie l'orientation et l'organisation politiques du pays et que c'est cela que son groupe veut apprendre au peuple flamand, p. 483 à 485. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.
- Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Plaide comme l'année précédente la cause du petit personnel des douanes, p. 580.
- Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par attirer l'attention sur les effets déplorables de la politique des pleins pouvoirs au point de vue pédagogique, puis attire l'attention du ministre sur la situation défavorable dans laquelle se trouve la Flandre, non seulement au point de vue pédagogique, mais au point de vue matériel et développe des arguments afin de prouver que l'on veut contrecarrer la Flandre au point de vue linguistique, p. 598 à 601.
- Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il se voit obligé de voter contre ces budgets, afin de protester contre le fait que, dans toutes les écoles et instituts d'enseignement colonial, le français est l'unique langue véhiculaire; seule, la section de culture coloniale à l'école d'horticulture de Vilvorde possédant une section flamande; développe ses critiques et formule des demandes qui, si elles étaient écoutées par le ministre, amèneraient probablement l'approbation du budget par les Flamands, p. 713 à 715.
- Projet de loi relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. Discussion générale. Discours : Exprime son regret de ne pouvoir, comme le rapporteur, considérer que ce projet aboutira à l'amélioration de la qualité du beurre, à la répression plus sévère de la fraude et à l'amélioration du commerce; estime, au contraire, que l'on arrivera à favoriser les organismes capitalistes et à léser les producteurs et commerçants, puis développe ses critiques, p. 769, 770.

Linckens (suite)

M. le président ayant proposé de procéder par un seul appel nominal au vote sur divers projets, annonce que le vote négatif qu'il émettra ne vaudra pas pour trois projets : 1^o Arrangement de l'Union postale universelle; 2^o Convention sanitaire internationale pour la navigation aérienne; 3^o Convention relative à la conservation de la faune et de la flore, sur lesquels il désire voter affirmativement, p. 799.

Lippens, sénateur de l'arrondissement de Gand-Ecclou, président du Sénat.

Ann. — Elu président du Sénat, p. 3.

Prononce un discours en prenant possession du fauteuil de la présidence, p. 4.

Ajournement du Sénat à la fin de la session. Au moment où le Sénat va se séparer, souligne la façon dont la mission qui incombe à la Haute Assemblée a été accomplie en des circonstances particulièrement difficiles; fait remarquer la dignité des débats, l'excellent travail en commission, le respect de la bonne tradition parlementaire et l'observance d'une discipline volontaire sévère que les membres se sont imposés; remercie les sénateurs de leur assiduité aux séances, parfois fort longues cependant, ainsi que de l'aide qu'ils ont apportée au président dans sa tâche, p. 802.

Logen, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Ann. — Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Discours : Déclare que le groupe socialiste, conscient de ses responsabilités et désireux de voir diminuer la misère des petits épargnants, émettra un vote affirmatif dans l'esprit qui a été indiqué par M. Spaak, à la Chambre, p. 47.

Projet de loi relatif à la production et au commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Longville, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 307.

M

Matagne (Léon), sénateur des arrondissements de Charleroi et Thuin, secrétaire du Sénat.

Doc. — Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Développements et proposition de loi, n^o 15.

Ann. — Elu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Dépose cette proposition de loi, p. 14.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 589.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : A l'occasion du budget des affaires étrangères, expose la détresse des ouvriers verriers, p. 657, 658. — Reprise de la discussion de ce budget et du projet de loi concernant les conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Observations, p. 675, 677.

Mattagne (Aug.), sénateur coopté.

Ann. — Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones, projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Discours : Signale au Sénat le manque de politique générale et de coordination de la Société nationale des Chemins de fer, p. 296.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Mertens, sénateur coopté.

Ann. — Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Discours : Développe quelques observations en faveur de sa proposition de loi et combat la question préalable opposée par le ministre, s'étendant de l'attitude prise par le gouvernement, p. 66 à 68.

Mertens (suite)

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations à la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 614. — Discours : Tout en déclarant que la discussion des budgets ne permet pas, dans les conditions dans lesquelles elle se présente, les longues dissertations, tient à demander au nouveau ministre du travail de prendre des mesures relativement au chômage, afin de venir en aide aux travailleurs, si durement éprouvés par la crise, puis développe cette question, p. 615 à 618. — Observations, p. 640.

Meyers (baron), sénateur des arrondissements de Hasselt et Tongres-Maeseyck.

Doc. — Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines (texte réamendé par la Chambre). Rapport, n° 7.

Budget de la justice pour 1935. Rapport, n° 49.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. Rapport, n° 135.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines (texte réamendé par la Chambre des représentants). Rapport, n° 136.

Ann. — Projet de loi relatif à la production et au commerce du charbon (pouvoirs). Par motion d'ordre, fait une rectification au *Compte rendu analytique*, celui-ci le renseignant comme ayant émis un vote affirmatif, alors qu'il n'a pas participé au vote, p. 59.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 232, 233. — Observations, p. 237.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 505.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion des articles. Art. 2. M. Rolin demandant la parole pour une motion d'ordre pendant le discours de M. le baron de Dorlodot, déclare que l'on ne peut interrompre un discours pour une motion d'ordre, p. 687.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 797. — Fait remarquer que ce projet a été adopté à l'unanimité par la commission et estime qu'il entrera dans les vues du Sénat de déclarer l'urgence, p. 797. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 797.

Projet de loi modifiant la compétence des juges de paix et celle des tribunaux de première instance en matière d'actions en réparation des dommages causés par les travaux exécutés dans les mines (texte réamendé par la Chambre). Dépose le rapport sur le projet, demande l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, qui conclut à l'adoption du projet, p. 798.

Misson, sénateur des arrondissements d'Arlon-Marche-Bastogne et Neufchâteau-Virton.

Doc. — Projet de loi assurant aux sauveteurs volontaires une pension de retraite par limite d'âge et la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Rapport, n° 34.

Recevabilité de la proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Rapport, n° 63.

Ann. — Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Le temps faisant défaut, se contente d'attirer l'attention du ministre sur la nécessité de favoriser davantage l'apprentissage artisanal, p. 556.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Vu la nécessité d'écourter les débats, se contente d'exprimer le vœu de voir le ministre des finances faire connaître ses intentions en matière de simplification d'impôts et termine en parlant de la revision de la situation des receveurs des contributions, p. 576.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 644.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Traite particulièrement la question des conventions belgo-luxembourgeoises, qui constitue une matière complexe et délicate; exprime le vœu que la discussion en soit reprise après le vote du budget; fait remarquer qu'il représente une province particulièrement intéressée dans la question et développe certains points concernant celle de ces conventions qui

Misson (suite)

est relative à la réglementation des importations, des exportations et du transit; termine en souhaitant que le gouvernement puisse démontrer que ses appréhensions et celles de ses amis sont vaines; déclare que, dans le cas contraire, il ne pourra pas donner son adhésion au projet, p. 679, 680.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Molet, sénateur provincial de Namur.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Moyersoen, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Doc. — Projet de loi prorogeant et complétant les dispositions de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Rapport, n° 11.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Rapport, n° 27.

Projet de loi prorogeant et complétant les lois des 31 juillet, 7 décembre 1934 et 15 mars 1935 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. — Projet de loi monétaire. Rapport, n° 84.

Projet de loi portant prorogation des lois du 31 juillet et du 7 décembre 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Rapport, n° 71.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 15, 27.

Projet de loi prorogeant et complétant les dispositions de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Dépose le rapport sur ce projet de loi, en fait remarquer l'urgence et demande à être autorisé à donner lecture de son rapport, p. 36. — L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 36. — Discussion générale. Observations en réponse au ministre, p. 41, 42.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Observations, p. 54.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. L'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport. — en français et en flamand, p. 89. — Discussion générale. Discours : Remercie le ministre de la déclaration qu'il vient de faire et signale notamment les charges qui grèvent la propriété bâtie, p. 90.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Discussion générale. Discours : Motive son abstention, p. 98. — Observations, p. 98, 99. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Interpelle M. le ministre de l'intérieur au sujet du pourcentage exagéré d'intervention de la Flandre orientale dans les dépenses du Fonds national de crise. Déclare être d'accord avec M. le président, qui l'invite à s'entendre avec le ministre compétent pour la fixation de son interpellation, p. 113. — Discussion de cette interpellation et du budget de l'intérieur pour 1935. Observations, p. 421, 422, 440. — Discours : Développe son interpellation, p. 442, 443.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 229.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 253. — Discours : Précise les différents objets visés par M. Wauters dans son interpellation sur la collusion entre la politique et la finance; déclare que la droite se joint au groupe libéral pour indiquer dans un ordre du jour l'esprit dans lequel, si l'on veut faire à la droite des suggestions permettant (par exemple par un texte législatif plus étendu même que la proposition de M. Soudan) d'empêcher l'effet de collusion et de pénétration abusive de la politique et de la finance, la droite sénatoriale examinera ces suggestions avec le désir de les faire aboutir, p. 271. — Observations, p. 277.

Projet de loi portant prorogation des lois du 31 juillet et du 7 décembre 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques (cabinet Theunis). Dépose le rapport sur ce projet de loi, demande l'urgence, et l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 299. — Discussion générale. Observations, 301, 305, 308, 310.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Discussion : Résume la proposition de M. Vinck tendant à ce que la séance soit suspendue le lendemain après la déclaration ministérielle, afin de permettre aux groupes de

Moyersoen (suite)

se réunir, appuie cette proposition et estime que le Sénat devrait, après le discours de M. van Zeeland, ne plus siéger en séance publique avant 2 heures, p. 324. — Discussion de cette déclaration, du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et de la loi monétaire. Observations, p. 342, 346, 351, 353.

Budget de la dette publique pour 1935. Discussion des articles. Pose une question qui avait déjà été visée par M. Rolin dans un amendement qu'il avait présenté et retiré ensuite, sur la fixation du taux des coupons des emprunts dits américains, p. 374. — Observations, p. 375. — Déclare que la réponse donnée par M. Max-Léo Gérard, m. f., lui donne satisfaction, p. 375. — M. Max-Léo Gérard, m. f., annonçant que sa déclaration ne vise que le budget de 1935, prononce un discours afin de déclarer que, dans ces conditions, lui et ses amis ne sont plus d'accord et développe les motifs pour lesquels il estime qu'il ne convient pas de laisser planer l'incertitude sur la solution qui interviendra et demande que le paiement des intérêts continue à être fait sur la base de 35 fr. 60 c., p. 375, 376. — Annonce qu'il émettra un vote négatif sur l'ensemble du budget, p. 376.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Observations, p. 384.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 468.

Budget des affaires économiques pour 1935. Discussion des articles du tableau : art. 32. Observations, p. 560, 562.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 565.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations à la loi des huit heures. Discussion. Discours : Ne tenant pas à attirer sur lui les foudres présidentielles, se borne à répondre à M. Jaumiaux en ce qui concerne l'assurance obligatoire et termine en parlant de la lutte contre les taudis, p. 633, 634. — Observations, p. 638 à 640.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Propose d'entendre la déclaration que désire faire le premier ministre, avant d'entamer la discussion de ce budget. Avant de statuer sur une proposition de renvoi introduite par M. Rolin, p. 636. — Discussion des articles. Art. 2. M. Rolin demandant la parole par motion d'ordre pendant un discours de M. le baron de Dorlodot, déclare que l'on ne peut interrompre un discours pour une motion d'ordre, p. 686.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 725.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, aux tarifs des douanes et au règlement du budget de 1925. Discussion générale. Discours : Comme le chevalier Dessain, déclare que c'est à l'occasion du projet sur la fiscalité communale et non sur le projet lui-même qu'il présente certaines observations; développe les arguments qui prouvent que tout a contribué jusqu'à ce moment pour augmenter les charges qui pèsent sur la propriété et estime qu'il faut au contraire pousser uniquement au développement de la propriété foncière; demande que l'on encourage la construction par l'octroi de primes, la lutte contre les taudis par l'application de la loi de 1931 et que, pour éviter amendes et procès, on rétablisse un multiplicateur officiel, sur lequel pourront se baser les déclarants; termine en rappelant que, favoriser la propriété c'est faire de la politique féconde, p. 776, 777. — Observations, p. 778.

Mullie, sénateur des arrondissements de Courtrai et Ypres.

Doc. — Projet de loi établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douane et d'accise. Rapport, n° 17.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1935. Rapport, n° 81.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 116.

Projet de loi relatif aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles. Rapport, n° 127.

Projet de loi relatif au tarif des douanes. Rapport, n° 129.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Suggère au ministre, divers problèmes étant discutés dans la presse, qu'une étude préalable en soit faite afin de permettre au parlement de se prononcer en connaissance de cause; demande si M. Theunis, p. m., ne pourrait pas rappeler à la vie le comité économique créé par M. Jaspar; fait ensuite des observations générales sur les questions qui se posent et termine en souhaitant plein succès au gouvernement qui vient d'être constitué, p. 29, 30.

Projet de loi établissant de nouvelles mesures pour réprimer la fraude en matière de douanes et d'accise. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 64.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Discours : Insiste à cette occasion, sur la nécessité d'une révision du système fiscal en vigueur et

Mullie (suite)

traite la question de la contribution foncière, p. 89, 90. — Prend acte des déclarations qui viennent d'être faites par le ministre.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 101.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 176, 178. — Discours, p. 184 à 186.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations jointes. Discours, p. 329.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 360. — Discours : Annonce que le discours persuasif de M. van Zeeland l'a amené à donner sa confiance au nouveau gouvernement, mais exprime l'espoir que l'esprit et la lettre de la déclaration ministérielle seront appliqués d'une façon favorable à l'agriculture, p. 362.

Budget des transports pour 1935. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Discours : Sans vouloir renouveler les observations qu'il a faites les années précédentes, quant à la question des tarifs de transport, prie pourtant le ministre de rappeler à l'activité la commission des tarifs, afin que les tarifs appliqués aux transports de produits agricoles soient examinés de près, p. 409.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Se borne à développer quelques observations au sujet de la politique économique du gouvernement; estime, en terminant, que l'agriculture peut, elle aussi, résorber le chômage et que c'est par de bons accords commerciaux que l'on pourra le mieux remédier à cette plaie sociale, p. 678.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Des observations étant faites au sujet de la reprise de ce débat, après le vote du budget des affaires étrangères, demande formellement que le débat soit continué le mardi, p. 688. — Discussion générale. Discours : Estime que les orateurs qui l'ont précédé ont, avec raison, fait remarquer que les conventions protègent plus que suffisamment les intérêts luxembourgeois au détriment de l'agriculture belge; déclare que les intérêts des agriculteurs belges n'ont pas été défendus; fait remarquer que le problème de l'alcool n'a pas été résolu; termine, en demandant que l'on étudie la question des distilleries agricoles et que l'on assure, par la revalorisation des céréales, une protection efficace des agriculteurs; déclare que, en attendant, il réserve son vote, p. 696.

Projets de loi relatifs au tarif des douanes. Dépose le rapport sur ces projets de loi, p. 709.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : Traite particulièrement la question de l'agriculture au Congo, notamment celle de l'élevage, p. 717, 718. — Observations, p. 718.

N

Nihoul, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Ann. — Déclaration du gouvernement : Cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Appuie les observations développées par M. Mullie en faveur de l'agriculture et déclare qu'il donnera sa voix au gouvernement, ayant confiance en lui, p. 33.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Observations, p. 90.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 175, 176.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 218.

Projet relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces projets, p. 367.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 3. S'abstient au vote sur un amendement de la commission, p. 515.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Développe à nouveau (celles-ci ayant été déjà développées par le baron de Moffarts à l'occasion du budget de l'agriculture et aussi par d'autres à la Chambre) les protestations du groupe agricole au sujet de l'estimation exagérée des revenus professionnels pour la fixation de la majoration gratuite de la pension de vieillesse et demande un ajustement des lois sociales à la véritable situation des gens de la campagne et traite la question du chômage dans l'agriculture, p. 620, 621. — Observations, p. 638. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 644.

Nihoul (suite)

- Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : Développe les motifs de l'appréhension justifiée du monde agricole vis-à-vis des traités et accords commerciaux conclus par le ministre des affaires étrangères, traités et accords dans lesquels il apparaît clairement que les intérêts agricoles sont subordonnés aux intérêts des industries d'exportation et demande que le travail de la terre belge soit dorénavant l'objet des mêmes sollicitudes que celles dont est l'objet le travail industriel, p. 658.
- Projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Développe les motifs pour lesquels il estime que les distilleries agricoles sont lésées par la nouvelle convention soumise à l'approbation du Sénat, tout en déclarant qu'il ne fait pas un plaidoyer en faveur de la fabrication de l'alcool, p. 695, 696. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.
- Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 797.

O

Olm, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

- Ann.** — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.
- Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 217-218.
- Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 5. Discours : Prie le Sénat de ne pas admettre les modifications proposées par la commission pour les cantons rédimés et indique les motifs de sa demande, p. 519.
- Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Attire notamment l'attention sur l'influence néfaste qu'a eue la politique de déflation sur l'enseignement comme sur la question du surpeuplement des classes, p. 604.

Orban (Paul), sénateur provincial de la Flandre orientale.

- Doc.** — Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux. Rapport, n° 77.
- Proposition de loi de protection contre l'alcoolisme. Développements et proposition de loi, n° 80.
- Ann.** — Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. Discussion générale. Discours, p. 118. — Observations, p. 118.
- Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants de moins de 7 ans. Discussion générale. Discours : Propose un amendement et le défend, p. 123. — Observations, p. 123, 124. — Discours : Combat les objections qui viennent d'être développées contre son amendement par M. Pierlot, m. i., p. 124, 125. — Observations, p. 125.
- Interpellations jointes de M. de Spot et de M. de Bruyn au sujet de la suppression de la ligne de chemin de fer de Dixmude à Nieupoort. Discussion. Observations, p. 126.
- Budget de la défense nationale pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 169.
- Budget de la gendarmerie pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 169.
- Budget de la gendarmerie pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 169.
- Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 205 à 207, 210. — Discours, p. 218, 219.
- Proposition de loi contre l'alcoolisme. Dépose cette proposition de loi, p. 206.
- Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux. Discussion générale. Discours : Exprime son regret de ce que M. Rolin, auteur de l'amendement primitivement présenté en commission et rendant le patron invariablement responsable d'une infraction commise par un ouvrier présentant des signes d'aliénation mentale, ne soit pas présent à la séance; déclare que, de l'avis de la commission, la portée de cet amendement était excessive et que le texte présenté au Sénat est le résultat d'une transaction en commission; déclare que, personnellement, il n'attache pas grande importance à l'amendement, l'éventualité qu'il prévoit ne se présentant que rarement et se demande s'il vaut la peine de retarder le vote de la loi par son adoption, p. 452.
- Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Observations au sujet de l'examen et du vote de ce projet, p. 224. — Discussion générale. Observations, p. 466, 467, 470 à 476, 483, 485 à 490, 493, 497, 498. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 500. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 501 à 504. — Discours : Déclare que les mandataires flamands veulent sincèrement

Orban (Paul) (suite)

la paix; développe les motifs qui prouvent que rien ne sera changé pour la Wallonie par le vote de la loi, celle-ci portant uniquement remède aux injustices subies par les Flamands; déclare notamment que si la loi n'était pas votée, les mandataires flamands reprendraient toute leur liberté et recommanderaient la lutte jusqu'au jour où, par tous les moyens constitutionnels dont ils disposent, ils auraient fait triompher une cause qui est incontestablement celle de la majorité des Belges, puis développe les nombreux arguments qu'il estime devoir militer en faveur de l'adoption du projet pour lequel il fait appel à la sagesse de la Haute Assemblée, p. 504 à 506. — Observations à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Van Fleteren relative à la limitation du temps de parole pendant la discussion des articles, p. 512. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 517. — Art. 5. Appuie les observations de M. Edm. Claessens en faveur des habitants de La Calamine, p. 519. — Art. 7. Observations, p. 521 à 523. — Art. 32. Amendement de la commission : Déclare être d'accord pourvu que le terme de la commission ait la même signification que celui du texte de la Chambre, p. 530. — Observations, p. 530. — Art. 35. Observations, p. 531. — Art. 39. Amendement de la commission. Appuie l'opposition de M. Lebon, p. 533. — Art. 40, dont la commission propose la suppression. Fait des observations en faveur de ce texte, p. 533. — Art. 50. Observations, p. 538. — Art. 59. Observations, p. 542.

- Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 223. — Discours, p. 228, 229.
- Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 276.
- Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 306, 307.
- Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 346. — Marque son approbation, à l'occasion d'une motion d'ordre de M. Lebon relative aux motifs de l'appui qui sera accordé au gouvernement par les sénateurs flamands, p. 356.
- Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Observations, p. 380. — Discussion des articles du budget des P. T. T. Art. 1^{er}. Discours : Se plaint de la lenteur des communications entre Gand et Anvers, puis attire l'attention du ministre sur la situation des fonctionnaires punis pour incivisme pendant la guerre et cite un cas typique où il estime qu'il ne faut pas que le ministre suive l'avis de la commission Goddyn, p. 407.
- Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer qu'il approuve les instructions données récemment à la police afin que celle-ci assiste aux réunions publiques, mais proteste contre les renseignements quant à leurs noms, nationalité, etc., demandés aux membres du parlement qui y prennent la parole, p. 420.
- Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 597, 599, 602. — Discours : Attire l'attention sur l'école supérieure industrielle de Huy, fait remarquer la supériorité de l'Allemagne au point de vue de certaines productions et estime qu'il faut arriver à un enseignement supérieur de niveau élevé qui conduise à une meilleure production et de ce fait, à la prospérité nationale, p. 604, 605.

P

Philips, sénateur provincial du Brabant.

- Doc.** — Projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1919. Rapport, n° 18.
- Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices de 1920 à 1924. Rapport, n° 19.

Pierlot, sénateur provincial du Luxembourg, nommé ministre de l'intérieur, chargé *ad interim* du portefeuille de l'agriculture le 14 janvier 1935. — Déchargé de ces dernières fonctions le 13 mars 1935, démissionnaire de ses fonctions de ministre de l'intérieur le 25 mars 1935.

- Ann.** — Projet de loi fixant le contingent pour 1935. Discussion générale. Discours : Au nom du ministre de la défense nationale, répond quelques mots aux observations présentées et exprime le regret de M. Devèze, m. d. n., de ne pouvoir être présent, p. 94, 95.
- Projet de loi concernant l'érection d'un mémorial du règne du Roi Albert. Discussion générale. Discours, p. 115.
- Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Discours : Combat l'amendement de M. Orban et estime au surplus que cet amendement a été déposé trop tardivement; puis fait remarquer que le projet ne vise qu'une catégorie toute spéciale de personnes, p. 123, 124. — Observations, p. 124. — Combat les arguments qui viennent d'être développés par M. Orban et termine en déclarant que si le Sénat estime ne pas être assez éclairé, il lui reste la solution de

Pierlot (suite)

ne pas voter le projet pendant la séance en cours et à le renvoyer à la commission; déclare qu'il se rallierait à cette solution subsidiaire, mais qu'il lui paraît préférable de voter le projet tel qu'il a été transmis par la Chambre, p. 125.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par exprimer son regret que le débat sur le budget de l'agriculture se déroule en l'absence d'un ministre de l'agriculture en titre, puis, en sa qualité de ministre de l'agriculture *ad interim*, répond aux observations présentées, p. 186 à 190. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations au sujet d'un amendement de la commission, p. 194.

Poullet, nommé membre du Conseil des ministres le 25 mars 1935.

Ann. — Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Discours : Rappelle que sur les dix bases qui existaient, il a pris la moyenne et fait diverses observations au sujet de la méthode qu'il a appliquée, p. 442.

Q

Quinchon, sénateur de l'arrondissement de Mons et Soignies.

Ann. — Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 301.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Observations, p. 445.

R

Rapport, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Doc. — Projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1935. Rapport, n° 26.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Rapport, n° 31.

Ann. — Projet de loi fixant le contingent pour 1935. Dépose le rapport sur ce projet et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 93.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. Dépose le rapport sur ce projet de loi, demande l'urgence et, l'urgence étant déclarée, donne lecture de son rapport, p. 98. — Discussion générale. Discours : Tout en comprenant les scrupules de M. Moyersoen, défend le projet et prie le Sénat de l'adopter mais demande au ministre de veiller à ce que les indemnités promises par l'acceptation de l'amendement présenté par M. Heyman, à la Chambre, aillent uniquement à la famille, p. 99.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État. Discussion générale. Discours, p. 119.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 149.

Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 247.

Projet de loi instituant des sociétés privées. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Défend un amendement qu'il présente, p. 257. — Défend à nouveau son amendement, p. 258.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 472, 488. — Discours : Commence par faire une rectification au *Compte rendu analytique* en ce qui concerne une interruption qu'il a faite la veille, au discours de M. Lebon, puis indique les motifs pour lesquels il défend le projet tel qu'il a été voté par la Chambre et prie le Sénat de le voter sans plus de délai, p. 503.

Renard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Déclaration du gouvernement : Cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 16.

Projet de loi relatif à la production et au commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. M. le président donnant la parole à M. le ministre des affaires économiques, demande s'il ne serait pas préférable de laisser parler les orateurs inscrits en premier lieu, et que le ministre réponde ensuite aux observations qu'ils auront faites, p. 49. — Observations, p. 50. — Discours : Pose certaines questions au ministre, notamment en ce qui concerne les accords internationaux : Angleterre-Pologne et celui liant la Belgique à l'Allemagne, p. 52, 53. — Observations, p. 54. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 142. — Etant donné l'absence de M. Rolin, appelé soudainement à l'étranger et de M. Bologne, indisposé, lesquels devaient prendre la parole au nom de groupe socialiste dans la discussion en cours, demande que le Sénat veuille bien remettre à une prochaine séance la suite du débat, p. 143. — M. le président estimant qu'il n'y a pas lieu de remettre la discussion, fait encore des observations à ce sujet, p. 143.

Renard (suite)

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 146, 147.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 169.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 198.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 222.

Fixation de l'ordre du jour. Discussion pendant la séance du 12 mars. Observations, p. 243.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249, 276.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 290.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 300, 304.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 321.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. A la suite d'observations au sujet de la difficulté de s'y retrouver par suite des récents et nombreux remaniements dans les attributions ministérielles, exprime l'espoir que le ministre des affaires économiques fera part à ses collègues des questions qui ne concernent pas son département, p. 553. — Discussion des articles du tableau du budget. Art. 32. Discours : Commence par déclarer que, bien qu'une certaine réserve s'impose, le groupe socialiste a donné sa confiance au nouveau gouvernement présidé par M. van Zeeland, que ceci engage son groupe à montrer infiniment de prudence dans les observations qu'il estime devoir présenter, étant disposé à seconder généreusement le gouvernement dans la tâche très difficile qu'il a assumée; attire ensuite l'attention du gouvernement et du ministre sur le manque de coordination dans les pouvoirs accordés en matière économique aux différents ministres, puis traite l'ensemble des questions économiques au point de vue de la reconstruction et termine en donnant lecture des conclusions qui résument l'exposé qu'il a fait devant le Sénat et exprime d'avance sa reconnaissance au ministre de l'attention que, il en est convaincu, il voudra bien accorder à ses suggestions, p. 560 à 563.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 568.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 586, 587. — Discours : Commence, comme M. Huisman Van den Nest, par déclarer que les conditions dans lesquelles le gouvernement travaille imposent une grande réserve dans les exposés des membres du parlement en matière d'enseignement; fait ensuite, au nom du groupe socialiste, les mêmes observations que M. Huisman Van den Nest, en matière d'arrêtés-lois de compression en matière scolaire; demande la constitution d'une commission qui élaborerait en faveur du personnel enseignant une nouvelle législation : a) en matière de responsabilité civile; b) rendant l'assurance obligatoire pour les communes et les provinces; traite ensuite différentes questions spéciales, parle de l'enseignement des arts, de l'enseignement technique, plaide surtout la cause de l'enseignement artisanal et termine en déclarant qu'il a confiance en M. Bovesse, m. i. p., pour le développement intensif de l'enseignement professionnel, p. 588 à 591. — Observations, p. 597.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 658. — Reprise de cette discussion à laquelle est jointe celle du projet concernant diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discours : Tout en reconnaissant la tâche ardue déjà accomplie par le gouvernement, fait certaines observations au sujet de la façon dont il devra œuvrer dans la suite; estime qu'il faut surtout retrouver les marchés étrangers, p. 677, 678.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 724, 725.

Register, sénateur suppléant de l'arrondissement de Liège, appelé le 27 mai 1935 à faire partie du Sénat comme membre effectif en remplacement de M. Hénault, décédé.

Ann. — Vérification complémentaire de ses pouvoirs, p. 649. — Prête serment, p. 649.

Interpelle MM. le ministre des affaires économiques et du travail et de la prévoyance sociale, sur les accidents qui se sont produits à la Métallurgique du Prayon, ainsi que sur la situation qui est faite aux ouvriers de l'industrie du zinc, en ce qui concerne l'hygiène et leur rémunération. Par motion d'ordre annonce que, comme le lui avait conseillé M. le président, il s'est mis en rapport avec M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et M. le ministre des affaires économiques, que ce dernier lui a fait remarquer qu'il ne lui était pas possible de répondre en ce moment à l'interpellation, n'étant pas en possession du rapport de l'expert du parquet; déclare qu'il importe pour lui de pouvoir, par le

Register (suite)

rapport, être renseigné sur tous les objectifs qu'il veut poursuivre, notamment une réforme qui, à son avis, doit être apportée à l'inspection des mines, et que, si le ministre veut lui donner satisfaction sur ce point, il attendra pour développer son interpellation que l'enquête soit terminée, p. 777.

Rolin, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi instituant des sociétés privées. Rapport complémentaire, n° 25. — Texte réamendé par la Chambre. Rapport, n° 128.

Projet de loi approuvant la convention relative aux questions financières et monétaires conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, la convention instituant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit, conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, la convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accises perçus sur les alcools conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, et l'arrangement conclu le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue de permettre la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la convention du 25 juillet 1921 établissant une union économique entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Rapport, n° 101.

Ann. — Démission du gouvernement : Observations à cette occasion, p. 8.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 15, 16, 20. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. Ingenbleek, p. 29.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Indique les motifs de l'opposition de son groupe, non seulement au gouvernement, mais au principe même des pleins pouvoirs, p. 37 à 40. — Observations, p. 40 à 42.

Projet de loi relatif à la production et au commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Observations, p. 50. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Observations, p. 92. — Déclare que le Sénat est unanime à déclarer que c'est au gouvernement précédent qu'incombe la faute signalée par plusieurs membres, en ce qui concerne le retard dans le dépôt des budgets, p. 92.

Projet de loi instituant des sociétés privées à responsabilité limitée. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 100. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. M. Bovesse, m. j., estimant que l'indication du « notaire » au 11^e est excessive, déclare être d'accord, cette mention se trouvant déjà à l'article 8, et propose la suppression du 11^e, p. 257. — Exprime certains doutes sur la portée exacte de l'amendement de M. Rapart, commente cet amendement et estime qu'il est désirable de ne pas l'admettre, p. 257, 258.

Projet de loi donnant au Roi les pouvoirs nécessaires en vue d'assurer la réorganisation et le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours : Fait remarquer que le texte de ce projet est extrêmement obscur, ce qui ne lui permettra pas de donner un vote affirmatif et développe ses critiques au point de vue du droit, p. 101, 102. — Observations, p. 102, 106. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Observations, p. 125. — Discours : Combat l'amendement de M. Orban et demande que l'on vote le texte transmis par la Chambre, p. 125.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 233, 234. — Observations, p. 236, 238.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Déclare renoncer à la parole, p. 252. — Observations, p. 269. — Discours : Donne lecture d'un amendement qu'il présente au budget de la dette publique et défend cet amendement qui apporte un allègement au budget, p. 272 à 275. — Observations, p. 275 à 278. — Discours : Déclare retirer l'amendement qu'il avait présenté au budget de la dette publique, sous réserve que le gouvernement soit d'accord sur la portée du vote qui sera émis sur l'objet auquel son amendement se rattachait et indique les motifs de son attitude, p. 327. — Déclare être d'accord avec M. Van Overbergh, qui demande qu'aucune décision ne soit prise avant que l'on ne connaisse la politique générale de la rente qui sera adoptée, p. 328. — Déclare, en réponse à une question de M. le président, que son amendement est retiré, p. 328.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 309.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 320. — Discussion de la déclaration gouvernementale, du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et de la loi monétaire. Observations, p. 342, 343, 346, 347. —

Rolin (suite)

Discours : Déclare s'en référer au discours que vient de prononcer M. Wauters, mais tient pourtant à expliquer aux hésitants pourquoi il estime que, quelle que soit l'opinion politique de ceux-ci, ils doivent, toute réflexion faite, apporter au nouveau gouvernement le suffrage qu'il demande, p. 350 à 353. — Observations, p. 357. — La limitation du temps de parole étant proposée et combattue, attire l'attention de l'assemblée sur l'effort véritablement surhumain que l'on a demandé aux membres du gouvernement qui ont siégé toute la nuit à la Chambre et qui siègent au Sénat depuis 10 heures du matin; estime dans ces conditions, être donné les travaux qui attendent les nouveaux ministres, que le Sénat ne peut les retenir plus longtemps en séance qu'il est strictement nécessaire, p. 358. — Observations, n. 358.

Budget de la dette publique pour 1935. Discussion des articles. Discours : A la suite d'un discours de M. Moyersoen, rappelle les conditions dans lesquelles un amendement qu'il avait présenté a été retiré au cours de la discussion générale d'ensemble des budgets financiers, s'étonne que l'on discute encore cet amendement, puis répond à l'argument de M. Moyersoen en quant à l'intérêt des porteurs et à leur qualité, p. 374, 375. — Observations, p. 375, 376.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 471, 473 à 476, 480. — Discours : Commence par répondre au discours de M. Vermeylen en ce qui concerne les avis émis par le barreau de Belgique, estime que l'exposé historique fait par M. Gillon a été utile; déclare que, issu d'une famille flamande, qui a toujours défendu les droits des Flamands, il estime pourtant ne pas manquer à ses traditions familiales en considérant le cadeau que l'on veut faire au peuple flamand dans la forme que lui a donnée la Chambre, comme nuisible et mauvais, tout en marquant son accord sur la nécessité d'une réforme; commente ensuite les amendements proposés et termine en estimant que, d'accord sur les mesures qui aboutissent à un emploi beaucoup plus large du flamand afin de répondre aux intérêts flamands, on dépasse le but désiré lorsqu'on instaure un régime de vexations et d'entraves inutiles, p. 485 à 490. — Emet un doute sur la possibilité de terminer le débat le lendemain et suggère, plutôt que d'examiner les budgets restant à discuter la semaine suivante, d'ajourner ce débat jusqu'après les vacances de Pâques et de consacrer les séances annoncées pour la semaine suivante à la suite du débat sur l'emploi des langues, p. 500. — Observations, p. 500. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 501, 502. — Discussion des articles. Art. 3. Discours : Déclare ne pouvoir, en ce qui le concerne, se rallier à l'avis de M. Vinck et à celui de M. Soudan, m. j., estimant que le souci de l'apaisement ne doit pas aller jusqu'à l'abdication systématique chaque fois que l'on se trouve devant une opposition, plus violente par l'intensité de ceux qui l'expriment, que par le nombre de ceux qui la réclament; estime aussi qu'il faut en terminer, mais demande à chacun de ses collègues de peser, en âme et conscience, la valeur des amendements de la commission et de se prononcer uniquement d'après leur propre opinion, laissant à la Chambre le soin de prendre à son tour ses responsabilités; défend ensuite brièvement l'amendement de la commission, p. 513. — Observations, p. 513. — Art. 4. Discours : Indique brièvement la portée de l'amendement de la commission, estime que MM. Vermeylen et J. De Clercq, rapp., se sont trompés sur la portée du texte transmis par la Chambre, puis commente ce texte et termine en estimant que le système de la commission présente un minimum de complications et de frais et un maximum de bon sens, p. 515, 516. — Observations, p. 516, 517. — Demande à prendre encore la parole, ayant été interrogé sur la portée d'un amendement, p. 517. — Observations, p. 517, 518. — Discours : Au risque de laisser la patience du Sénat, réfute les observations de M. Lebon ainsi que celle du rapporteur, afin qu'une erreur ne se produise pas et que l'assemblée ne vote pas dans l'incompréhension, p. 518. — Art. 5. Observations, p. 519. — Fait diverses observations au sujet du second amendement de la commission : suppression des §§ 2, 3 et 4, p. 520. — Art. 7. Observations, p. 722, 723. — M. le président faisant remarquer que l'amendement de MM. Claessens et Simonis vient à disparaître, l'article 5 ayant été adopté tel qu'il a été transmis par la Chambre, proteste contre cette décision, p. 523. — Art. 22. Motive brièvement l'amendement proposé par la commission pour le 3^e alinéa, p. 528. — Art. 22bis nouveau proposé par la commission. Attire l'attention du Sénat sur la gravité de la question et motive l'amendement, p. 528, 529. — Se déclare d'accord sur l'interprétation indiquée par M. Jos. De Clercq, rapp., p. 529. — Art. 35. Motive l'amendement de la commission, p. 531. — Art. 39. Défend l'amendement de la commission et en souligne l'importance, p. 533. — Art. 40. Estime que rien n'égale en complication la disposition à laquelle la commission s'oppose, p. 533. — Au moment du vote, renouvelle ses observations contre le premier paragraphe, p. 533. — Art. 41. Observations, p. 534. — Art. 45. Défend l'amendement de la commission, rappelle qu'il n'a pas rencontré d'opposition à la commission et souhaite qu'il en soit de même au Sénat, p. 536. — Observations au sujet du texte qui doit être mis aux voix, p. 536. — Art. 50. Observations, p. 538. — Art. 54. Demande que le Sénat soit conséquent avec lui-même et admette à l'article 54

Rolin (suite)

la modification (amendement de la commission) qu'il a admise déjà à l'article 35, p. 540. — Art. 55. Fait remarquer que l'amendement de la commission est un amendement de pure forme, p. 541. — Art. 59. S'étonne de l'éloquence déployée par M. Lebon pour combattre une aussi légère modification : remplacement de la date de 1938 par celle de 1940, et propose à titre transactionnel la date de 1939, p. 542. — Art. 62. Justifie l'ajoute proposée par la commission, faisant remarquer que le texte de la Chambre est incomplet, p. 543. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Observations au sujet de la discussion du projet, p. 636.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Par motion d'ordre, fait valoir les motifs pour lesquels il estime qu'il serait très fâcheux que le Sénat vote dans la fièvre du dernier moment avant de se séparer pour les vacances de Pâques un budget de l'importance du budget des affaires étrangères; propose, en conséquence, la remise de la discussion jusqu'après les vacances, p. 636. — Discussion générale. Discours : S'en tient exclusivement à la question du maintien de la paix estimant que personne n'ignore la valeur prépondérante de celle-ci pour la vie nationale tout entière de la Belgique; termine son exposé en résumant sa pensée par la constatation qu'il ne faut pas que l'Europe se fige dans une attitude de crainte, d'indécision et d'hostilité, p. 662. — Au moment où il dépose le rapport sur le projet de loi relatif aux conventions avec le grand-duché de Luxembourg, annonce que l'urgence est demandée pour ce projet, p. 666. — Discussion d'ensemble du budget et du projet relatif aux conventions commerciales. Par voie d'interruptions, fait une observation au sujet des protocoles signés au même moment que les conventions soumises à l'approbation du parlement, le 23 mai 1935, et estime que, bien que les matières qui y sont traitées soient très importantes, le Sénat ne doit avoir aucune inquiétude au sujet de ces protocoles, ceux-ci amorçant des négociations ultérieures et fixant le programme d'une convention qui sera soumise au parlement, p. 684. — Discussion des articles du budget. Art. 1^{er}. Fait des observations diverses au sujet de la demande de M. de Dorlodot, concernant l'attitude des ministres belges lors de leur voyage à Paris, au mois de mars; déclare que, vu la manière dont la question est posée, il comprend que le ministre n'y ait pas répondu et qu'à sa place il aurait agi de même, p. 685, 686. — Art. 2. Pendant le discours du baron de Dorlodot, demande la parole pour une motion d'ordre et déclare que la question soulevée par M. le baron de Dorlodot ne concerne en rien l'article 2, puis déclare qu'il a répondu en commission à la question soulevée par le baron de Dorlodot, p. 686, 687.

Projet de loi approuvant la convention relative aux questions financières et monétaires conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg; la convention instituant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg; la convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools, conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg; et l'arrangement conclu le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg en vue de permettre la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la convention du 25 juillet 1921 établissant une union économique entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 666. — Annonce que la commission, désireuse de soutenir l'effort gouvernemental qui a abouti dans une affaire qui présente une réelle importance à divers points de vue, demande l'urgence pour la discussion de ce projet, p. 666. — Discussion générale. Observations, p. 697.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 638 à 640, 642.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 712. — Discours : Commence par s'associer à l'éloge fait précédemment, notamment par M. Volckaert, du rapport de M. Leyniers et déclare qu'il est heureux de se déclarer une fois de plus d'accord sur les idées maîtresses du rapporteur en matière coloniale; traite la question de l'exploitation des richesses naturelles de la colonie et celle de l'élevation des populations indigènes à la civilisation; estime que cette dernière question doit primer l'autre, proteste ensuite parce que les Belges trouvent au Congo une atmosphère qui n'assure pas l'indépendance des pouvoirs laïcs et religieux et estime que la procédure nouvelle tendant à ce que le gouverneur général consulte aussi bien les autorités religieuses que les autorités civiles ne peut être admise; traite la question de l'enseignement au Congo, enseignant qu'il estime être presque entièrement aux mains de religieux et de religieuses et termine en

Rolin (suite)

demandant au ministre de donner l'assurance que les convictions des libres penseurs seront respectées au Congo, p. 723 à 725. — Observations, p. 725, 726, 734, 736. — En réponse au discours du ministre, développe certaines observations et cite certains exemples en ce qui concerne les colonies françaises, relativement à la question de l'enseignement au Congo; déclare qu'il s'abstiendra sur les budgets afin d'indiquer l'importance qu'il attache aux observations qu'il a présentées et d'affirmer sa volonté de voir changer la situation qu'il a dénoncée, p. 736.

Projet de loi amendement les articles 18 et 18bis de la loi sur le gouvernement du Congo belge. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 26 octobre 1934 ordonnant des virements de crédits au budget ordinaire du Congo de 1933. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi arrêtant le compte général de la colonie de l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de 1927. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1934. (Texte amendé par la Chambre). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi arrêtant le compte général du Ruanda-Urundi de l'année 1928 et contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1927. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 800.

Projet de loi contenant le budget extraordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 800.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselias. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il a été frappé de constater que l'administration des mines ait pris, à deux reprises, 1^o en 1917, sous l'occupation allemande; 2^o au lendemain de l'armistice, des décisions autorisant l'exploitation au-dessous de la ville de Gosselias, montrant ainsi une confiance aveugle dans un procédé nouveau; s'étonne également de la défaillance financière de la société et demande que l'on prenne des mesures pour que, à l'avenir, l'Etat ne soit plus placé devant des responsabilités auxquelles il est difficile de se soustraire, p. 797, 798.

Renvaux, sénateur des arrondissements de Namur et Dinant-Philippeville.

Ann. — Démission du gouvernement : Observations à cette occasion, p. 8.

Projet de loi concernant les pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 42.

Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Observations, p. 47.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 68.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 166 à 168.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 199.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 248.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 301, 302, 305.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 346, 347.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Observations, p. 438, 442. — Discussion des articles du budget de l'intérieur. Art. 1^{er}. Proteste parce que la discussion générale a été close, alors qu'il était encore inscrit dans cette discussion, p. 453. — M. le président lui donnant la parole, proteste parce que le ministre de l'intérieur n'est plus présent, puis prononce un discours afin de protester contre l'impossibilité d'obtenir une solution quant à une demande faite depuis longtemps déjà par la commune de Profondeville, tendant à rattacher cette commune à la justice de paix de Namur-Sud, le département de la justice et celui de l'intérieur se déclarant tous deux incompétents; attire également l'attention sur une situation similaire qui existe entre le département de l'agriculture et celui de l'intérieur en ce qui concerne la pollution des eaux de la rivière Ligne, par les usines Dumont de Chassart et de la nécessité de porter rapidement remède à ces situations, la dernière étant même dangereuse pour la santé publique, p. 453.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Discours : Se félicite des déclarations faites par le nouveau cabinet relativement à la résorption du chômage, notamment par l'exé-

Ronvaux (suite)

cution de grands travaux et cite certains travaux qu'il considère comme particulièrement intéressants et urgents, p. 454, 455.

Budget des affaires économiques pour 1935. Discussion des articles du tableau. Art. 32. Observations, p. 561.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 568.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 640 à 642.

Rubbens, nommé ministre du travail et de la prévoyance sociale, le 20 novembre 1934, déchargé de ces fonctions par arrêté royal du 25 mars 1935 et nommé ministre des colonies par arrêté royal de la même date.

Ann. — Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Discours : Oppose, au nom du gouvernement, la question préalable à la proposition de loi présentée par MM. Mertens et consorts et indique les motifs de cette attitude, p. 66. — Observations, p. 68. — Discours : Répond à M. Mertens et insiste pour que le Sénat admette la question préalable, p. 68, 69. — Discours : Oppose encore deux arguments au discours de M. Van Belle, rapp., p. 70. Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 306, 307, 311. Budget du ministère des colonies pour 1935 (dépenses métropolitaines). Discussion générale. A la suite d'observations de M. Volckaert, déclare qu'il était à la disposition du Sénat pour exposer immédiatement la politique générale et économique coloniale que compte poursuivre le gouvernement, mais estime qu'il est plus rationnel de remettre cet exposé jusqu'au moment où l'on discutera le budget colonial proprement dit et se déclare en conséquence complètement d'accord avec la proposition de remise faite par M. Volckaert au nom de la commission, p. 563.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 716. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 718. — Demande, si les orateurs encore inscrits y consentent, à ce que ceux-ci développent leurs observations pendant la séance en cours, afin qu'il puisse répondre dès le lendemain, p. 718. — Reprise de la discussion. Après les discours de M. Carnoy, qui parle notamment de l'application de la nouvelle valeur du franc aux prix des vivres et aux salaires, dans la colonie, déclare que ce dernier point est tout à fait inexact, p. 719. — Discours : Commence par souligner à son tour la valeur du rapport de M. Leyniers, puis expose au Sénat comment il envisage les principaux problèmes de la politique coloniale; répond aux diverses questions, critiques et objections formulées au cours de ce débat, débat qu'il se félicite d'avoir vu se dérouler dans le calme et la sérénité, p. 726 à 736.

Rutten (G.), R. P., sénateur coopté.

Doc. — Recevabilité de la proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Rapport, n° 13.

Projet de loi concernant l'érection d'un mémorial du règne du Roi Albert. Rapport, n° 48.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Traite la question du programme social, demande que le gouvernement fasse mention du minimum vital, souhaite l'abaissement du coût de la vie, demande le vote rapide d'un projet de loi sur la répression des publications pornographiques; termine en annonçant que le groupe démocratique accordera sa confiance au gouvernement, p. 32-33.

Proposition de loi tendant à modifier l'article 1^{er} de la loi du 11 septembre 1933 sur la protection des titres d'enseignement supérieur. Dépose le rapport sur la recevabilité de cette proposition de loi et donne lecture de ce rapport, p. 36.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) Discussion générale. Observations, p. 51.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Discours : Indique l'attitude prise par la droite, en commission, attitude à laquelle elle reste fidèle, désirant attendre le projet qui sera présenté par le gouvernement, p. 69. — Indique, principalement à ses collègues socialistes, la portée du vote qu'il va émettre et dans quelles conditions il admet la question préalable opposée par le ministre, à cette proposition de loi, p. 71. — Observations à l'occasion du discours de M. Van Belle, qui motive le vote de son groupe, p. 72.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 103, 105. — Discours : Demande si, ainsi que l'affirme certain journal, il est exact qu'une société industrielle secourue par un organisme financier bénéficiant de la garantie de l'Etat et qui n'a même pas payé sa cotisation pour la pension de ses ouvriers, ait accordé à un administrateur des indemnités qui atteignent, pour une seule année, la somme de 450,000 francs, p. 106. — Observations, p. 106.

Rutten (G.), R. P. (suite)

Projet de loi concernant l'érection d'un mémorial du règne du Roi Albert. Discussion générale. Discours, p. 115.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. Discussion générale. Discours, p. 118.

Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Proteste contre la mise en discussion de ce projet qui ne figurait à l'ordre du jour qu'après tous les budgets et déclare qu'il avait une observation à présenter mais qu'il ne peut le faire sans avoir les chiffres sous les yeux, p. 120. — Discours : Tout en s'excusant, n'ayant pas prévu la mise en discussion du projet, de n'avoir pu préparer ses observations, propose le renvoi à la commission, estimant que les chiffres indiqués dans le projet sont un peu élevés, p. 121. — Insiste sur sa proposition de renvoi et en indique à nouveau les motifs, p. 121. — Avant qu'il ne soit procédé au vote sur ce projet, développe les observations, sous le bénéfice desquelles la droite sénatoriale votera le projet, p. 138.

Interpellations réunies relatives à la suppression de la ligne de chemin de fer Dixmude-Nieuport. Observations, p. 128.

Budget de la défense nationale pour 1925. Discussion générale. Observations, p. 142.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 178, 179.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 226. — Observations, p. 234 à 236.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle, au sujet des violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 641.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : S'attache à faire connaître l'influence occulte et l'activité des marchands de canons et des fabricants de munitions; termine son discours en déclarant qu'il veut joindre ses efforts à tous ceux qui, sans distinction de parti et en dépit de tous les obstacles, veulent se donner corps et âme à la noble cause du désarmement progressif, simultané et contrôlé, p. 670, 671. — Observations, p. 671.

Rutten (J.), sénateur provincial du Limbourg.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 247.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 367.

S**Segers, sénateur coopté.**

Ann. — Bureau définitif : Appuie la proposition tendant à réélire par acclamations, les membres sortants du bureau, p. 4.

Déclaration du gouvernement, cabinet présidé par M. Theunis. Discours : Annonce qu'il apporte au nouveau gouvernement l'appui loyal et désintéressé de la droite du Sénat et déclare que son groupe place le pays au-dessus des partis, et que l'enjeu de la lutte qui est engagée est l'intérêt supérieur même de la Belgique, p. 20, 21.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. M. le président ayant fait remarquer l'extrême urgence du projet en discussion ainsi que deux autres projets, fait appel à la courtoisie de ses collègues et demande la limitation du temps de parole à dix minutes, p. 42.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Discours : Déclare que lui et ses amis de la droite émettront un vote affirmatif, que ce projet est le complément du projet sur les pouvoirs spéciaux, puis développe les motifs pour lesquels il estime que l'on doit tenir compte de la situation et que le moindre mal est de faire confiance au gouvernement; exprime le vœu que le Sénat le suive et vote le projet, p. 52.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Discours : Déclare que la droite sénatoriale votera la prorogation, indique le motif de cette attitude et termine en rendant un hommage spécial au premier ministre et en déclarant que l'on doit se grouper autour de lui pour sauver le pays, p. 302, 303.

Déclaration du gouvernement van Zeeland; projet relatif aux pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Explique comment, en ce qui concerne la composition du nouveau ministère, beaucoup de ses amis et lui-même sont obligés de demeurer dans l'expectative, puis développe les motifs pour lesquels il estime que le pays se trouve amené à la solution proposée par M. van Zeeland, qui est le moindre mal; formule cependant les réserves sous lesquelles il accepte, p. 341 à 343. — Observations, p. 352. — Propose de limiter le temps de parole à cinq minutes, p. 358.

Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 411.

Budget des affaires étrangères pour 1935. Discussion générale. Discours : Rappelle l'exposé qu'il a fait l'année précédente tant dans son rapport sur le budget des affaires étrangères

Segers (suite)

qu'en séance publique, faisant remarquer que toute la politique de la Belgique était dominée par le fait allemand; rappelle tout ce qui s'est passé au point de vue allemand et international depuis 1933; au point culminant de son discours, fait ressortir les obligations imposées à la Belgique par le projet du Locarno de l'air; souhaite que certaines paroles qu'il cite et qui émanent d'un publiciste dont l'anonymat ne supprime par la valeur trouvent écho de l'autre côté de la Manche et termine en estimant que la seule vraie sécurité de la Belgique contre la guerre se trouve dans le concours pratique autant que dans l'union et la force des nations qui veulent la paix, p. 652 à 656.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Observations, p. 698.

Simonis (vicomte), sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Ann. — Projet relatif aux pleins pouvoirs (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 367.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 577.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours: Attire particulièrement l'attention du ministre sur la situation des écoles officielles dans la commune de La Caillanne, p. 604.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Smets, sénateur des arrondissements de Hasselt et de Tongres-Maeseyck.

Ann. — Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 583.

Smits, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 178.

Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 247.

Solau, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 168, 182, 183.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. M. le président proposant la réunion d'urgence des commissions chargées de l'examen de ce projet, déclare qu'il en sera ainsi et, à la demande de M. le président, se charge de prévenir M. Ligy, président de la commission de la justice, p. 704.

Soudan, nommé ministre de la justice le 25 mars 1935.

Ann. — Projet de loi sur la réparation des dommages causés par les déments et les anormaux. Au moment de l'ouverture de la discussion générale, exprime son regret de ne pas voir M. Orban, rapporteur, à son banc, p. 437. — M. le président proposant de remettre la discussion à la séance de l'après-midi, fait remarquer qu'il doit assister à une réunion chez M. le premier ministre à 2 1/2 h., p. 437. — Discussion générale. Discours: Prie le Sénat de ne pas admettre l'amendement proposé par la commission, estimant que cet amendement vise un cas qui ne se présentera jamais et fait remarquer que, s'il était adopté, cela entraînerait le renvoi à la Chambre, alors qu'il est désirable que ce projet soit voté sans plus de retard; estime au surplus que le texte transmis par la Chambre est de nature à donner satisfaction à tout le monde, p. 451, 452. — Insiste à nouveau pour que le Sénat n'accepte pas l'amendement, p. 452.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Discours: En sa qualité de ministre de la justice, fait part au Sénat de ses perplexités, commente l'ensemble de la situation sans entrer dans le fond du débat, estimant que c'est la dernière loi linguistique reçue, si elle est votée sans les amendements présentés aux articles 3 et 7, amendements qui retarderaient vraisemblablement toute solution pendant plusieurs années, on verrait alors sans contrainte et dans la bonne volonté, chacun apprendre à mieux connaître son voisin; fait donc appel au Sénat et déclare qu'il considère faire son devoir en lui demandant de penser au pays et aux heures dures qu'il traverse, en souhaitant que l'on fasse l'impossible pour marcher de l'avant et de ne plus penser aux querelles qui ont causé des divisions, p. 501, 502. — Discussion des articles. Art. 1^{er}. Estime que les mots: « sous les réserves ci-après », qui se trouvent dans l'article 1^{er} et dans presque chacun des articles sont des mots inutiles et propose de les supprimer, non seulement à l'article 1^{er}, mais aux articles

Soudan (suite)

suivants, p. 512. — Art. 7. Rappelle qu'il a présenté un amendement tendant à modifier l'alinéa 2 du § 2, motive cet amendement, en donne lecture au Sénat et déclare que la commission du Sénat avait fort bien compris que cet alinéa du texte de la Chambre ne pouvait pas subsister, p. 524. — Art. 22bis nouveau proposé par la commission. Déclare accepter cet amendement, p. 529. — Art. 23. Fait une déclaration afin de bien fixer la portée de l'article, souhaitant obtenir l'accord du Sénat sur cette interprétation, p. 529. — En réponse à une question de M. Lebon, déclare accepter l'amendement de la commission et fait remarquer que son intervention a uniquement pour but de préciser l'application de la loi dans une hypothèse déterminée, p. 529. — Art. 32. Déclare être d'accord au sujet de l'amendement de la commission, p. 530. — Art. 35. Observations, p. 531. — Déclare qu'il voudrait donner satisfaction à la commission, l'objection signalée par M. Hanquet étant fondée et estime qu'il faut faire confiance aux avocats qui ne vont évidemment pas fausser la vérité devant les tribunaux, p. 531. — Art. 36. Motive les amendements proposés par le gouvernement, p. 532. — Art. 40. Estime que la sanction appliquée aux greffiers est inadmissible, appuyant en cela les observations de M. Tschoffen et estimant que l'on mettrait les greffiers dans une situation intolérable, p. 533. — Estime qu'il ne faut pas qu'il y ait un malentendu; estime que le premier alinéa doit subsister, mais demande la suppression du second alinéa qu'il considère comme inadmissible, p. 533. — Art. 41. Déclare se rallier à un amendement présenté par MM. Catteau et consorts, p. 534. — Art. 42. A la suite d'observations de M. Hanquet au sujet de l'amendement du gouvernement, déclare que s'il a proposé cet amendement, c'est à la demande de M. Cornil, procureur général de Bruxelles, dont tout le monde connaît la haute compétence, le talent et l'impartialité; donne lecture au Sénat de la lettre de M. Cornil; déclare que, en ce qui concerne les craintes exprimées par M. Hanquet, il y veillera aussi longtemps qu'il sera à la tête du département de la justice, p. 535. — Art. 50. Fait remarquer que l'amendement du gouvernement est indispensable pour des raisons pratiques et indique ces raisons, p. 538. — Déclare qu'il va de soi qu'il est d'accord avec la commission, mais qu'il ne l'aurait pas dit de la même manière que M. Jos. De Clercq, rapp., p. 538. — Art. 51. Justifie le sous-amendement présenté par le gouvernement, p. 539. — § 3bis nouveau proposé par la commission: Déclare accepter l'amendement de la commission, p. 539. — Art. 53. Propose de supprimer également à l'article en discussion le mot « adjoints », p. 540. — Art. 54. Fait remarquer que M. Lebon use sans doute chaque jour lui-même de la procédure qu'il voudrait voir supprimer, p. 540. — Art. 56. Fait remarquer que le texte ne vise pas les Cours d'appel et le souligne de crainte de confusion, p. 541. — Art. 62. Déclare être d'accord au sujet de l'ajoute proposée par la commission, le texte de la Chambre étant incomplet, p. 543. — Art. 65. Prie le Sénat d'admettre les amendements proposés par la commission au premier alinéa et au 1^o du deuxième alinéa, et de rejeter les modifications proposées au 2^o et au 3^o de ce même alinéa et motive sa demande, p. 544.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Rappelle que l'ordre du jour comprend ce projet, qui est très urgent; annonce qu'il a été examiné une heure auparavant par la commission de la justice et prie M. le président de faire en sorte, si possible, qu'il soit voté pendant la séance en cours, p. 636. — Discussion générale. M. Temmerman posant une question sur le point de savoir: 1^o si le texte doit être interprété comme une évaluation au moment de la décision, et 2^o s'il s'agit bien d'une allocation effectivement payée, déclare qu'il en est bien ainsi, p. 636. — M. Carnoy posant une question afin de savoir si les juges devront tenir compte de l'époque à laquelle l'indemnité a été fixée, déclare que l'indemnité est fixée par les experts et que le juge devra tenir compte de la valeur réelle du franc, p. 637.

Spaak, nommé ministre des transports et ministre des P. T. T. le 25 mars 1935.

Ann. — Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Discours: En qualité de ministre des transports et ministre des P. T. T., déclare que, ainsi que certains sénateurs l'ont fait remarquer, l'examen des budgets se présente dans des conditions extraordinaires, les budgets ayant été préparés par un autre gouvernement et étant défendus par des ministres qui s'apprétaient à voter contre; parle ensuite de la situation monétaire et de la politique nouvelle instaurée par le cabinet en fonctions, remercie les membres de l'assemblée qui, par la concision de leurs discours, ont marqué leur désir d'aider le gouvernement dans la tâche qu'il a entreprise; déclare que, pour les questions qui, bien que locales, sont importantes, il s'efforcera d'aboutir, surtout pour celles signalées par MM. Lalemand et Bologne, relatives: 1^o aux mutilés du travail; 2^o aux voyageurs de commerce; puis répond aux autres observations présentées et déclare qu'il apportera sa juste ardeur à leur trouver une solution, p. 404, 405. — Discus-

Spaak (suite)

esions des articles de la proposition de loi relative à la jonction Nord-Midi. Art. 1^{er}. Discours : Déclare, en ce qui le concerne personnellement, qu'il est partisan de la jonction, que ce qu'il a dit précédemment lui semble concorder parfaitement avec la déclaration qui vient d'être faite par M. Max-Léo Gérard, m. f., car le gouvernement ne pourra s'engager à financer ce travail que le jour où cela lui sera possible, et ajoute qu'il reste entendu que les intérêts de la ville de Bruxelles doivent être respectés, p. 411, 412. — A la suite du discours de M. Henricot, déclare estimer que l'adoption de la proposition n'entraîne pas la question de l'électrification qui vient d'être signalée par M. Henricot, bien que cette électrification existe dans la pensée du rapporteur; estime que le Sénat peut voter la jonction et que la question de l'électrification sera examinée ultérieurement, p. 412. — Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Discours : Estime que M. Wauquez a très bien situé, au point de vue parlementaire, le plan sur lequel l'assemblée doit discuter; que le projet a été amendé par la Chambre dans son texte mais non dans son esprit et que, dans ces conditions, la Haute Assemblée aurait pu s'abstenir de discuter à nouveau le fond de la question, mais estime, quel que soit son désir de suivre M. Van Overbergh en mettant fin à la discussion, que, par déférence pour les sénateurs qui ont envisagé le fond de la question, il doit leur donner une brève réponse; déclare que les craintes exprimées sont excessives et, malgré l'avis exprimé par M. Lalemard, qui pense que malgré le vote du Sénat la jonction ne sera pas exécutée, il peut assurer que si le Sénat confirme le vote qu'il a émis précédemment, on entrera dans peu de semaines dans la voie de la réalisation, p. 756 à 758. — Discussion des articles. Art. 6. M. Cateau posant une question au sujet du montant élevé du crédit inscrit à cet article, déclare vouloir, par ce crédit, marquer la volonté du gouvernement de commencer les travaux au lendemain du vote du Sénat, p. 759.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation de MM. de Spot et Beclaere au sujet de la démission imposée par l'I. N. R. à M. Paul Gilson. Discussion. Discours : Répond aux discours qui ont été prononcés, ainsi qu'à l'interpellation, p. 566 à 569.

Spaak (Mme), sénatrice cooptée.

Doc. — Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Rapport, n° 35.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 19.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Discours : Ajoute quelques explications à son rapport, dans le but d'éclairer complètement le Sénat et d'obtenir un vote unanime, p. 122, 123. — Déclare accepter l'amendement de M. Orban, dont elle estime le texte plus énergique que celui du projet et qui ne peut qu'être favorable à l'enfant, p. 124.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par exprimer sa joie en apprenant qu'une tentative énergique va être faite pour redresser la situation économique du pays, mais attire l'attention sur l'état déficient de la santé publique et surtout de la santé des enfants et cite de nombreux cas à l'appui de ses observations; proteste contre la décision prise d'exclure les femmes des emplois dans les départements ministériels, p. 420 à 422.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Illustre par quelques exemples les observations qui ont été développées par les orateurs qui ont déjà pris la parole concernant les réductions de traitements, la responsabilité civile; rompt une lance en faveur de l'enseignement ménager et termine en citant un cas où un subside supérieur à celui qui avait été sollicité a été accordé, p. 596, 597. — Observations, p. 608.

Spreutel, sénateur des arrondissements de Mons et Soignies.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe au sujet de l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : En sa qualité de représentant du Borinage, fait au Sénat l'exposé de la situation catastrophique dans laquelle se trouve cette région et présente des suggestions afin de remédier à cet état de choses vraiment calamiteux; signale certains travaux qui apporteraient de l'ouvrage aux chômeurs, p. 551 à 553. — Observations, p. 553, 557. — Discussion des articles du tableau. Art. 32. Observations, p. 560, 562.

Projet de loi relatif aux comptes de prévision de la régie des télégraphes et des téléphones pour 1935-1936 et interpellation concernant l'I. N. R. Discussion. Observations, p. 567.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 616. —

Spreutel (suite)

Discours : Attire l'attention du ministre sur l'attitude de certains groupements industriels, qui profitent de la crise pour modifier les conditions de travail et les salaires et réclame à son tour le vote d'une loi sur l'application des conventions collectives du travail, p. 632, 633. — Observations, p. 640, 641.

T**Temmerman, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Observations, p. 50. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 54. M. Lebon s'opposant à une suppression proposée par la commission, estime que celui-ci devrait avoir confiance dans ses confrères du barreau, p. 540. — Art. 59. Observations, p. 542. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. Discussion générale. Pose une question à M. Soudan, m. j., sur le point de savoir : 1° si le texte doit être interprété comme une évaluation au moment de la décision définitive; 2° s'il s'agit bien d'une allocation effectivement payée, p. 636. — M. Soudan, m. j., déclarant qu'il en est bien ainsi, déclare être d'accord, p. 636. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Theunis, premier ministre, démissionnaire de ces fonctions, le 25 mars 1935.

Ann. — Déclaration du gouvernement qu'il préside. Discussion. Discours : Commence par déclarer qu'il ne fera pas à la Haute Assemblée le discours qu'il a fait à la Chambre, le temps du Sénat étant mesuré; se borne donc à rappeler certains points en appuyant sur quelques questions spéciales et en mettant au point certaines affaires anciennes remises sur le tapis à la Chambre; parle donc brièvement de la situation internationale, insiste sur la stabilité du franc qui n'a aucun motif d'être touché; traite de la question des bons du trésor puis répond brièvement aux discours d'opposition, p. 21 à 24. — Observations, p. 25, 27. — Discours : Répond brièvement à la partie du discours de M. Wauters concernant la question de l'or, et à M. Criquelion, en ce qui concerne les intérêts de l'agriculture, p. 29.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours : Prend acte de l'adhésion de M. Wauters et l'en remercie; déclare que l'on établira le contrôle le plus complet et termine en répétant le réconfort qu'il trouve à sentir qu'en Belgique, au milieu des difficultés dont le pays est entouré, il y a encore un sentiment profond de solidarité nationale, p. 104.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet qu'il préside). Discussion générale. Discours : Répond brièvement aux observations présentées, p. 308 à 311.

Démission du cabinet : Au début de la séance du 19 mars, annonce au Sénat la démission du cabinet qu'il préside et prononce un discours afin d'indiquer les motifs de cette décision, p. 316.

Thienpont, sénateur des arrondissements d'Audenarde et Alost.

Ann. — Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 697.

Toch, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 208. — Discours, p. 209.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 229, 231.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Déclare renoncer à la parole, p. 449.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet des violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 616.

Tschoffen, sénateur coopté, ministre des colonies, démissionnaire de ses fonctions de ministre des colonies le 20 novembre 1934.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 27, 32.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 142.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 146.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 273.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 482, 483. — Discussion des articles. Art. 7. Discours : Essaie, en quelques mots, de s'expliquer objectivement sur la question qui a tant passionné le parlement et développe les motifs pour lesquels

Tschoffen (suite)

il estime qu'il ne faut pas que l'on ferme d'autorité au français les prétoires du pays flamand; cite un exemple récent : ayant été plaider à Furnes devant un tribunal flamand pour un litige d'ordre civil, tous les avocats parlaient le flamand; déclare en conséquence que les faits protestent contre les affirmations des Flamands et déclare que les Wallons viennent vers les Flamands la main tendue et demande à ceux-ci de ne pas les accueillir les poings fermés, p. 521 à 523. — Observations, p. 523. — Art. 40 dont la commission propose la suppression. Appuie les critiques de M. Rolin au sujet de ce texte et estime que c'est rendre la loi bien difficile à appliquer et bien impopulaire que d'y insérer des dispositions telles que celles qui figurent dans l'article en discussion, p. 533. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 708, 710, 724. — Discours : Déclare que le discours de M. Rolin le détermine à lui répondre brièvement au sujet de l'organisation de l'enseignement dans la colonie; déclare notamment qu'il est tout à fait exact que des missionnaires catholiques ou protestants assurent l'enseignement mais que les missionnaires de toute confession peuvent ouvrir des écoles où bon leur semble; fait ensuite remarquer que l'organisation de l'enseignement au Congo a été faite à peu de frais et a donné des résultats admirables, étant donné les ressources dont on disposait et termine en déclarant que, en ce moment, l'enseignement donné par les missionnaires et subventionné par les pouvoirs publics est le seul possible en Afrique et qu'il faut choisir entre l'école missionnaire et l'ignorance, p. 725, 720.

V

Van Belle, sénateur de l'arrondissement de Liège, questeur du Sénat.

Doc. — Dotation sénatoriale pour 1935. Rapport, n° 22.

Proposition d'institution d'une commission d'enquête sur les irrégularités dans les entreprises des travaux publics de l'Etat. Développements et proposition, n° 79.

Ann. — Elu, par acclamations, questeur du Sénat, p. 4.

Démission du gouvernement : A la fin de la première séance de la session, annonce qu'il revient de la tribune de la Chambre et que le gouvernement fait à ce moment une déclaration à l'autre assemblée, déclaration dont il résulte que le gouvernement est démissionnaire; marque son étonnement que le gouvernement ne fasse pas au Sénat l'honneur de lui communiquer cette décision, p. 8.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Annonce qu'il compte proposer la limitation du temps de parole, p. 16. — Discussion : Observations, p. 21. — Demande que l'on ne limite pas le temps de parole pour MM. Wauters et Crokaert, mais qu'il soit limité pour les autres orateurs, p. 24. — Reprise du débat. Observations, p. 26.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 37. — Fait diverses observations et estime, plusieurs orateurs étant inscrits sur les deux autres projets dont le président vient de faire remarquer l'urgence, qu'il sera impossible de terminer pendant la séance en cours, p. 42. — Sous certaines réserves et en demandant la limitation du nombre d'orateurs, et du temps de parole, déclare admettre que l'on termine les trois projets pendant la séance en cours, p. 42.

Projet de loi instituant un office central de la petite épargne. Discussion générale. Observations, p. 47.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Observations, p. 51. Discours : Estime notamment que la chose à laquelle on devrait arriver, c'est à faire baisser les prix du charbon sans diminuer les salaires et indique les motifs pour lesquels le groupe socialiste regrette que le projet en discussion ait été présenté sous le signe des pouvoirs spéciaux; déclare que son groupe n'émettra pas un vote hostile parce que le projet tient compte des desiderata des ouvriers mineurs, mais que, n'ayant pas confiance dans le gouvernement, il s'abstiendra, p. 52. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi fixant : a) le nombre de jours pendant lesquels les écoles primaires doivent être ouvertes; b) les dates des vacances. M. le président estimant d'après une communication de M. le ministre de l'instruction publique que ce projet n'a plus de raison d'être et que, pour donner satisfaction au gouvernement, il suffirait de rejeter l'article unique, prononce un discours et estime que la procédure proposée par le président est étrange, la commission n'étant pas dessaisie et n'ayant pas désavoué son rapport; propose, en conséquence, le renvoi à la commission, avec prière de faire d'urgence un nouveau rapport pour la semaine suivante, p. 65.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Discours : Défend la proposition et s'oppose à la question préalable opposée par le ministre à la proposition de loi, 69, 70. — Observations, p. 70. — Demande la parole et, M. le président lui faisant remarquer que la discussion est close, insiste pour avoir la parole et fait remarquer que le P. Rutten a été autorisé à motiver son vote; fait remarquer que c'est également pour motiver le vote de son groupe qu'il demande la parole, p. 71, 72. — Motive le vote du groupe socialiste, p. 72.

Van Belle (suite)

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. Discussion générale. Discours : Estime que l'amendement Heyman sera réalisé au dépend des travailleurs, p. 99. — Observations, p. 99, 100. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 142, 143.

Projet de loi relatif aux devoirs des fonctionnaires en temps de guerre. Avant le vote sur ce projet, fait remarquer que dans l'exposé des motifs, les bourgmestres et échevins sont assimilés à des fonctionnaires et déclare que, s'il en était ainsi réellement, il devrait refuser son assentiment au projet, p. 159.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 196 à 200. — Observations, p. 218.

Fixation de l'ordre du jour : séance du 12 mars. A la suite d'observations au sujet de la suite des travaux, déclare qu'il ne demande pas mieux que de voir le Sénat respecter le programme tracé primitivement; estime cependant qu'il n'y aurait aucun inconvénient pour le pays à retarder l'examen d'un ou de deux budgets; constate que, pendant la session en cours, personne n'a abusé de la parole et demande donc que l'on attente pour prendre des décisions définitives, p. 243.

Fixation de l'ordre du jour : 2 avril. A la suite d'observations de M. le président au sujet de la marche à suivre pour la suite des débats, estime que celui-ci se fait illusion et, sans s'opposer à la réalisation du programme qui vient d'être lu par ce dernier, exprime ses doutes en ce qui concerne la possibilité de le réaliser; estime cependant que la discussion des budgets de 1935 présente peu d'intérêts, puisqu'ils ont été élaborés par le gouvernement précédent avant la dévaluation du franc, p. 371.

Proposition de loi instituant la société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. A l'occasion de la fixation de l'ordre du jour proteste contre la rapidité avec laquelle on voudrait écourter cette question, p. 371. — Texte amendé par la Chambre. Déclare ne pas avoir d'inconvénient à ce que l'on discute ce projet l'après-midi, estime qu'il ne peut donner lieu à de longs débats, mais qu'il faut organiser le travail pour qu'il s'accomplisse normalement et que l'on puisse terminer pendant la semaine en cours sans bousculer personne, p. 705.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. A l'occasion d'une discussion au sujet de la fixation de l'ordre du jour, proteste contre la rapidité avec laquelle on voudrait voir examiner ce projet, p. 371. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 517. — Art. 7. Observations, p. 521, 523.

Interpelle M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale et M. le ministre de la défense nationale sur les violations de la loi de huit heures et de la semaine de quarante-huit heures du 14 juin 1921, dans les travaux exécutés pour compte du département de la défense nationale. Cette interpellation est jointe à la discussion du budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935. Discussion générale d'ensemble. Observations, p. 616, 617. — Avant de développer son interpellation, attire l'attention du ministre sur des mesures prises par certains patrons (notamment dans l'industrie cimentière), qui, après la dévaluation, ont encore appliqué des diminutions de salaires, alors que leur industrie profitait des mesures monétaires qui avaient été prises; aborde ensuite et développe son interpellation, p. 618 à 620. — Observations, p. 642.

Projet de loi tendant à mettre à la disposition du gouvernement les crédits nécessaires pour secourir les victimes des dégâts miniers sur le territoire de la ville de Gosselies. Estime que le Sénat devrait faire ce qui lui est possible pour examiner ce projet le jeudi suivant après-midi, p. 705.

Fixation de l'ordre du jour de la fin de la session : M. le président ayant fait diverses propositions en vue de hâter et d'ordonner les travaux de la fin de la session, insiste dans le sens indiqué par le président et estime, en conscience, que lorsqu'on a examiné les objets figurant à l'ordre du jour, l'on doit reconnaître qu'il n'y aura pas, pour le Sénat, pour plus de trois jours de travail, p. 705. — Observation, p. 705.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 725, 726.

Van Berckelaer, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 32.

Projet de loi relatif aux pleins pouvoirs. Discussion générale. Discours : Saisit cette occasion pour parler des abus qui existent dans l'industrie diamantaire, p. 42, 43.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 67.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Projet de loi accordant de nouveaux pouvoirs spéciaux (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 306. — Discours : Critique particulièrement l'arrêté-loi introduisant le

Van Berckelaer (suite)

travail forcé pour l'obtention de l'allocation de chômage et demande que l'on organise un referendum pour être éclairé à ce sujet, p. 311.

Interpelle M. le ministre de l'industrie et du travail sur l'attitude du gouvernement en matière de réglementation de notre industrie diamantaire. Discussion de cette interpellation et du budget des affaires économiques. Discours : Développe son interpellation, p. 548 à 550. — M. Van Isacker, m. a. éc., lui faisant remarquer que ses observations s'adressent plutôt au ministre de la prévoyance sociale, fait remarquer que lorsqu'il a introduit sa demande d'interpellation, les attributions ministérielles n'étaient pas ce qu'elles sont au moment où il développe son interpellation et prie, en conséquence, M. Van Isacker, m. a. éc., de transmettre les observations qu'il a développées à son collègue compétent, puis termine son discours, p. 550.

Van Cauwenbergh, sénateur provincial d'Anvers.

Ann. — Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 139.

Van Coillie, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours : Déclare qu'il ne veut pas intervenir dans le fond de la question, qu'il approuve l'intervention gouvernementale dans le domaine de la petite épargne, mais expose ses appréhensions en ce qui concerne les classes moyennes, p. 100.

Budget de la justice pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 247.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations jointes. Discours, p. 326.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe au sujet de l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Signale à nouveau les plaintes des classes moyennes, traite la question de la politique des prix, des ventes avec primes, des colporteurs, en ce qui concerne les nouveaux arrêtés pris sur ces questions, p. 553.

Vande Moortele, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Bien que la question qu'il va traiter ne concerne pas le budget en discussion, parle brièvement de la nécessité de sauver l'industrie cigarière et prie le ministre de transmettre ses observations à son collègue de la justice, compétent en cette matière, p. 556.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Tout en ne voulant pas faire de redites, critique cependant le nombre de secrétaires tout à fait exagéré des sections des fonds de chômage, p. 634.

Vandeweerd, sénateur provincial de la Flandre orientale.

Ann. — Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. Discussion générale. Discours, p. 118.

Budget de la défense nationale pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 169.

Budget de la gendarmerie pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 169.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 497.

Van de Wiele, sénateur des arrondissements d'Audenarde et d'Alost.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 214, 215.

Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi. Discussion générale d'ensemble. Discours : Développe certaines questions spéciales concernant les chemins de fer, p. 296, 297.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : En ordre principal, prie le gouvernement d'aviser aux moyens de faire exécuter les engagements pris par ses prédécesseurs et termine en plaidant la cause des déportés civils de la guerre 1914-1918 qui n'ont reçu aucune indemnité, n'ayant pas été mis au courant des poursuites intentées par une partie d'entre eux, p. 572, 573.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : S'associe aux paroles conciliantes prononcées par M. Gillon en 1934 en matière d'enseignement; forme le vœu de voir accorder aux parents non seulement le choix de l'école qu'ils croient répondre le mieux à leurs aspirations, mais aussi de la langue dans laquelle ils désirent que l'enseignement soit pratiqué; développe certaines considérations en faveur de l'enseignement officiel, notamment en ce qui concerne les locaux d'école, p. 597, 598.

Van de Wiele (suite)

Projet de loi déterminant les effets de la loi monétaire du 30 mars 1935 relativement à l'évaluation d'indemnités ou de dommages et intérêts. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 645.

Van Eyndonck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 19, 21, 31.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 306, 307.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 623, 624.

Van Fleteren, sénateur des arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 11, 14 à 16, 20. — Demande que l'on ne limite pas encore le temps de parole, p. 24.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux. Discussion générale. Observations, p. 37 à 41.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 66, 70, 71. — Observations à l'occasion du discours de M. Van Belle, qui motive le vote de son groupe, p. 72.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 102, 103.

Projet de loi relatif au placement en nourrice ou en garde des enfants âgés de moins de 7 ans. Discussion générale. Observations, p. 123.

Interpellations jointes relatives à la suppression de la ligne de chemin de fer Dixmude-Nieuport. Observations, p. 128.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 146 à 148.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 168, 182. — Observations à l'occasion de la durée du discours de M. Clesse et des observations du président à ce sujet, p. 183. — Reprise du débat. Observations, p. 184, 191.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 198, 206.

Projet de loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. A la suite d'observations de MM. Lebon et Bovesse, m. j., au sujet de la discussion et du vote de ce projet, souligne les nombreuses réunions tenues par la commission de la justice et le dépôt, puis le retrait de non moins nombreux amendements; prie donc le ministre d'user de son influence auprès de la commission pour qu'elle termine ses travaux, suggère au ministre d'user des mêmes moyens dont il a usé précédemment pour faire aboutir en quelques jours quatre projets dont le groupe socialiste n'était guère partisan, p. 224. — Discussion générale. Observations, p. 466, 467, 472 à 475, 485, 487, 488 à 500. — Observations au sujet de la suite du débat, p. 500, 501. — Reprise de la discussion générale. Observations, p. 504. — Par motion d'ordre, estime que, après l'ampleur prise par la discussion générale, pour avoir une discussion claire et précise sur les articles, il serait désirable de limiter le temps de parole et, en s'excusant de le faire, croit devoir invoquer ce qu'il a vécu pendant les dernières semaines, qui viennent de s'écouler, à la commission de la justice; déclare qu'il ne veut nullement étrangler le débat, mais estime que celui-ci peut être condensé, p. 512. — Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 517, 518. — Art. 7. Observations, p. 523.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 229. — Discours, p. 231. — Observations, p. 235, 237.

Fixation de l'ordre du jour : semaine du 12 mars. Propose de réserver toute décision sur la nécessité de tenir une séance le vendredi jusqu'au moment où il sera avéré que ceci est nécessaire, p. 243.

Budget des transports pour 1935. Observations à l'occasion d'une proposition tendant à joindre à la discussion de ce budget celle du budget des P. T. T. d'un projet relatif à un emprunt de la S. C. N. F. et d'une proposition de loi relative à la jonction Nord-Midi : Parle de la longueur des débats qui vont se produire sur cette question, p. 243. — Observations à l'occasion d'une proposition tendant à disjoindre le projet relatif à la jonction, p. 293. — Reprise de l'ensemble du débat. Observations, p. 384, 405. — Jonction Nord-Midi : Texte amendé par la Chambre des représentants. Discussion générale. Observations, p. 749 à 753, 756.

Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 280.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 300, 302, 303, 309.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zee-land. Observations, p. 321. — Observation au sujet de la procédure à suivre pour les projets annoncés par M. van Zee-land,

Van Fleteren (suite)

p. m., p. 324. — Discussion de cette déclaration, des pouvoirs spéciaux et du projet monétaire. Observations, p. 343 à 347, 359.

Projet de loi modifiant l'article 298 du Code civil. Texte réamendé par la Chambre. Discussion générale. Discours : Rappelle les rétroactes du projet et la transaction intervenue, à l'initiative de feu M. le sénateur Alexandre Braun, entre les groupes du Sénat; estime donc que le seul devoir de l'assemblée est d'entériner le projet tel qu'il a été réamendé par la Chambre, l'amendement apporté par cette assemblée ne faisant que renforcer légèrement les conditions exigées pour le remariage, p. 435. — Observations, p. 435.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Observations, p. 440.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif aux conventions conclues avec le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Observations, p. 652, 675, 679. — Discussion des articles du budget. Art. 1^{er}. Observations, p. 685, 686. — Art. 2, p. 686.

Fixation de l'ordre du jour : 4 avril. Des observations étant faites au sujet des travaux, les 15, 16 et 17 avril, demande que l'on attende pour prendre une décision; proteste contre la précipitation avec laquelle on veut faire travailler le Sénat et fait remarquer qu'il est avéré que la Chambre n'aura pas terminé ses travaux avant Pâques, p. 461.

Fixation de l'ordre du jour de la fin de la session : Proteste contre la proposition de M. le président tendant à terminer les travaux du Sénat au moyen de séances du matin et demande que le Sénat reprenne des séances normales de l'après-midi et continue au besoin à siéger la semaine suivante, p. 704, 705. — Observations, p. 705.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Estime préférable de remettre au lendemain la suite des débats, p. 718. — Reprise du débat. Observations, p. 736.

Projet de loi sur les sociétés de personnes à responsabilité limitée. Observation au sujet de la fixation de la discussion du texte amendé par la Chambre, p. 758.

Vanherck, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Van Hoestenbergh, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

Doc. — Recevabilité de la proposition d'institution d'une commission d'enquête sur les irrégularités dans les entreprises des travaux publics de l'Etat. Rapport, n° 63.

Ann. — Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 208, 209.

Van Isacker, ministre de l'industrie et du travail et de la prévoyance sociale, déchargé de ces fonctions par arrêté royal du 20 novembre 1934 et nommé ministre des affaires économiques par arrêté royal de la même date.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Donne lecture du texte flamand de cette déclaration, p. 11.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Déclare qu'il tient, avant que le débat ne soit ouvert, à faire une courte déclaration qui abrégiera le débat et afin de préciser devant l'assemblée les idées qu'il a développées la veille devant la Chambre des représentants; termine son exposé en déclarant que le gouvernement ne peut s'inspirer de l'intérêt exclusif d'une seule industrie, qu'il doit s'inspirer de l'intérêt supérieur de toute l'économie nationale; déclare qu'il reste à la disposition des orateurs, qui vont prendre la parole, pour répondre à leurs observations, p. 49. — Répond à MM. Van Belle et Renard, p. 52, 53.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 205, 206. — Discours : Justifié brièvement devant le Sénat les crédits qui figurent à ce budget : dépenses administratives; crédits pour travaux à l'ordinaire; crédits pour travaux à l'extraordinaire, puis répond aux observations présentées, p. 206 à 208. — Observations, p. 210, 214, 215, 217.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 309.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Donne lecture du texte flamand de cette déclaration, p. 321 à 324.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Berckelaer sur l'attitude du gouvernement en matière de réglementation de notre industrie diamantaire. Discussion. Observations : Fait remarquer à M. Van Berckelaer que ses observations s'adressent plutôt au ministre de la prévoyance sociale et trouveraient mieux leur place dans la discussion de ce budget, p. 550. — Reprise de la discussion. Observations, p. 554. — Discours : Répond à l'interpellation à la fin de son discours dans la discussion de son budget et déclare notamment que les observations de M. Van Berckelaer s'adressent plus particulièrement à ses collègues les ministres du travail et de la prévoyance sociale et des

Van Isacker (suite)

travaux publics et de la résorption du chômage, mais qu'il ne manquera pas de leur transmettre ces observations; en répondant aux observations présentées, use tour à tour de la langue employée par les orateurs auxquels il répond, p. 557, 558. — Discussion des articles du tableau du budget. Art. 32. Déclare qu'il examinera la question développée par M. le baron van Zuylen, en ce qui concerne l'opportunité de l'agrandissement du frigorifère de Bressoux, p. 560.

Interpellation de M. Rogister sur les accidents qui se sont produits à la Métallurgie de Prayon, ainsi que sur la situation qui est faite aux ouvriers de l'industrie du zinc, en ce qui concerne l'hygiène et leur rémunération. A la suite d'observations de M. Rogister, déclare qu'il lui serait en effet difficile de répondre en ce moment à l'interpellation, le rapport de l'expert du parquet n'étant pas déposé, mais qu'il sera à la disposition de M. Rogister après les vacances; tient cependant à déclarer que la fabrication du cadmium, cause du décès que l'on déplore, est arrêtée et qu'il n'y a donc plus urgence, p. 777.

Van Overbergh, sénateur provincial du Brabant, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — Budget des finances pour 1935. Rapport, n° 89.

Ann. — Proclamé, par acclamations, deuxième vice-président du Sénat, p. 4.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 302, 310.

Budgets financiers : Discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 327. — Discours : Demande dans quel sens le gouvernement est d'accord au sujet de la portée d'un vote à émettre sur la question visée par un amendement de M. Rolin, au budget de la dette publique et demande qu'aucune décision ne soit prise avant que l'on ne connaisse la politique générale de la rente qui sera adoptée, p. 327, 328.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Observations, p. 342 à 345, 348, 352, 353, 363. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et du projet de loi monétaire, p. 367.

Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Discussion des articles. Art. 1^{er}. Observations, p. 411. — Texte amendé par la Chambre. Discussion générale. Observations, p. 747, 748. — Proteste contre des insinuations de M. Henricot qui parle de l'avis de personnes désintéressées que l'on aurait dû consulter, p. 753. — A la suite des observations de M. le président et de M. Henricot, déclare ne pas insister, p. 753. — Fait certaines réserves au sujet d'un mot qui a échappé à M. Waucquez lorsqu'il a parlé de la « consigne » donnée par M. le ministre des transports d'autrefois, actuellement président du Sénat, à son personnel; déclare qu'il tient à ce qu'une rectification soit faite et qu'il est, dans son intervention, complètement d'accord avec M. le président, p. 756. — Reprise du débat. Observations, p. 756 à 758.

Budget extraordinaire pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 458, 459.

Budget des finances pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 468. — Observations, p. 572. — Discussion générale. Discours : Ne répète pas les suggestions et les questions contenues dans son rapport, mais estime utile, avant que la session législative ne soit close, pour laisser le gouvernement à son œuvre de redressement, de préciser devant le Sénat certaines bases de la politique financière du lendemain : la défense du franc, le soutien et la conversion des rentes, l'équilibre du budget et l'inventaire financier; termine son discours en demandant au ministre s'il estime admissible que ceux qui ont soutenu le franc soient ruinés et que ceux qui l'ont attaqué bénéficient du résultat de leurs manœuvres et de leur méfiance, p. 572 à 575.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 475, 502. — Discussion des articles. Art. 23. Déclare accepter l'amendement de la commission avec la signification qui vient d'être donnée par le ministre, p. 529.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 590, 591.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935, et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi de huit heures. Discussion. Observations : Dans l'une de ses interruptions, déclare être d'accord avec M. Janniaux au sujet de l'utilisation du solde disponible des bénéfices de la tombola de l'exposition de Bruxelles sous forme de subsides aux œuvres sociales, p. 614 à 616. — Observations, p. 618, 638, 639, 641, 642. — Pendant la réponse faite par M. Delattre, m. t. p. s., à l'interpellation de M. Van Belle, fait remarquer que, s'il comprend bien les arguments développés par le ministre, pour marquer le partage de compétence entre son département et celui de la défense nationale, il estime que ceci est une réponse insuffisante en présence des faits graves signalés par M. Van Belle, que ces faits sont même de nature à alarmer le patriotisme des sénateurs et réclame une réponse plus complète, notamment en ce qui concerne l'engagement d'ouvriers étrangers, p. 642.

Van Overbergh (suite)

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Observations, p. 669, 674, 682. — Discussion des articles du budget. Art. 1^{er}. M. le président faisant remarquer à M. le baron de Dorlodot qu'il sort de l'objet en discussion, déclare qu'il est toujours admis que l'on puisse traiter des questions générales à l'occasion de l'article 1^{er} et que M. le baron de Dorlodot est donc dans son droit, p. 686. — Art. 2. Appuie une protestation de M. le baron de Dorlodot, qui soutient, en contradiction avec M. Rolin, que, vu l'article 2 concernant les agents diplomatiques à l'étranger, il a le droit de développer ses observations à leur sujet, p. 687.

Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Observations, p. 710, 712, 724, 736.

Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes et au règlement du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 779, 780.

Ajournement du Sénat à la fin de la session. Se fait l'interprète de la Haute Assemblée pour remercier M. le président Lippens de la façon distinguée, brillante et énergique dont il a présidé les débats pendant la session qui se termine, p. 802.

Van Roosbroeck, sénateur de l'arrondissement de Turnhout, secrétaire du Sénat.

Ann. — Elu, par acclamations, secrétaire du Sénat, p. 4.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 18, 24.

Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Discours : Combat la proposition de renvoi à la commission, p. 121. — Observations, p. 121.

Démission du cabinet présidé par M. Theunis : Observations, p. 316.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Par motion d'ordre, propose de limiter le temps de parole à dix minutes, p. 358.

Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Se plaint de la propagande menée contre le gouvernement par le journal *La Gazette*, de l'envoi de ce journal, par un fonctionnaire du ministère de l'intérieur, à une directrice d'école, ainsi que de la façon dont la Banque du Travail est attaquée dans ce journal, p. 416, 417.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 3. Observations au sujet du vote sur un amendement de la commission, p. 514.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Discours : Commence par demander s'il ne serait pas possible qu'il soit répondu plus promptement aux questions posées aux ministres par les membres du parlement et souligne les inconvénients de la lenteur qui y est apportée; demande ensuite s'il ne serait pas possible de centraliser au ministère de l'instruction publique tous les services qui concernent l'enseignement et termine en traitant la question des ouvriers frontaliers, p. 551.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Commence par exprimer son regret que le règlement permette à certains orateurs de parler aussi longuement qu'ils le désirent, alors que d'autres doivent se contenter de dix minutes et supprimer, en conséquence, la plus grande partie des observations qu'ils voudraient présenter; s'incline pourtant devant le règlement et développe brièvement les motifs pour lesquels, bien qu'adversaire de la participation socialiste au gouvernement, il profitera cependant de la présence de ses amis dans le cabinet récemment constitué pour faire aboutir deux propositions de loi qu'il a présentées : 1^o sur les règlements d'atelier; 2^o sur le paiement des salaires, p. 623, 624. — Observations, p. 638, 640 à 642. — Discussion des articles du budget. Art. 4. A l'occasion du deuxième poste de cet article, parle de la situation faite aux greffiers des conseils de prud'hommes par suite de la fusion de certains conseils, p. 643.

Ajournement du Sénat pour les vacances de Pâques : Annonce qu'il aurait voulu adresser à M. le président Lippens ses remerciements et ceux de ses amis pour la manière dont il a dirigé les travaux du Sénat les derniers jours avant les vacances; exprime son regret de l'absence de M. Lippens et estime être certain de se faire l'interprète de la Haute Assemblée tout entière en priant M. le vice-président baron d'Huart de transmettre les remerciements qu'il vient d'exprimer à M. Lippens, p. 645.

Van Schoor, sénateur des arrondissements de Termonde et Saint-Nicolas.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 4. Observations, p. 517.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet des violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 639,

Van Vlaenderen, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

van Zeeland, membre du Conseil des Ministres, démissionnaire de ces fonctions, le 20 novembre 1934, nommé Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur par arrêté royal du 25 mars 1935.

Ann. — Politique du nouveau gouvernement qu'il préside : donne lecture de la déclaration qui comprend : 1^o défense du franc; 2^o réorganisation bancaire; 3^o Expansion économique; 4^o Réorganisations de la structure interne du pays; 5^o politique économique extérieure, p. 318 à 321. — Annonce le dépôt de deux projets : 1^o celui prorogeant d'un an les pouvoirs spéciaux; 2^o le projet monétaire, p. 319, 320. — Discours : Fait l'exposé des idées concrétisées dans la déclaration du gouvernement, p. 333 à 338. — Discussion de la déclaration, du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et du projet monétaire. Observations, p. 357. — Discours : Répond aux discours prononcés, p. 362 à 365.

Projet de loi approuvant la convention relative aux questions financières et monétaires conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg; la convention instituant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg un régime commun en matière de réglementation des importations, des exportations et du transit conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg; la convention établissant entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg une communauté spéciale de recettes en ce qui concerne les droits d'accise perçus sur les alcools conclue le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, et l'arrangement conclu le 23 mai 1935 entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg, en vue de permettre la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la convention du 25 juillet 1921 établissant une union économique entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Dépose ce projet de loi, p. 649. — Au moment du dépôt du rapport, rappelle qu'il a exposé devant la commission les raisons pour lesquelles le gouvernement demande au parlement de se prononcer le plus rapidement possible sur cet ensemble de conventions; remercie la commission de la diligence qu'elle a apporté à cet examen et déclare que, s'il convenait à la Haute Assemblée d'examiner à loisir, même pendant plusieurs jours, les dites conventions, il n'y verrait aucun inconvénient, mais demande qu'une décision soit prise avant la fin de la session, p. 666. — Discussion générale. Discours : Répond aux observations présentées et estime que, en ce qui concerne les alcools, il peut sincèrement déclarer qu'il y a une amélioration sur le régime antérieur et termine en exprimant sa conviction que le nouveau régime contribuera, pour sa part, à favoriser l'avènement de conditions meilleures pour l'économie des deux pays, loyalement et cordialement associés, au sein de l'Union économique, p. 697, 698. — A la suite du discours de M. Ferminne, déclare se trouver assez embarrassé, ne pouvant que difficilement prendre un engagement sans savoir exactement sur quoi il porte; déclare que si on lui indique un fait précis il verra immédiatement s'il peut prendre l'engagement réclamé; rappelle que, à ce moment, en donnant l'assurance qu'il vient de donner, il a été aussi loin qu'il lui était possible d'aller, p. 698.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi concernant diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Discours : Dans la situation grave dans laquelle l'on se trouve, développe son point de vue dans quelques domaines particulièrement importants : 1^o la situation politique de l'Europe; 2^o l'état du commerce extérieur belge; 3^o les accords destinés à assurer une meilleure application de la convention d'union économique de 1921, avec le grand-duché et tendant à compléter cette convention en quelques parties; répond au cours de ces développements, aux diverses observations qui ont été formulées, p. 680 à 685. — A la suite d'observations de M. Rolin, demande au Sénat si celui-ci désire qu'il lui donne le résumé des protocoles qui ont été signés au même moment que les conventions soumises à l'approbation du parlement, p. 684. — Discussion des articles du budget des affaires étrangères. Art. 2. M. le baron de Dorlodot posant une question au sujet de la péréquation des traitements des consuls et fonctionnaires belges à l'étranger, et M. Rolin, rapp., faisant remarquer qu'il a été répondu en commission, déclare qu'il a, en effet, été répondu au baron de Dorlodot exprime son regret que cette réponse, ainsi que les notes qui avaient été rédigées à son intention ne lui soient parvenues, puis tient à dire devant le Sénat que la péréquation réclamée par le baron de Dorlodot est chose faite, p. 687.

van Zuylen (baron), sénateur provincial de Liège.

Doc. — Projet de loi portant approbation de la convention relative à la conservation de la faune et la flore à l'état naturel, signée à Londres le 8 novembre 1933. Rapport, n° 123.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 176, 177.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 219, 220.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 230.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux (cabinet van Zeeland) et projet de loi monétaire. S'abstient au vote sur l'ensemble de ces deux projets, p. 367.

Budgets des transports et des postes, télégraphes et téléphones; projet relatif à l'emprunt de la Société nationale des Chemins de fer belges et jonction Nord-Midi. Discussion d'ensemble. Discours : Fait de sérieuses réserves sur l'électrification du réseau belge et développe les motifs de ses réserves, p. 399.

Budget de l'intérieur pour 1935 et interpellation jointe de M. Moyersoen. Discussion d'ensemble. Discours : Attire avec insistance l'attention du ministre sur l'application arbitraire de la loi linguistique dans certaines communes de la frontière nord de la province de Liège; termine en demandant que les Wallons, qui veulent le rester, ne soient pas flamandisés contre leur gré, p. 447 à 449.

Budget des affaires économiques pour 1935. Discussion des articles du tableau. Art. 32. Discours : En faveur des producteurs de fruits du pays de Liège, demande, malgré les temps de stricte économie, les frigorifères de l'État étant en bénéfice, que l'on agrandisse le frigorifère de Bressoux, la construction seule devant être touchée, les machines étant suffisamment puissantes pour suffire à cet agrandissement, p. 560.

Verbist, sénateur des arrondissements de Malines et Turnhout.

Ann. — Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Observations, p. 476.

Budget de l'instruction publique pour 1935. Discussion générale. Discours : Fait siennes, comme mandataire de la droite, les observations faites par les orateurs précédents au sujet de l'arrêté-loi, n° 77, qui cause un tort énorme et injustifié, notamment aux femmes et aux directeurs d'école, puis critique l'application, dans l'agglomération bruxelloise, des lois sur l'emploi des langues dans l'enseignement, p. 593.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Proteste parce qu'il estime que les Flamands ont été lésés dans la répartition des bénéfices laissés sur la vente des billets de la loterie de l'exposition de Bruxelles, p. 635. — S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 644.

Verbrugge, sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 71.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle relative aux violations de la loi des huit heures. Discussion. Discours : Attire l'attention sur certains points fâcheux concernant l'application des lois sur les pensions de vieillesse, y compris celle des employés, p. 632-633.

Verheyden, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Ann. — Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 193.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 4. S'abstient au vote sur l'amendement de la commission, p. 518. — Art. 7. Fait remarquer que c'est par erreur que son vote a été enregistré comme négatif et déclare s'être abstenu, ayant pairé avec M. Coenen, p. 524. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 545.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935. S'abstient au vote sur l'ensemble du budget, p. 644.

Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 699.

Vermeyleylen, sénateur coopté.

Doc. — Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État. Rapport, n° 16.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Vermeyleylen (suite)

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État. Dépose le rapport sur ce projet de loi, p. 59. — Discussion générale. Discours. Défend l'amendement de la commission, p. 117-118. — Observations, p. 118.

Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion générale. Discours : Commence par déclarer que, n'étant pas juriste, il abandonne volontiers les questions de technique judiciaire à d'autres; que ce que veulent les Flamands, c'est l'égalité complète en fait, que sur ce point-là, il n'y a pas de compromis possible, puis développe les motifs pour lesquels il prie le Sénat de rejeter en bloc tous les amendements proposés et d'adopter sans modifications le texte admis par la Chambre; rappelle que pendant toute sa vie, il a défendu l'idée flamande non pas en adversaire du français, mais en y voyant une idée de grandeur et de justice pour le pays; estime que le projet en discussion est la seule question irritante qui doit encore être discutée au parlement et supplie le Sénat de faire le dernier geste d'apaisement, p. 474 à 477. — Observations, p. 497. — Discussion des articles. Art. 3. Discours : Combat l'amendement de la commission, p. 513. — Observations au sujet du vote sur un amendement de la commission, p. 514. — Art. 4. Observations, p. 515.

Vinck, sénateur provincial du Brabant, premier vice-président du Sénat.

Ann. — Proclamé, par acclamations, premier vice-président du Sénat, p. 4.

Travaux du Sénat : Observations au moment où la démission du gouvernement est annoncée, p. 8.

Démission du gouvernement : Proteste contre la façon dont le gouvernement traite la Haute Assemblée, celle-ci n'ayant pas officiellement connaissance de la démission du gouvernement, p. 8.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations au sujet du grand nombre d'inscrits sur les bancs libéraux, p. 16. — Discussion. Discours : Commence par faire la critique des gouvernements d'union catholique-libérale qui se sont succédé depuis 1927, puis développe les motifs pour lesquels le groupe socialiste ne peut accorder sa confiance au nouveau gouvernement qui vient d'être constitué, p. 17, 18. — Observations, p. 20 à 23. — M. le président déclarant qu'il est à la disposition du Sénat si celui-ci désire clore le débat, estime que l'on n'a encore entendu qu'un orateur de l'opposition et que notamment M. Wauters et M. Crokaert doivent être entendus, p. 24.

Fixation de l'ordre du jour : Appuie les observations de M. Volckaert tendant à fixer au jeudi 6 janvier la prochaine séance du Sénat, p. 34.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 106.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations du service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Projet de loi concernant l'érection d'un mémorial du règne du Roi Albert. Discussion générale. Discours, p. 115, 116.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'État. Discussion générale. Observations, p. 118.

Interpellations jointes relatives à la suppression du chemin de fer Dixmude-Nieuport. Discours, p. 128.

Projets de loi : 1° concernant l'exécution des contrats différés; 2° concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre; 3° concernant les citoyens appelés par engagements volontaires ou par réquisition à assurer le fonctionnement des services publics en temps de guerre. Avant le vote sur ces trois projets, fait une déclaration afin de donner connaissance à la Chambre de la réponse donnée par M. Devèze, m. d. n., à la question qu'il lui a posée au sujet de la portée du projet et annonce que, le ministre lui ayant affirmé que ces projets s'appliquaient uniquement à la défense du pays en cas de danger venant de l'extérieur et nullement en cas de troubles à l'intérieur, un certain nombre des membres du groupe socialiste donneront leur adhésion au projet, p. 159. — M. Van Belle ayant fait remarquer que, dans l'exposé des motifs du projet relatif aux devoirs des fonctionnaires en temps de guerre, les bourgmestres et échevins sont assimilés à des fonctionnaires, annonce que cette question rend son groupe hésitant, à moins que le ministre ne puisse calmer ses appréhensions, p. 159.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 204 à 206. — Discours, p. 210, 211.

Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 226. — Discours, p. 226, 227.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Discours : Critique l'usage fait des pleins pouvoirs accordés précédemment et termine en estimant que le cabinet de Broqueville, démissionnaire quelques temps auparavant, n'ayant pas fait rapport sur l'emploi des

Vinck (suite)

- pouvoirs qui lui avaient été accordés, il serait bon de consulter l'opinion publique à ce sujet, p. 300 à 302. — Observations, p. 305, 309.
- Démission du cabinet présidé par M. Theunis : Observations, p. 316.
- Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 321. — Demande que le lendemain, après l'exposé du premier ministre, M. le président veuille bien suspendre la séance afin de permettre aux groupes de se réunir, p. 324. — Discussion de la déclaration, du projet relatif aux pouvoirs spéciaux et de la loi monétaire. Observations, p. 363. — Déclare que l'assemblée félicite son président de la manière dont il a présidé ces longs débats, p. 368.
- Budgets des transports et des P. T. T., projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. et jonction Nord-Midi Discussion générale d'ensemble : S'oppose à la proposition de M. Catteau, tendant à la disposition de la proposition relative à la jonction, p. 293. — Observations, p. 294. — Reprise de l'ensemble du débat. Discours : Demande que l'exécution de la jonction Nord-Midi soit décrétée et indique les motifs de sa demande, p. 384, 385. — Discussion des articles du budget des P. T. T. Art. 1^{er}. Observations, p. 407.
- Budget de l'intérieur pour 1935. Discussion générale. Discours : Proteste contre les atteintes portées aux libertés communales et provinciales, cite un certain nombre de cas à l'appui de ses observations et termine en exprimant le vœu que, s'il y a des abus dans les communes, on les corrige, mais que l'on en revienne le plus possible à l'autonomie communale, p. 414 à 416.
- Projet de loi concernant l'emploi du flamand en matière judiciaire. Discussion des articles. Art. 3. Discours : Déclare que, hésitant jusqu'à la veille, le discours de M. Soudan, m. j., l'a convaincu de l'utilité d'en terminer et d'accepter le texte tel qu'il est transmis par la Chambre, déclare, en conséquence, qu'il votera contre tous les amendements présentés par la commission, p. 513.
- Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 641.

Volckaert, sénateur des arrondissements de Mons et Soignies, questeur du Sénat.

Doc. — Dotation sénatoriale pour 1935. Rapport, n° 22.

Ann. — Vice-présidents du Sénat : Au nom du groupe socialiste, propose la candidature de M. Vinck comme premier vice-président du Sénat, p. 4.

Elu, par acclamations, questeur du Sénat, p. 4.

Travaux du Sénat : Observations au moment où la démission du gouvernement est annoncée, p. 8.

Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 11, 14 à 16, 20, 21, 25.

Fixation de l'ordre du jour : M. le président proposant de fixer la prochaine séance au mercredi 5 janvier, estime qu'il serait préférable de la reporter au jeudi 6, p. 34.

Projet de loi concernant les pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 40, 41. — A l'occasion d'une proposition de M. le président au sujet du vote sur ce projet, propose de ne voter qu'à la fin de la séance, p. 45.

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon. (Pouvoirs.) Discussion générale. Observations, p. 50. — S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Proposition de loi portant réorganisation de l'inspection du travail. Discussion générale. Observations, p. 66 à 68.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Observations, p. 91, 92.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'applique la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Observations, p. 105.

Projet de loi apportant des modifications à la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service. S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 107.

Projet de loi modifiant l'article 24 de la loi du 15 juillet 1849 organique de l'enseignement supérieur donné aux frais de l'Etat. Discussion générale. Observations, p. 118.

Projet de loi modifiant l'article 16, alinéa 4, de la loi organique de l'enseignement primaire. Discussion générale. Observations, p. 121.

Budget de la défense nationale pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 142, 143.

Budget de la gendarmerie pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 146, 147.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 167, 168.

Procédure parlementaire : dépôt tardif des rapports au moment où l'objet est inscrit à l'ordre du jour. Par motion d'ordre, proteste contre ce fait à l'occasion de la mise à l'ordre du jour du lendemain du débat sur le budget de la justice pour 1935, alors que le rapport vient seulement d'être distribué aux membres du Sénat, p. 195.

Budget des travaux publics pour 1935. Discussion générale. Observations, p. 199.

Volckaert (suite)

- Budget de la justice pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 229, 230. — Observations, p. 231, 234, 236.
- Fixation de l'ordre du jour, le mardi 12 mars. A la suite d'observations de M. le président, estime qu'il sera impossible que la Chambre transmette les budgets en temps utile de façon à ce que ceux-ci soient tous votés avant les vacances de Pâques et prie M. le président Lippens de laisser au Sénat le soin de prendre des décisions au moment voulu en ce qui concerne leur discussion, p. 243.
- Budgets financiers : discussion générale et discussion des interpellations qui y sont jointes. Observations, p. 249, 280, 281.
- Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 303.
- Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. van Zeeland. Observations, p. 324, 334.
- Fixation de l'ordre du jour : Séance du 2 avril. Observations, p. 371.
- Budget des colonies (dépenses métropolitaines) pour 1935. Discussion générale. Au nom de la commission des colonies, celle-ci estimant qu'il est impossible de procéder avant les vacances de Pâques à un examen sérieux du budget métropolitain, propose à l'unanimité des membres de cette commission d'adopter purement et simplement le budget métropolitain, sous réserve que les observations générales que les sénateurs comptaient faire soient reportées au moment où, après les vacances de Pâques, on discutera le budget ordinaire de la colonie, p. 563.
- Projet de loi relatif à diverses conventions conclues entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Observations au sujet de la suite du débat, p. 685.
- Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Estime qu'il faut réserver toute décision au sujet du moment où la discussion générale du projet relatif aux conventions commerciales sera reprise jusqu'au moment où le budget des affaires étrangères sera terminé, p. 685. — Discussion des articles du budget. Art. 1^{er}. Observations, p. 685, 686. — Art. 2. Observations, p. 686, 687.
- Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Texte amendé par la Chambre. Estime, la question ayant déjà été longuement discutée au Sénat, qu'il est inutile d'en recommencer l'examen, p. 705. — Discussion générale. Observations, p. 748 à 750.
- Projets de loi relatifs aux budgets du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Discussion générale. Discours : Commence, au nom de la commission des colonies tout entière, par apporter à M. Leyniers, rapp., ses félicitations les plus chaleureuses; déclare que c'est grâce au travail de M. Leyniers que le Sénat est documenté sur le Congo et estime que ce travail devrait être publié; extrait de ce rapport un certain nombre de points afin que les lecteurs des *Annales parlementaires* et du *Compte rendu analytique* puissent se rendre compte de l'état exact de la colonie et termine en déclarant qu'il est grand temps que le gouvernement de la colonie s'explique sur diverses questions importantes : 1° la conversion des rentes congolaises; 2° celle des obligations aux intérêts garantis; 3° la conversion de la dette indirecte, p. 716, 717. — Estime préférable de remettre au lendemain la suite du débat, p. 718. — Reprise de l'ensemble de la discussion. Observations, p. 727, 735.
- Projet de loi relatif à la fiscalité provinciale et communale et projets relatifs aux crédits supplémentaires, au tarif des douanes, au règlement définitif du budget de 1925. Discussion générale. Observations, p. 780.

W

Waucquez, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Développements et proposition de loi, n° 55.

Budget des transports pour 1935. Rapport, n° 65.

Proposition de loi instituant la Société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Rapport, n° 68.

Projet de loi instituant l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi (amendé par la Chambre des représentants). Rapport, n° 119.

Ann. — Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). Discussion générale. Discours : Annonce que les déclarations faites par le ministre l'amènent à lui apporter un concours presque inconditionnel, puis fait quelques suggestions et quelques observations quant à l'organisation projetée par le ministre; parle notamment de la question des transports, p. 54.

Budget des transports pour 1935. Dépose le rapport sur ce budget, p. 227. — Proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi. Dépose le rapport sur cette proposition de loi, p. 244. — Discussion générale de ce budget, de cette proposition de loi, du budget des P. T. T. et du projet relatif à l'emprunt de la S. N. C. F. B. Discours : Bien que le rapporteur du budget des transports et auteur et rapporteur de la proposition relative à la jonction Nord-Midi, se limite à deux questions : 1° la situation du

Waucquez (suite)

chemin de fer; 2° la solution définitive à apporter à la question de la jonction Nord-Midi, p. 288 à 292. — A l'occasion d'une motion d'ordre de M. Cateau tendant à disjoindre la question de la jonction, déclare qu'il n'est pour rien dans la décision qui a été prise de réunir les quatre objets en discussion et fait remarquer qu'il n'y a rien de nouveau dans la question de la jonction, p. 293. — Reprise de l'ensemble du débat : Observations, p. 381, 384, 400, 401. — Discours : Développe à nouveau quelques considérations en faveur de la jonction Nord-Midi et demande que l'on n'accepte pas les propositions de réexamen, p. 402 à 404. — Observation au sujet de la fixation de la discussion des articles de la proposition de loi instituant une société nationale pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi, 405. — Discussion des articles de ce projet. Art. 1^{er}. Observations, p. 411, 412. — Texte amendé par la Chambre : M. Volckaert estimant qu'il est inutile de recommencer l'examen de ce texte, le projet ayant déjà été longuement discuté, déclare qu'il est à la disposition du Sénat, mais appuie l'avis de M. Volckaert, en faisant remarquer que les amendements apportés au projet par la Chambre n'ont même pas été discutés dans cette assemblée et ont été adoptés après lecture faite par M. le président, p. 705. — Discussion générale. Discours : Indique au Sénat l'état exact de la question; déclare que, depuis cinq ans, il a consacré à l'étude de ce problème un travail constant avec la préoccupation unique de l'intérêt national supérieur, sentiment pareil à celui avec lequel il a estimé, en 1914, devoir participer à la défense du pays; termine en exprimant le vœu de voir le Sénat mettre fin à des atermoiements de pitoyable exemple et confirmer sa volonté d'en finir par une majorité égale à celle du 3 avril précédent, p. 754 à 756. — M. Van Overbergh protestant contre des paroles qu'il a prononcées relativement à une « consigne » que le ministre des transports d'autrefois, actuellement président du Sénat, aurait donnée à son personnel, déclare que, s'il s'est servi du mot « consigne », celui-ci a certainement dépassé sa pensée et indique exactement ce qu'il a voulu dire, p. 756.

Déclaration du gouvernement van Zeeland, pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Défend un point de vue voisin de celui développé par M. Forthomme, mais se déclare plus adversaire que lui du programme du gouvernement et développe les motifs pour lesquels il ne pourra pas assurer son vote au cabinet van Zeeland, p. 356 à 358.

Wauters, sénateur coopté.

Ann. — Déclaration du gouvernement : cabinet présidé par M. Theunis. Observations, p. 11, 19, 20, 23. — Discours : Commence par déclarer que, d'après lui, la constitution même du cabinet Theunis-Francqui a fait plus pour l'éducation socialiste des masses que dix ans de propagande, une série de conceptions abstraites leur étant apparues et leur ayant fait comprendre les dangers du capitalisme financier; déclare au premier ministre que son groupe s'exprime avec un parti pris de modération; d'une part, parce qu'il y a dans le discours de M. Theunis, p. m., beaucoup de choses sur lesquelles son groupe peut marquer son accord et parce qu'il ne veut pas entrer dans les médiocres violences de langage; pose ensuite certaines questions, parle notamment de la question du franc et termine en déclarant qu'il croit et espère que le jour est proche où, sous le signe de la paix, on réalisera le socialisme, p. 25 à 29. — Observations au sujet d'un fait personnel de M. Ingenbleek, p. 29.

Projet de loi concernant les pleins pouvoirs. Discussion générale. Observations, p. 38, 39.

Projet de loi instituant un Office central de la petite épargne. Discussion générale. Observations, p. 47.

Wauters (suite)

Projet de loi concernant la production et le commerce du charbon (pouvoirs). S'abstient au vote sur l'ensemble du projet, p. 56.

Projet de loi décrétant diverses mesures destinées à assurer le fonctionnement des services des recettes et des dépenses. Discussion générale. Observations, p. 91.

Projet de loi relatif aux pouvoirs spéciaux en vue d'assurer le bon fonctionnement des entreprises auxquelles s'appliquent la loi du 7 décembre 1934. Discussion générale. Discours : S'explique devant le Sénat au sujet des attaques dont les institutions économiques socialistes sont l'objet depuis huit mois; supplie le premier ministre, M. Theunis, de lui donner l'assurance qu'il ne s'agit pas, dans ce projet, d'une manœuvre politique et, M. Theunis lui affirmant qu'il n'en est pas question, déclare qu'il donne son adhésion au projet, p. 102 à 104. — Observations, p. 106.

Budget de l'agriculture et des classes moyennes pour 1935. Discussion générale. Discours, p. 169 à 171.

Interpelle le gouvernement au sujet de la collusion entre la politique et la finance. Pendant la discussion des budgets financiers et des interpellations qui y sont jointes, développe son interpellation et annonce le dépôt d'un ordre du jour, p. 248 à 252. — Discours : Commente les déclarations faites par ses collègues de la droite et du centre libéral et déclare, au nom de la gauche socialiste, se rallier aux amendements qui ont été présentés par le centre libéral et la droite; déclare que cette décision a été prise pour deux motifs : 1° le nouveau texte proposé est beaucoup plus étendu que celui proposé par la gauche socialiste; 2° cet ordre du jour reprend la terminologie de l'encyclopédie qui est plus précise que celle de la gauche socialiste; déclare que cette attitude n'exclut pas que son groupe, demande au gouvernement de répondre aux questions qu'il lui a posées, p. 271. — Observations, p. 276, 277, 280, 282 à 284.

Projet de loi accordant de nouveaux pleins pouvoirs (cabinet Theunis). Discussion générale. Observations, p. 304.

Déclaration du gouvernement van Zeeland; pouvoirs spéciaux et loi monétaire. Discussion d'ensemble. Discours : Développe les motifs pour lesquels la gauche socialiste apporte au nouveau gouvernement son appui unanime et sans réserve, p. 347 à 349. — Observations, p. 360.

Budget des affaires économiques pour 1935 et interpellation jointe relative à l'industrie diamantaire. Discussion. Observations, p. 551.

Budget des finances pour 1935. Discussion générale. Discours : Commence par faire remarquer que les budgets se discutent dans des conditions tout à fait insolites, le gouvernement défendant des budgets qu'il n'a pas élaborés et qui ne répondent pas à sa nouvelle politique; déclare que, dans ces conditions, il comptait renoncer à la parole, mais traite pourtant la question des caisses d'épargne privée et plaide la cause de certaines catégories de citoyens, p. 576, 577. — Observations, p. 579.

Budget du travail et de la prévoyance sociale pour 1935 et interpellation jointe de M. Van Belle au sujet de violations de la loi des huit heures. Discussion. Observations, p. 620. — Discours : Déclare que, en présence du nouveau gouvernement, la classe ouvrière entend ne pas faire preuve d'impatience, mais placer plutôt des espérances légitimes dans l'œuvre entreprise par le gouvernement présidé par M. van Zeeland; traite la question de la hausse des prix et demande que, avant que le projet tendant à adapter les salaires aux fluctuations de l'index ne soit présenté et voté, il serait nécessaire, d'après lui, de donner une autorité légale aux commissions paritaires et aux conventions collectives, p. 627, 628.

Budget des affaires étrangères pour 1935 et projet de loi relatif à diverses conventions entre la Belgique et le grand-duché de Luxembourg. Discussion générale. Observations, p. 669.